

---

---

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Nouvelle Série N° 16-19  
MARS - JUIN 1945

PRIX : 20 francs

# QUATRIÈME INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif Européen  
— de la 4<sup>e</sup> Internationale —



## LA PAIX QU'ILS PRÉPARENT

### SOMMAIRE

Editorial. — Les dessous de Versailles, *par Patrice*. — Bilan de la « Libération » en Europe, *par N. Marc*. — Le nouveau Versailles et la Révolution allemande. — Les Etats-Unis et la deuxième guerre mondiale. — La stratégie du ravitaillement, *par Charles*. — Trois conceptions de la révolution, *par L. Trotsky*. — Nouvelles de l'Internationale.

« D'un seul coup, la guerre a ramené à un équivalent de situation coloniale presque 250 millions d'habitants du globe. Elle a fait rétrograder la Russie — dont on doit évaluer la population à 130 millions environ —, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Bulgarie, dont la population totale n'est pas inférieure à 120 millions, soit au total 250 millions d'êtres qui vivaient dans des pays dont certains, comme l'Allemagne, sont au nombre des plus avancés, des plus éclairés, des plus cultivés, et ont atteint dans le domaine de la technique le point culminant du progrès moderne.

» Par le traité de Versailles, la guerre imposa à ces pays des conditions telles que des peuples avancés ont été mis dans une situation de dépendance coloniale, qu'ils ont été en proie à la pauvreté et à la famine, et se sont trouvés dépourvus de tout droit. Car ce traité les a liés pour plusieurs générations et les a placés dans des conditions telles qu'aucune nation civilisée n'en a jamais subies. Voici l'image du monde que vous avez sous les yeux. Après la guerre, d'un seul coup, pas moins de 250 millions d'habitants du globe sont soumis à l'oppression coloniale, à l'exploitation brutale du capitalisme qui se vantait de son amour pour la paix. Il avait quelque droit de s'en vanter, il y a cinquante ans, quand le monde n'avait pas encore été partagé, quand les monopoles n'exerçaient pas encore leur pouvoir souverain, quand le capitalisme pouvait encore se développer dans une paix relative, sans conflits militaires atteignant des proportions colossales.

» ... Le traité de Versailles a si bien réduit l'Allemagne et un certain nombre d'autres pays vaincus que leur existence économique est matériellement impossible; privés de tout droit, les voici dans une dégradation absolue.

» ... Comme conséquence de tout cela, se créent inévitablement et naturellement deux situations fondamentales. D'une part, la pauvreté et la ruine des masses se sont accrues de façon incroyable, pour 1 milliard 250 millions d'hommes, c'est-à-dire 70 p. c. de la population du globe : il s'agit des peuples coloniaux et dépendants dépourvus juridiquement de tout droit et des pays sous « mandat », octroyés à des financiers-pirates. D'autre part, les nations vaincues ont été rivées à l'esclavage par le traité de Versailles et par ces traités secrets qui existent en ce qui concerne la Russie — leur validité, il est vrai, est aussi réelle que celle des chiffons de papier attestant que nous devons tant et tant de milliards. Pour la première fois dans l'histoire mondiale, nous nous trouvons devant un cas de brigandage, devant l'esclavage, la pauvreté et la famine, imposés à 1 milliard 250 millions d'êtres par un acte juridique. »

(Rapport de Lénine au 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, le 19 juillet 1920.)

# IV<sup>E</sup> INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif Européen de la 4<sup>e</sup> Internationale

## ÉDITORIAL

# Les perspectives de paix impérialiste et nos tâches en Europe.

*Le texte ci-dessous a été adopté par le Comité Exécutif Européen de la IV<sup>e</sup> Internationale qui s'est réuni quelque part en Europe fin juin 1945.*

La guerre impérialiste, commencée il y a presque cinq ans, a pris fin en Europe. Le régime hitlérien, sur lequel l'impérialisme allemand avait basé son effort gigantesque pour repartager le marché mondial à son profit, s'est écroulé en raison de la supériorité économique et militaire écrasante de ses adversaires, en raison aussi de la résistance des masses de l'Europe occupée.

Contrairement à nos pronostics optimistes émis à la veille et au commencement du nouveau carnage impérialiste en ce qui concerne sa durée probable, que nous avions escomptée courte, et la réaction des masses, que nous avions escomptée beaucoup plus rapide et plus efficace, cette guerre, malgré l'immensité des destructions qu'elle a causées et malgré les souffrances sans précédent qu'elle a infligées aux masses, a duré beaucoup plus longtemps que la guerre 14-18 et n'a pris fin en Europe que par la destruction militaire totale de l'un de ses adversaires.

Ce fait est dû principalement aux facteurs suivants :

- a) La situation du mouvement ouvrier à la veille de cette guerre, entièrement prostré et démoralisé par la politique antérieure des réformistes et des staliniens.
- b) L'étendue et la dureté de l'occupation allemande, qui a provoqué en Europe une vive réaction des masses, dirigée principalement contre cette occupation.
- c) L'entrée en guerre de l'U.R.S.S. et sa résistance victorieuse.
- d) La politique des réformistes et surtout de la bureaucratie stalinienne de l'U.R.S.S. et des partis communistes qui, mettant à profit l'interdépendance des deux facteurs précédents, ont justifié aux masses la lutte des « démocraties contre le fascisme », les ont appelées à soutenir sans conditions l'effort de

guerre de la bourgeoisie « démocratique », ont saboté par leur action chauvine la fraternisation en Allemagne et dans les pays occupés, ont démoralisé le prolétariat allemand et l'ont abandonné à Hitler.

## LA SITUATION ECONOMIQUE EN EUROPE

L'Europe sort de la guerre impérialiste plus ruinée que jamais. Tous les pronostics pessimistes que l'Internationale Communiste a émis sur son sort après la guerre de 1914-18, dans le cas où le régime capitaliste serait maintenu, se trouvent justifiés et dépassés de loin. Ses forces productives, en régression constante depuis 1914-18, sont aujourd'hui en décomposition complète.

Ses installations industrielles sont détruites ou paralysées par le manque d'énergie (charbon, électricité), par le manque de matières premières, par la baisse du rendement de la main-d'œuvre, par l'usure de l'outillage.

Ses ports sont détruits ainsi que la plus grande partie des moyens de transport terrestres et maritimes.

Malgré un enrichissement apparent de la paysannerie, l'état de l'agriculture européenne n'est pas meilleur.

La production agricole est en baisse à cause du manque d'engrais, de machines et de main-d'œuvre. Les paysans, malgré la thésaurisation des billets de banque dépréciés, n'ont pu renouveler ni leur outillage, ni leur cheptel, ni leur habitat.

Les dépenses colossales de la guerre ont été financées grâce à l'abaissement extraordinaire du niveau de vie des masses soumises à un rationnement de famine, grâce à l'absorption par l'Etat capitaliste des revenus de la petite bourgeoisie rentière

(impôts, emprunts) et grâce à un endettement de celui-ci de 5 à 10 fois supérieur à celui de la guerre précédente. Le déséquilibre croissant entre la rareté des marchandises destinées à couvrir les besoins des masses et les dépenses improductives destinées à couvrir les besoins de la guerre a abouti à la dépréciation catastrophique de la monnaie papier dans tous les pays capitalistes et à la hausse vertigineuse du coût de la vie, 10 à 20 supérieur à celui de 1939 et 3 à 6 fois supérieur à la hausse correspondante enregistrée à la fin de la guerre 1914-1918.

La guerre a signifié pour l'Europe un gigantesque saut en arrière. Elle a énormément diminué son poids spécifique dans l'économie mondiale et a accentué à l'extrême sa dépendance économique par rapport aux autres continents du globe et en particulier par rapport à l'Amérique.

Des phénomènes de barbarie, tels que la destruction insensée des forces productives, la misère massive, l'hypertrophie tyrannique de l'appareil bureaucratique, militaire et policier de l'Etat, la perte de l'indépendance partielle ou totale de nations viables étaient apparus depuis la guerre de 1914.

Durant cette guerre, ces phénomènes ont pris une ampleur considérable dans le monde entier et ont déjà fait des pas décisifs, particulièrement en Europe.

Sans révolution socialiste, l'Europe est incapable de se relever de ses ruines, de sortir du chaos dans lequel la guerre l'a plongée.

#### LA SITUATION POLITIQUE EN EUROPE

Le régime politique des différents pays européens est en grande partie déterminé par le fait, soit de l'occupation américaine et anglaise, soit de l'occupation russe.

Sans l'aide effective des forces armées impérialistes, et sans l'intervention de l'Armée Rouge, la bourgeoisie de tous les pays européens serait obligée lors du départ des troupes allemandes de faire face, dans les conditions les moins favorables qu'elle ait jamais rencontrées, à la guerre civile.

Cependant, la présence des Anglo-Américains et des Russes a eu comme résultat de comprimer, de restreindre et même de briser (Grèce) le mouvement insurrectionnel des masses et de laisser le temps à la bourgeoisie nationale de reconstruire en partie son propre appareil de coercition, policier et militaire.

La politique des partis stalinien, dans lesquels se canalisa en très grande partie la radicalisation des masses pendant la guerre, à cause de la résistance victorieuse des masses soviétiques et de l'Armée Rouge, agissant dans le sens d'un apaisement de la lutte des classes, de la démoralisation et de la confusion idéologiques des masses, a grandement facilité cette évolution réactionnaire. Ainsi, grâce à l'action combinée de ces deux facteurs, de la présence des armées d'occupation et de la politique de trahison des partis stalinien, la bourgeoisie nationale a pu rétablir dans tous les pays des régimes qui tendent, à l'heure actuelle, à se rapprocher du type plus ou moins net du régime bonapartiste, appuyé surtout sur l'appareil militaire, policier et bureaucratique.

C'est grâce à cette manière « forte » de la bour-

geoisie employée dès le début, aussi bien que grâce aux illusions des masses au sujet des intentions des Alliés et du Kremlin, que la poussée primitive des masses, qui avait pris, lors du départ des troupes allemandes, des formes de guerre civile, a été arrêtée ou réprimée.

Tant dans la sphère d'influence anglo-américaine que dans la sphère d'influence russe, dans lesquelles l'Europe se trouve politiquement divisée, la tutelle étrangère est décisive.

Seule la France continue à faire encore des tentatives aussi désespérées que vaines pour sauvegarder en partie son indépendance économique et politique.

La démocratie politique, déjà gravement compromise après la guerre de 1914-1918 en Europe, est aujourd'hui plus fictive que jamais.

La guerre, la ruine économique de l'Europe, l'ingérence étrangère ont en grande partie balayé les conquêtes parlementaires et démocratiques. Cela n'exclut pas que la bourgeoisie, à une étape ultérieure, menacée par la montée des masses, se verra forcée de freiner momentanément son évolution réactionnaire, en recourant à des concessions démocratiques. Dans tous les pays, la bourgeoisie, plus ou moins ouvertement soutenue par ses tuteurs étrangers, américains, anglais ou russes, et sous divers prétextes, gouverne par la force des pouvoirs spéciaux, des décrets, des mesures arbitraires.

Des semblants de parlements, plus impuissants, plus décoratifs que jamais, existent çà et là pour masquer le caractère arbitraire des gouvernements bourgeois.

Mais aucune question importante de la vie des peuples n'est plus soumise à leur approbation, et dans aucun moment du régime capitaliste en Europe, la diplomatie secrète n'avait connu une telle ampleur et la consultation même formelle des masses ne fut aussi négligée.

En Italie, malgré les aspirations antimonarchiques et démocratiques des masses, le régime politique du pays continue à être dominé par la tutelle réactionnaire des impérialistes anglais et américains.

En Belgique, la bourgeoisie inféodée à l'impérialisme anglais et yankee, gouverne maintenant grâce à la « mobilisation civile », qui couronne les mesures arbitraires et autoritaires employées depuis la « libération ».

En Grèce, les agents de Londres préparent, grâce à l'emploi simultané de la terreur, de la corruption, du chantage en matière du ravitaillement et de la reprise économique, le « triomphe » du plébiscite destiné à restaurer la dictature royale.

En France, de Gaulle, malgré le verdict catégorique des élections municipales condamnant sa politique réactionnaire, renforce le caractère droitier et arbitraire de son gouvernement, et ne convoque son « Assemblée Consultative » que pour lui prononcer ses discours commémoratifs, et lui annoncer ses décisions.

En Allemagne enfin, la rééducation « démocratique » du peuple allemand a été entreprise par les Alliés sur la base d'un régime militaire pillant les ressources matérielles du pays et soumettant sa population à l'esclavage.

La bureaucratie soviétique, érigée en caste dominante, la plus absolutiste que l'histoire ait connue, ayant étranglé en U.R.S.S. même toute organisation

et toute expression démocratique des masses, est par nature incapable d'accorder à d'autres peuples les libertés qu'elle a étouffées dans son propre pays.

Le régime capitaliste des pays occupés par l'Armée Rouge subit actuellement des transformations. L'évolution du régime de tous les pays occupés par l'Armée Rouge et dans lesquels la tutelle russe tend à s'installer d'une façon permanente (États Baltes, Pologne, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Yougoslavie, une partie de l'Autriche et de l'Allemagne) est fonction d'une part de la tendance de la bureaucratie soviétique à assimiler leur structure, et d'autre part de la pression de l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale de ces pays.

En tant que reposant sur un système économique et social opposé au système capitaliste, et en tant que bénéficiaire de ce système, la bureaucratie soviétique essaiera de transformer la structure des pays occupés à l'image de son propre régime.

D'autre part, subissant la pression de l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale des pays occupés, elle ne pourra réaliser cette politique qu'à travers des mouvements contradictoires et des reculs. L'effort de la bureaucratie soviétique dans ces pays, dans le domaine politique, consistera à créer une couche dirigeante, recrutée parmi les éléments sociaux les plus divers, capables d'administrer politiquement et économiquement ces pays selon ses directives et ses intérêts.

Dans ces pays s'accomplissent des réformes économiques et sociales (réforme agraire, nationalisation plus ou moins étendue de l'industrie) qui tendent soit à faire coopérer, soit à assimiler leur économie à l'économie russe.

Mais cette évolution économique progressive ne se base pas sur l'initiative et l'organisation démocratique des masses, n'atténue pas le degré de leur exploitation, ne les libère pas de leur condition prolétarienne, ne leur facilite pas l'accès à la gestion directe de l'économie qui est l'autre élément essentiel de la notion du socialisme.

La transformation en marche dans les pays occupés par l'Armée Rouge est une transformation bureaucratique, qui profite avant tout à la couche dirigeante russe et aux éléments parasitiques et bureaucratiques nationaux qui coopèrent dans chacun de ces pays avec elle.

#### LES RAPPORTS INTERNATIONAUX

Jamais les contradictions inter-impérialistes et celles qui opposent les pays capitalistes à l'U.R.S.S. n'avaient atteint une acuité aussi étendue et aussi flagrante qu'au lendemain de leur victoire « commune » sur l'Allemagne hitlérienne.

Ce fait, rendu manifeste par toute l'évolution politique récente depuis « l'accord » fictif de Yalta, est dû aux causes suivantes :

a) le déséquilibre entre le développement gigantesque du potentiel industriel et financier de l'impérialisme américain pendant la guerre et le rétrécissement du marché mondial;

b) l'affaiblissement économique de l'U.R.S.S., qui pousse aujourd'hui la bureaucratie stalinienne à étendre aussi bien sa base économique que sa zone stratégique sur une partie plus vaste du globe;

c) l'appauvrissement et la dislocation de l'impérialisme britannique comprimé entre les États-Unis et l'U.R.S.S., qui le rendent plus rapace encore envers les impérialismes vaincus ou plus faibles;

d) l'écroulement des impérialismes français et italiens, qui tentent de s'accrocher désespérément à quelques débris de leur ancienne puissance impériale;

e) les rivalités de toutes les petites nations capitalistes reflétant leurs propres antagonismes et ceux des « Grandes Puissances ».

La puissance industrielle et financière acquise par les États-Unis, avant et surtout pendant cette guerre, domine de très haut la situation mondiale, et constitue la cause principale du déséquilibre actuel.

Le capitalisme américain a atteint un tel degré de richesse, de développement et de concentration, qu'il est capable de remplir le rôle de banque et d'usine mondiales.

Cette expansion ne peut par conséquent se faire qu'au détriment de toutes les autres puissances mondiales, et par son caractère impératif elle est la cause principale de la tension actuelle des rapports internationaux, de leur aggravation future inévitable, des rivalités toujours plus aiguës des puissances secondaires pour un accès au marché mondial toujours plus difficile, d'un antagonisme de plus en plus menaçant entre l'U.R.S.S. et les États-Unis, qui visent non seulement à empêcher une extension défensive de la bureaucratie soviétique, mais aussi et surtout à en détruire les bases économiques.

Grâce à leur puissance économique, les États-Unis projettent d'enserrer le monde par un ensemble d'organismes économique-politiques, tels que l'U.N.R.R.A., le « Food Agriculture Organisation », le Fonds de stabilisation, la Banque de reconstruction, le Conseil économique de San Francisco avec ses annexes, etc., appuyés sur une armée permanente et un système de bases terrestres, navales et aériennes qui arracheront à chaque nation une partie de sa souveraineté et établiront l'hégémonie mondiale de l'impérialisme yankee.

La guerre a marqué pour l'U.R.S.S. la faillite brutale du « socialisme dans un seul pays », et en même temps le commencement d'une période qui décidera du sort final du régime établi par la Révolution d'Octobre. La bureaucratie stalinienne a sacrifié les intérêts de la révolution mondiale et le bien-être du prolétariat russe au rêve d'une construction graduelle et paisible d'une économie étatisée et planifiée autarchique au milieu d'un monde capitaliste.

La guerre a mis une fin cruelle à cette expérience désastreuse. L'U.R.S.S. a dû subir la guerre impérialiste malgré les reculs, les concessions et les trahisons de la Révolution, par lesquels Staline a cru pouvoir neutraliser la bourgeoisie mondiale.

La guerre a détruit en grande partie l'effort accompli durant plusieurs années par les masses soviétiques pour la construction économique de l'U.R.S.S. et a ramené cette dernière brusquement en arrière.

Pour que l'économie russe se relève à nouveau, pour que ce relèvement se fasse sans le recours à l'aide exclusive de l'impérialisme américain, qui en profiterait pour détruire son indépendance, pour que l'U.R.S.S. se mette à l'abri de la pression de l'impérialisme mondial, elle a besoin d'étendre sa base éco-

nomique et sa zone de protection sur une échelle plus grande, tant en Europe qu'en Asie.

Cependant, la stabilisation et l'efficacité d'une telle expansion ne sont possibles en définitive que sur la base d'une assimilation plus ou moins complète de la structure économique et sociale de ces pays avec la structure de l'U.R.S.S.

La bureaucratie stalinienne serait en définitive forcée d'entreprendre cette assimilation. Elle le fera par la voie bureaucratique en tâchant de créer dans ces pays une couche dirigeante bureaucratique, et non pas en se basant sur l'action des masses gérant elles-mêmes la production.

Mais cette tentative pose déjà le problème tout entier du sort de la bureaucratie stalinienne et de l'U.R.S.S.

La création et la coexistence d'un tel espace russe avec l'impérialisme américain plus expansionniste que jamais, avec l'impérialisme anglais appauvri, tous deux moins disposés que jamais à céder les débouchés européens bloqués auparavant par l'impérialisme allemand, est impossible.

D'autre part, l'extension en Europe de la base économique de la bureaucratie stalinienne, tout en renforçant ses sources de profit, augmente aussi les possibilités économiques et le poids spécifique des masses travailleuses de l'U.R.S.S. et des autres pays de l'espace russe, qui aspirent, après tant de souffrances pendant la guerre, à un régime de bien-être et de liberté.

Ainsi la bureaucratie stalinienne se trouvera soumise à deux tendances, celle de la pression impérialiste et capitaliste tendant à lui interdire la création définitive d'un espace tel qu'elle l'envisage actuellement, et celle des masses intervenant plus énergiquement pour leurs droits.

Si la pression impérialiste prend le dessus et que la bureaucratie stalinienne recule, tout le système de l'économie étatisée et planifiée sera mis en danger mortel.

Si les réactions des masses en Amérique et en Angleterre, la rivalité des impérialismes de Washington et de Londres, et surtout la peur de la révolution, les empêchent de lancer une attaque immédiate et directe contre l'U.R.S.S., si la bureaucratie stalinienne, tout en reculant ici et là devant la pression de l'impérialisme américain, arrive à consolider l'essentiel de ses positions actuelles dans les pays sous son influence, la poussée des masses vers le véritable contenu du socialisme se fera bientôt sentir, plus forte que jamais, et le régime de la bureaucratie, malgré ses succès initiaux, sera mis rapidement en échec. L'U.R.S.S. et la bureaucratie stalinienne sont plus que jamais au carrefour.

L'impérialisme britannique, débiteur des Etats-Unis et de ses colonies, avec ses exportations en baisse, sa balance commerciale en déficit, son empire en dislocation, l'outillage vieillissant de la métropole, s'accroche avec une énergie brutale aux restes de ses colonies et aux positions rendues libres par l'écroulement de l'impérialisme allemand, français et italien.

L'impérialisme français est en pleine décomposition; la guerre et l'occupation allemande ont ruiné son économie métropolitaine et irrémédiablement miné son prestige et ses moyens de contrainte dans les colonies. Faute d'une base matérielle adéquate, la politique de « grandeur » de de Gaulle, ayant

pour but de conserver l'Empire, de rétablir la situation compromise de la métropole grâce à l'exploitation des colonies et à la participation au pillage de l'Allemagne, et d'éviter la vassalisation complète par rapport aux Etats-Unis, subit chaque jour des revers cuisants.

Sa politique qui consiste à jouer sur les antagonismes entre les Etats-Unis, l'Angleterre et l'U.R.S.S. pour établir des équilibres passagers lui accordant certains profits s'avère inopérante et toute l'expérience de l'évolution de la situation internationale depuis le pacte franco-soviétique, les accords de Yalta, la conférence de San Francisco et l'affaire de Syrie, montrent que les arrangements entre les Grands ne se font en définitive que sur son dos.

L'impérialisme italien s'est totalement écroulé. L'Italie capitaliste est déjà inféodée à la sphère d'intérêts américains et anglais, et elle est incapable de prétendre à un rôle indépendant quelconque.

L'impérialisme allemand a subi un désastre complet, une catastrophe sans précédent dans l'histoire d'une nation. L'Allemagne ruinée, retombée brusquement de plusieurs décades en arrière, est livrée aujourd'hui au pillage le plus monstrueux qu'un pays ait jamais subi dans l'ère capitaliste.

L'Europe, qui a perdu en l'Allemagne détruite son ossature économique, cherche à se relever de ses ruines par le pillage des restes de sa propre substance.

Ce qui reste des richesses de l'Allemagne, son charbon, une partie de son outillage, et surtout sa main-d'œuvre, est l'objet de convoitises aussi sordides que monstrueuses.

L'Angleterre, la France, la Belgique, la Hollande, la Pologne, la Yougoslavie n'espèrent résoudre la crise charbonnière et d'énergie en général dont elles souffrent et restaurer leur économie délabrée par la guerre que grâce au charbon de la Ruhr et de la Sarre, extrait par les mineurs allemands, et grâce à l'attribution à chacun de ces pays d'un pourcentage d'esclaves allemands.

La bureaucratie soviétique donne l'exemple en réclamant et en appliquant la première le travail forcé du prolétariat allemand déjà martyrisé sous le régime totalitaire d'Hitler.

Ainsi, au lendemain de la fin des hostilités en Europe, l'éclatement de tous les antagonismes latents, camouflés en partie jusqu'ici derrière la façade de la lutte commune « contre le fascisme », ne laisse déjà plus aucune illusion en ce qui concerne le caractère de la période de « paix » qui commence.

Le déroulement de la conférence de San Francisco, l'affaire polonaise, l'occupation de l'Allemagne, de l'Autriche, de Trieste, les événements de l'Afrique du Nord et de la Syrie montrent déjà clairement que ni les impérialistes, ni la politique de la bureaucratie stalinienne ne sont capables d'accorder aux peuples une vie pacifique dans le bien-être et le progrès.

Ce n'est pas la paix qu'ils préparent, les « Trois », les « Quatre » ou les « Cinq Grands », mais une trêve armée, l'une des plus grandes menaces, des chantages à la fois économiques, politiques et militaires, source de compromis et d'équilibres aussi peu stables qu'instables, qui s'achèment, sans l'intervention de la révolution, vers de nouveaux conflits locaux et généraux.

Les contradictions inter-capitalistes sont plus exas-

pérées que jamais, les contradictions entre le monde capitaliste et l'espace que la bureaucratie soviétique est en train d'organiser sont plus aigues que jamais. Le monde est dans une impasse et seule la Révolution Socialiste et la Fédération des Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde peuvent l'en sortir.

### LA SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER

La situation du mouvement ouvrier en Europe est fonction : a) de l'occupation russe, b) de la destruction de l'Allemagne, c) de l'occupation anglo-saxonne, d) du rôle des partis stalinien.

La fermentation révolutionnaire qui caractérise la situation dans une série de pays européens durant l'occupation nazie et surtout lors du départ des troupes allemandes, tels que la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie, connaît aujourd'hui un temps d'arrêt par le fait de l'occupation russe et des réformes amorcées par la bureaucratie stalinienne.

Un certain délai est nécessaire aux masses avant qu'elles concrétisent leur nouvelle expérience et avant qu'elles commencent à voir clair dans les desseins bureaucratiques de Staline et de ses agences les partis communistes.

Un autre facteur important qui conditionne le développement de la crise révolutionnaire en Europe, son ampleur et son rythme, est le fait de la destruction partielle des prémisses matérielles et humaines de la révolution allemande.

La guerre en Europe, surtout dans ses derniers mois, a entraîné la destruction brusque et presque complète de l'armature industrielle de l'Allemagne, elle a détruit ses villes, ses ports, ses moyens de transport.

La matière humaine n'est pas moins atteinte. L'Allemagne a perdu un pourcentage énorme de sa force masculine sur les champs de bataille, un autre pourcentage énorme se trouve en captivité.

On ne peut plus compter sur l'action révolutionnaire du prolétariat allemand avant que la vie matérielle ne se réorganise en Allemagne et avant que quelques millions de prisonniers allemands ne retrouvent leur place dans l'économie nationale.

La présence des armées anglo-saxonnes en Allemagne, en Belgique, en Italie et en Grèce constitue un autre facteur qui comprime le libre développement de la crise révolutionnaire.

Il y a enfin le fait de l'importance des partis stalinien, dans lesquels se canalise encore en très grande partie la radicalisation des masses, et dont la politique consiste à exploiter leur influence sur les masses pour appuyer les manœuvres de la politique étrangère de l'U.R.S.S.

L'ensemble de ces facteurs fait que la crise révolutionnaire en Europe n'a pas encore atteint l'ampleur et le degré de mûrissement escompté.

Cependant les conditions objectives dans l'ensemble de l'Europe et du monde sont telles qu'il ne s'agit plus aujourd'hui d'une courte période dans laquelle se jouera le sort de la révolution, mais d'une époque révolutionnaire entière, qui secouera, outre l'Europe, les colonies, les Etats-Unis, le monde entier, et dans laquelle le Parti Révolutionnaire aura l'occasion de se former, de s'éduquer et de vaincre.

Les meilleures chances pour la révolution en Europe existent actuellement en Italie et bientôt en France.

Dans ces deux pays, l'écroulement de leurs positions impériales, la ruine de leur économie, la hausse du coût de la vie, les difficultés du ravitaillement, conditionnent une situation objectivement révolutionnaire ou pré-révolutionnaire.

En Belgique, depuis la « libération », on assiste à un puissant mouvement des masses qui a hautement développé leur conscience politique.

En Angleterre, la radicalisation des masses est manifeste et rapide et la victoire électorale probable des travaillistes influera favorablement sur l'ensemble de la situation en Europe et dans le monde.

En Grèce, malgré la défaite du mouvement de décembre 1944, et malgré la politique du parti stalinien, qui par ses excès bureaucratiques, avant et pendant les événements de décembre, et par son manque de contenu de classe a provoqué une vive réaction dans les milieux paysans et même dans la classe ouvrière, le prolétariat se regroupe dans ses organisations syndicales et, poussé par la cherté de la vie, passe à une ample action revendicative.

En Espagne, enfin, il est hors de doute que la chute de Franco, de n'importe quelle façon qu'elle intervienne, marquera le commencement d'une crise révolutionnaire qui aura à son avantage l'expérience révolutionnaire passée et la situation internationale.

### NOS TACHES

Si le triomphe final de la révolution, malgré les conditions objectives favorables, est inconcevable sans la construction préalable d'un vrai parti révolutionnaire, qui présuppose à son tour l'éloignement des masses de l'orbite stalinienne, et si cette perspective est encore lointaine, par contre la situation objective actuelle permet partout aux organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale de devenir une force politique importante dans le mouvement ouvrier.

Dans l'étape actuelle, les tâches de toutes nos sections européennes doivent être définies en fonction de l'occupation de l'Europe par les armées américaines et anglaises et par l'Armée Rouge, de l'importance de l'influence réformiste et surtout stalinienne dans le mouvement ouvrier, et des forces jeunes et limitées de nos organisations.

Dans la plupart des pays européens occupés par les armées anglo-américaines, cette occupation constitue actuellement le principal soutien de « l'ordre capitaliste ».

La bourgeoisie de ces pays, à l'exception, du moins actuellement, de la bourgeoisie française, non seulement est incapable de s'opposer sérieusement à la mainmise de plus en plus décisive de l'impérialisme étranger sur le pays, mais elle est même forcée de l'accepter et de s'y appuyer, consciente du fait qu'elle seule peut garantir présentement sa propre exploitation.

Nos sections doivent lutter avec la dernière énergie pour dissiper les illusions qui masquent encore le caractère réactionnaire de l'occupation anglo-américaine. Elles doivent rendre les masses conscientes du fait que cette occupation ne peut qu'accroître la

décadence de l'économie de l'Europe, menacer à la longue l'indépendance de ses nations et qu'elle vise à étrangler systématiquement la Révolution Socialiste.

### TACHES DEMOCRATIQUES

Dans le but d'accélérer la mobilisation révolutionnaire des masses dans les pays occupés par les armées anglo-américaines, nos sections doivent mettre en avant une série de mots d'ordre transitoires de caractère surtout démocratique.

L'évolution de la situation dans chaque pays européen peut mettre l'accent sur un, en particulier, ou sur plusieurs à la fois de ces mots d'ordre. D'autre part, le caractère de la période actuelle est tel que des changements brusques sont toujours non seulement possibles, mais inévitables, dans un sens d'accélération de l'évolution révolutionnaire de la situation, changements qui peuvent rendre plus ou moins secondaire et même complètement caduque l'importance de ces mots d'ordre. Mais l'agitation elle-même pour ces mots d'ordre implique une propagande ininterrompue pour les comités et les soviets: une propagande de clarification contre toutes les illusions parlementaires des masses.

1. Auto-disposition de chaque peuple.

Départ immédiat des troupes d'occupation.

2. Elections immédiates au suffrage universel et secret pour tous les hommes et femmes à partir de l'âge de 18 ans, y compris les soldats, pour une Assemblée Constituante.

Liberté de propagande complète, garantie par la libre et gratuite disposition des stocks de papier, des imprimeries, de la radio, des salles de réunion, etc., pour tous les partis.

3. Abolition, dans tous les pays européens où elle existe encore, de la monarchie et proclamation de la république.

4. Création selon l'expérience récente de l'Italie du Nord, de comités d'épuration populaires, ayant pour but de dépister les agents fascistes et réactionnaires dans l'administration, la police, l'armée, les milieux économiques, et leur transfert devant les tribunaux populaires démocratiquement élus.

Désarmement des bandes fascistes et réactionnaires et de la police mercenaire. Contre le désarmement des partisans et autres formations populaires. Pour la reconstruction des milices ouvrières.

5. Restauration complète de toutes les libertés démocratiques et ouvrières, liberté de la presse à l'égard de l'État et des grands capitalistes, liberté de réunion, de parole, d'association syndicale, droit de grève, suppression de toute forme de censure.

Interdiction à toutes les organisations réactionnaires et fascistes, ouvertes ou camouflées, de réapparaître, ainsi que leur presse. Lutte contre toute forme de « mobilisation civile », contre toute forme d'enchaînement des travailleurs à un lieu de travail, à une branche industrielle déterminée, contre toute forme de contrôle étatique sur les syndicats, la presse et les organisations ouvrières.

6. Dénonciation des projets de « paix » des impérialistes. Contre les annexions et les réparations, contre la balkanisation de l'Europe. Pour la fraternisation des troupes d'occupation avec les masses populaires de chaque pays, y compris les pri-

sonniers de guerre allemands. Pour la suppression de la diplomatie secrète, pour la publication de tous les traités secrets.

7. Contre le gouvernement militaire, l'occupation, le démembrement et le pillage de l'Allemagne. Contre la déportation et le travail forcé des ouvriers allemands.

Pour la fraternisation des troupes d'occupation avec les masses travailleuses allemandes.

Pour la fraternisation des travailleurs des autres pays avec les ouvriers déportés allemands. Pour leur intégration dans les syndicats ouvriers de ces pays. Pour les mêmes conditions de travail et de vie et les mêmes droits que les ouvriers de ces pays.

Pour l'épuration et le châtement des nazis en Allemagne par les travailleurs allemands eux-mêmes. Pour la liberté complète du mouvement ouvrier en Allemagne.

8. Pour la dissolution de l'armée permanente, pour l'armement général du peuple.

9. Pour les États-Unis Socialistes d'Europe par la liberté et l'indépendance complète de chaque nation européenne et leur libre fédération.

Le Comité exécutif attire particulièrement l'attention de toutes les directions nationales de nos sections européennes sur la nécessité de lier dès maintenant la lutte pour ces mots d'ordre à la lutte pour les mots d'ordre transitoires suivants qui restent valables pour toute la période actuelle.

### REVENDEICATIONS TRANSITOIRES

1. Le problème dominant dans tous les pays est actuellement celui de la disproportion croissante entre les salaires plus ou moins stabilisés et le coût de la vie qui est en hausse perpétuelle.

Nos sections exigent le déblocage immédiat des salaires, une échelle mobile suivant pas à pas l'index des prix, établi par les syndicats, avec fixation du minimum vital en nature.

2. Contre la cherté de la vie, nos sections lanceront le mot d'ordre de surveillance des prix et du marché par des Comités de ménagères, de paysans pauvres, de petits commerçants qui devront également organiser de plus en plus complètement la répartition équitable de tous les produits.

3. La hausse des prix des denrées alimentaires a en définitive profité uniquement aux intermédiaires, aux trusts de transports, de vente et d'achat en gros. L'écart est énorme entre le prix de vente au consommateur et le prix que reçoit le cultivateur. Pour souder en bloc les producteurs des villes et des campagnes, nos sections lanceront le mot d'ordre de COMITES DE SURVEILLANCE DES PRIX, composés de délégués ouvriers et paysans élus. Ils exigeront la suppression radicale de tous les grands intermédiaires et la création de coopératives paysannes de vente et de communautés ouvrières d'achat et de transport.

4. Le marasme général de l'économie se traduit par une nouvelle vague de chômage. Nos sections exigeront la réalisation en pratique du « droit au travail » et lanceront le mot d'ordre de l'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL, la répartition du travail existant entre toutes les mains

disponibles, l'ouverture forcée des usines sous contrôle ouvrier.

5. Contre l'incurie et le sabotage de la bourgeoisie, qui se montre incapable de relever l'économie de ses ruines, nos sections défendront l'idée d'un **PLAN GENERAL DE RECONSTRUCTION** du pays, élaboré par les syndicats et appliqué sous le contrôle ouvrier. Elles dénonceront le caractère démagogique et mensonger des promesses de planification sans intervention des travailleurs et sous le contrôle absolu de la bourgeoisie. Elles mettront les socialistes en demeure de réaliser leur promesse de planification par la seule méthode efficace : par le **CONTROLE OUVRIER** sur la gestion des entreprises, sur le ravitaillement, sur l'embauchage et sur le débauchage et sur toute la production, contrôle qui sera exercé par des **COMITES D'ENTREPRISE**, ainsi que par le **CONTROLE DES OPERATIONS BANCAIRES** exercé par des comités d'employés qualifiés.
6. Elles revendiqueront la confiscation immédiate de tous les bénéfices de guerre. Contre les tentatives de fraude de la bourgeoisie, elles exigeront la **SUPPRESSION DU SECRET COMMERCIAL**; elles pousseront les travailleurs à forcer les capitalistes à montrer leur véritable comptabilité. Alors apparaîtront au grand jour, devant les yeux des masses, le parasitisme, le gaspillage et le sabotage économique.
7. Le pas décisif sur la voie d'une planification de l'économie sera celui de la **NATIONALISATION SANS INDEMNISATION NI RACHAT** des banques, des mines et des industries-clés. Nos sections dénonceront les « plans de nationalisation » des bourgeois libéraux et même des « socialistes » et « communistes », qui veulent infliger à une économie déjà paralysée le fardeau des indemnités. Cela est particulièrement odieux dans des secteurs de l'économie où les propriétaires ont déjà reçu des subventions couvrant plusieurs fois la valeur d'achat de leurs entreprises.
8. Nos sections élaboreront dans le délai le plus bref un programme de revendications transitoires pour la petite et moyenne paysannerie, selon les conditions propres de chaque pays. Elles mettront surtout l'accent sur la suppression des intermédiaires et la réadaptation des prix de gros, sur la lutte contre les trusts d'engrais, sur le crédit à bon marché et une répartition équitable de l'outillage agricole neuf entre les petits et moyens cultivateurs. Elles lanceront le mot d'ordre de « La terre à ceux qui la travaillent » et de l'abolition de toutes leurs dettes.
9. Nos sections élaboreront également un programme de revendications transitoires pour la petite bourgeoisie citadine, en s'appuyant particulièrement sur les nouvelles classes moyennes (fonctionnaires, techniciens, employés), pour lesquels les revendications générales de tous les salariés sont valables. Quant à la couche des petits artisans et commerçants, dont la situation varie d'un pays à l'autre, mais ne cesse partout d'empirer, la lutte contre les frauduleuses manœuvres monétaires du capital financier, contre l'emprise des grands magasins et des trusts s'impose particulièrement.
10. Le mot d'ordre central de la période présente, condition indispensable à la réalisation de tous les

autres, est celui du **GOVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN**. Nos sections poursuivront partout leur campagne pour ce gouvernement, demandant aux partis ouvriers de rompre effectivement la coalition avec la bourgeoisie, de prendre le pouvoir, tout le pouvoir, et d'appliquer tout leur programme en s'appuyant sur l'organisation des masses dans les syndicats, dans les comités d'usines, de quartiers, de village, et dans les milices.

## TACHES DANS LES PAYS OCCUPES

### PAR L'U.R.S.S.

Dans la zone européenne occupée par l'Armée Rouge, nos sections, tout en luttant au premier rang pour l'accomplissement complet de la réforme agraire et de l'étatisation de la grande industrie, des banques et des moyens de transport, ainsi que pour la réalisation de tous les mots d'ordre énumérés au point 2 au point 5 (2, 3, 4, 5), réclament le droit de chaque peuple à disposer librement de soi-même. Elles s'opposent à l'intégration et à la fédération forcée d'autres peuples avec les peuples de l'U.R.S.S., elles réclament le libre développement du mouvement ouvrier dans ces pays, garanti par la libre constitution et le libre fonctionnement des partis ouvriers, des syndicats et des soviets. Elles ne tolèrent la présence de l'Armée Rouge qu'en tant que force armée prolétarienne amie, ayant pour but de garantir contre l'impérialisme et contre les éléments réactionnaires nationaux l'accomplissement de la réforme agraire et l'étatisation des moyens de production sans entraver de quelque façon que ce soit le libre développement du mouvement ouvrier.

### TACHES ORGANISATIONNELLES

Nos sections, ayant vécu longtemps avant la guerre sur la base d'une politique générale, ensuite pendant cette guerre isolées des masses, inexpérimentées et plongées dans la plus stricte illégalité, trouvent aujourd'hui de grandes difficultés à rompre avec des conceptions et des méthodes d'organisation et d'action périmées.

Le Comité Exécutif insiste de nouveau sur la nécessité pour toutes nos sections européennes de s'adapter le plus rapidement possible aux nouvelles conditions qui caractérisent actuellement le mouvement ouvrier en Europe, et dans ce but il fait les recommandations suivantes :

1. Toutes nos sections en Europe doivent, dans l'étape actuelle, s'accrocher avec la plus grande ténacité à leurs positions légales déjà acquises et éviter toutes les maladresses qui permettent ou qui aident la bourgeoisie à nous replonger dans l'illégalité complète.

Les sections n'ayant pas encore conquis de position légale doivent engager immédiatement une campagne énergique, intelligente, sérieusement étudiée, pour arracher à la bourgeoisie leur légalisation.

2. Une attention particulière doit être donnée à la question de la presse. Nos sections doivent lutter pour imposer la parution légale de leurs organes centraux, régionaux et locaux, et dans le cas où ces tentatives échoueraient, elles ne doivent pas hésiter à passer à la publication d'organes légaux, non signés

du parti, capables de divulguer aux masses l'essentiel de notre propagande et de notre programme.

3. D'autre part, au cas où la bourgeoisie interdirait systématiquement nos meetings politiques, nos sections doivent passer à d'autres formes de réunion telles que conférences, réunions privées, séances artistiques, culturelles, excursions sportives, etc., pour garder le contact avec nos milieux de sympathisants et pour accroître notre influence. Nos camarades influents dans leur usine ou leur quartier doivent en général apparaître devant les masses comme porte-parole de nos organisations et de notre programme, et abandonner leur anonymat politique.

5. Nos sections doivent donner la plus grande attention au mouvement syndical, qui connaît actuellement dans tous les pays européens un essor prodigieux. Nos militants doivent apparaître comme les meilleurs organisateurs des syndicats et de la lutte revendicative des masses et y défendre notre programme.

D'une façon générale, ils doivent être dans tous les pays les meilleurs défenseurs de l'unité syndicale, de la réorganisation syndicale sur la base des délégations d'entreprise (sections d'entreprise), de la démocratie prolétarienne, de la solidarité prolétarienne internationale et d'un programme d'action concret ayant pour but d'organiser et de mobiliser les masses pour la lutte contre la cherté de la vie, contre le danger du chômage, pour la remise en marche de la production, contre la réaction bourgeoise et la répression policière.

Nos sections s'efforceront partout de confier l'ensemble du travail syndical à une commission composée des camarades les plus qualifiés pour ce travail. La tâche consiste surtout à créer dans les syndicats un mouvement d'opposition organisé sur la base du programme défini ci-dessus.

6. Nos sections doivent s'efforcer de créer et de consolider dans toutes les organisations ouvrières, politiques, culturelles, sportives, des points d'appui et des fractions ayant pour but de gagner à notre

programme, par un travail patient, méthodique et de longue haleine, les courants progressifs qui apparaissent dans ces organisations.

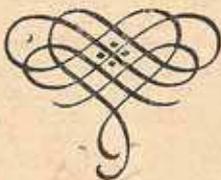
Une attention particulière doit être donnée aux organisations des jeunes.

7. L'action des chefs réformistes, et en particulier des staliniens, détruisant systématiquement les traditions et l'éducation socialiste dans les cadres de la classe ouvrière, donne comme tâche urgente aux sections de mener un travail d'éducation marxiste tant dans leurs propres rangs (école de cadres) que dans la classe ouvrière elle-même (cercles marxistes, édition des œuvres marxistes, bibliothèques, etc.).

8. Le passage de l'illégalité au travail légal devra s'accompagner d'une transformation radicale des méthodes et des formes d'organisation du travail clandestin, dans le but d'augmenter son efficacité et d'éviter les retards et les efforts inutiles. Ceci implique le maintien des formes d'organisation bolchéviques (cellules d'entreprises et de quartiers — rayons, etc.), la distinction entre militants et stagiaires, le payement régulier des cotisations, etc.

Le Comité Exécutif invite toutes les directions de nos sections européennes à planifier leur travail, à désigner concrètement les secteurs dans lesquels chaque section nationale doit concentrer ses efforts principaux et à concentrer le maximum de forces disponibles pour accomplir le travail dans ces secteurs.

Cependant ce passage de l'illégalité au travail légal ne doit en aucun cas faire perdre de vue à nos sections qu'elles peuvent être à tout instant obligées de replonger dans la clandestinité la plus complète. La structure de chaque section doit être soumise aux plus strictes règles du centralisme démocratique. Le C.E. invite les directions nationales de nos sections européennes à prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder, pour compléter et affermir la structure bolchévique de nos organisations et pour s'opposer résolument à toutes les conceptions ouvriériste, social-démocrates, dilettantistes, petites bourgeoises d'organisation et d'action.



A la Veille de la Paix Impérialiste

# LES DESSOUS DE VERSAILLES

par PATRICE

Dans une Europe affamée, saignée à blanc en ruines, rien n'est tant désiré que la paix. Mais quelle paix? Les impérialistes alliés nous bourrent déjà le crâne avec l'idée qu'ils ne s'occupent que de préparer une paix « dure mais juste », qui empêchera à tout jamais le retour du fléau de la guerre en Europe; et dans leurs déclarations publiques ils montrent une confiance sereine dans leur capacité d'imposer leur volonté aux peuples éprouvés du continent. Nous savons bien qu'ils mentent: que leur « paix » sera un indescriptible cauchemar d'injustices et que derrière leur suffisance ils sont rongés par une crainte nerveuse de la révolution socialiste. Car ils l'ont déjà prouvé une fois. En 1917, ils faisaient les mêmes belles promesses, ils affectaient la même confiance; mais, une fois assurés que leur système d'exploitation humaine avait traversé les secousses historiques d'après-guerre, ils confessaient entre eux, dans des Histoires savantes et des Mémoires à tirage limité, ce que vraiment ils faisaient et sentaient à Versailles. Au moment où ils commencent à nous déverser de nouveaux flots d'hypocrisies, leurs propres paroles, qui donnaient le démenti à leur hypocrisie de 1917, sont d'une grande utilité pour comprendre et démasquer leurs mêmes mensonges d'aujourd'hui.

Les buts des hommes de Versailles étaient moins de « signer la paix » que :

- 1) d'écraser l'Union Soviétique;
- 2) d'empêcher une révolution socialiste en Allemagne vaincue;
- 3) d'étrangler la Hongrie soviétique;
- 4) de briser la révolution et d'aider la contre-révolution ailleurs;
- 5) de repartager le monde selon les revendications des trois impérialismes les plus forts.

## L'ombre de l'U.R.S.S.

Ce fut l'Octobre russe qui — en semant mutineries et mécontentement dans toutes les armées, grèves et manifestations dans tous les arrières — mit fin à la première guerre mondiale. Les négociations de Versailles se faisaient sous la grande ombre projetée à travers l'Europe par le nouvel Etat ouvrier: la crainte qu'il ne se stabilisât hantait les délégués; leur préoccupation centrale était de l'écraser avant qu'il n'entraînât à la fois vainqueurs et vaincus dans la révolution socialiste. Le choix même de Paris refléta ce fait: le colonel House, éminent grise de Wilson, confessa plus tard:

Wilson et moi étions d'accord que la Suisse était le meilleur endroit pour la Conférence. Mais après être arrivé à Paris, j'ai appris que la Suisse était menacée du Bolchévisme, et on a décidé qu'il ne serait pas judicieux d'y tenir la Conférence.

Même derrière les baïonnettes de leurs propres armées, ces messieurs n'étaient pas très rassurés. House pressa toute la procédure du Traité « avant, comme il l'exprimait, que le monde entier ne tombe dans l'abîme du bolchévisme » (1).

Dans son Journal, il écrivit le 22 mars :

Le Bolchévisme gagne du terrain partout. La Hongrie vient d'y succomber. Nous sommes assis sur un magasin de poudre à fusil ouvert, et un de ces jours une étincelle peut l'allumer. (Ibid.)

Les témoignages ne manquent pas. Ray Stannard Baker (2) dit aussi :

L'effet du problème russe sur la Conférence de Paris était profond; on ne peut comprendre Paris sans Moscou. Sans jamais être du tout représentés à Paris, les Bolchéviks et le Bolchévisme étaient des éléments de poids à chaque tournant. La Russie jouait à Paris un rôle plus important que la Prusse.

Herbert Hoover, tout occupé de ses missions de ravitaillement anti-bolchéviques, déclara catégoriquement deux ans plus tard que

(1) Rose M. Stein: « M-Day », New-York, 1936, p. 128.

(2) « Woodrow Wilson and World Settlement: Written from his Unpublished and Personal Material », New-York, vol. 11, p. 64.

toute la politique américaine pendant la liquidation de l'Armistice était de contribuer de tout son pouvoir à empêcher que l'Europe ne devienne bolchévique (3).

### La Conférence de Paix

La Conférence qui commença ses travaux le 12 janvier 1919 réunit les plénipotentiaires de vingt-sept nations. Mais pour enlever aux petites nations toute influence sur les décisions, on établit immédiatement un Conseil des Dix. Pour les infamies vraiment importantes, cela même était trop public et trop hasardeux : les principaux impérialismes créèrent un Conseil des Quatre, « les Quatre Grands » (le parallélisme avec San Francisco saute aux yeux). Se réunissant confidentiellement, avec seulement un secrétaire, ces « Quatre Grands » préparèrent en secret la paix qui allait « abolir » la guerre.

Bien que les Bolchéviks, dès le lendemain de la prise du pouvoir, aient réclamé une conférence pour établir une paix universelle sans annexions ni indemnités, la Conférence de Paix, il va sans dire, exclut les représentants soviétiques, tandis que les Russes blancs pullulaient à Paris. Boris Bakhmetiev leur établit une permanence, utilisant les crédits de 325.500.000 dollars accordés à Kerensky par les E.-U. Le VI<sup>e</sup> des Quatorze Points de Wilson disait :

Evacuation de tous les territoires russes et règlement de toutes les questions touchant la Russie de nature à garantir la coopération la meilleure et la plus libre des autres nations du monde, en lui donnant la possibilité pleine et entière de déterminer de façon indépendante son propre développement politique, et de nature à l'assurer d'un accueil sincère dans la société des nations libres sous les institutions de son propre choix; et, plus qu'un accueil, toute aide aussi dont elle aurait besoin et qu'elle désirerait. Le traitement accordé à la Russie par les nations-sœurs dans les mois à venir sera la preuve « acide » de leur bonne volonté, de leur compréhension de ses besoins indépendamment de leurs propres intérêts, et de leur sympathie intelligente et sans égoïsme.

Six mois plus tard, Wilson mit en application cette homélie en envoyant des troupes américaines à l'assaut de l'Union Soviétique. Comme disait la Note Radek-Tchitcherine, citant l'assurance hypocrite de « l'aide » :

... cette aide s'exprima dans le fait que les troupes tchécoslovaques et bientôt après vos propres troupes et celles de vos alliés essayèrent à Archangel, à Mourmank et dans l'Extrême Orient d'imposer de force au peuple russe le gouvernement des oppresseurs... (Fischer, pp. 147-8.)

### Mesures contre l'U.R.S.S.

Dès le 12 décembre 1917, les Britanniques avaient armé des unités esthoniennes anti-soviétiques. Le 23 décembre, les impérialistes s'estimèrent prêts à partager le gâteau en Rus-

sie méridionale selon le document secret anglo-français publié par le gouvernement soviétique :

L'activité dirigée par la France se développera au nord de la Mer Noire (contre l'ennemi).

L'activité dirigée par l'Angleterre se développera au sud-est de la Mer Noire (contre les Turcs) (4).

2. Vu que le général Alexév à Novotcherbask a proposé l'exécution d'un programme qui envisage l'organisation d'une armée destinée à opérer contre l'ennemi, et vu que la France a adopté ce programme et alloué un crédit de cent millions dans ce but et fait des préparatifs pour l'organisation d'un contrôle inter-allié, l'exécution de ce programme sera continuée jusqu'à ce que de nouvelles dispositions soient prises en accord avec l'Angleterre.

3. Avec cette réserve, les zones d'influence assignées à chaque gouvernement seront les suivantes :

La zone anglaise : les territoires cosaques, le territoire du Caucase, l'Arménie, la Géorgie, le Kurdistan.

La zone française : la Bessarabie, l'Ukraine, la Crimée.

4. Les dépenses seront réparties et contrôlées par un organe centralisateur inter-allié (Fischer, op. cit., p. 836.)

Jusqu'au milieu de l'été 1918, Wilson avait alloué 5 millions de dollars pour fournitures d'hiver aux civils dans le territoire russe occupé par les Alliés. Il en envoya encore 5 millions (portés plus tard à 8 millions) aux armées tchécoslovaques contre-révolutionnaires en Sibérie centrale; et il veilla à ce qu'elles reçoivent encore 5 millions du War Trade Board. Avant la mi-juin 1918, les Britanniques et les Français avaient débarqué à Mourmansk, suivis par les Américains, et avaient avancé de 240 kilomètres en direction de Leningrad. Le 2 août, un débarquement allié à Archangel renversa le Soviet, établit un gouvernement bourgeois, et s'étendit aussi au sud et à l'est. En septembre 1918, arrivèrent 4.700 Américains en renfort. En Sibérie, commençant les opérations en août 1918, après que les E.-U., la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Japon eurent convenu d'envoyer chacun 7.000 hommes, les Alliés s'emparèrent de Vladivostok et de milliers de kilomètres de chemins de fer menant vers la Russie. (Les Japonais, trompant leurs alliés, envoyèrent 73.400 hommes, et appuyèrent l'Ataman Semenov; tandis que les autres appuyèrent l'amiral Koltchak.) Les Français débarquèrent à Odessa le 17 décembre 1918, après avoir préalablement donné l'ordre aux Allemands de n'en partir que juste avant leur arrivée, pour éviter un interrègne bolchévique. Quelque temps auparavant, le 16 novembre, Bakou fut prise par la flotte mixte britannique-russe blanche (Denikin), dont le vaisseau pavillon portait les étendards américain, britannique, français et tsariste. La Grande-Bretagne, qui finalement avait 184 mille hommes seulement en Russie septentrionale, maintint des états-majors avec la plupart des chefs blancs et envoya généreusement des mu-

(3) Louis Fischer : « The Soviets in World Affairs — A History of Relations between the Soviet Union and the Rest of the World », 1930, p. 174. Toute référence postérieure à Fischer se rapporte à cette œuvre.

(4) Notez bien les termes. A cette date, la France et l'Angleterre étaient formellement en guerre avec la Turquie, tandis qu'avec la Russie elles étaient au moins en paix, sinon alliées. Néanmoins on nomme les Turcs par leur nom pour les distinguer de « l'ennemi », qui est... la Russie !

nitions : ses dépenses totales dépassèrent 460,893,000 dollars. Le Japon payait entre 291,600,000 et 340,000,000 de dollars. Les chiffres des dépenses de la France ne sont pas connus ; mais son action l'est bien. Tandis que Wilson déclamaient des hypocries, Clémenceau, plus direct, écrivit vers le début de décembre au général Franchet d'Esperey, dont les troupes envahissaient l'Ukraine :

Je joins ici une lettre qui présente un plan général pour l'isolement économique du Bolchévisme en Russie, dans le but de provoquer sa chute. (Retraduit de l'anglais.)

Le 21 décembre il précisa par télégramme :

Le plan d'action des Alliés est de réaliser à la fois l'encerclement économique des Bolchéviks et la réorganisation de l'ordre par des éléments russes.

L'emploi du mot « économique » pour caractériser des armées avançant par le feu et le fer doit être attribué à la célèbre délicatesse française. Franchet d'Esperey comprit.

Ainsi il est bien évident que les « Big Four » étaient entièrement d'accord pour mettre au premier chapitre de l'ordre du jour la destruction totale de l'État ouvrier : les seuls points sur lesquels il y avait des divergences d'opinion furent les méthodes et les bénéficiaires.

### « Grande Intervention » contre « Petite Intervention »

Ils commencèrent par une mesure sur laquelle tous les quatre furent d'accord : affamer l'U.R.S.S. en resserrant encore le blocus. Ils forcèrent les neutres à couper même la quantité infime de vivres qu'ils laissaient passer vers l'Union Soviétique. En même temps, la quantité de vivres que les E.-U. livraient à travers la Croix Rouge et les Missions Hoover à toutes les armées blanches et aux territoires qu'ils avaient occupés fut beaucoup augmentée. Ensuite les « Quatre Grands » se mirent au travail.

Travail sale... et difficile. Fischer (pp. 162 et seq.), en exhumant d'un obscur document du Sénat des E.-U. le compte-rendu de la première discussion importante dans le bureau de Pichon, ministre des Affaires étrangères de France, le 1 janvier 1919 entre Wilson, Clémenceau, Pichon, Lloyd George, Balfour et Sonnino, révèle la préoccupation principale de ces messieurs :

S'ils proposaient de tuer le Bolchévisme par l'épée, répondit Lloyd George, « les armées se multiplieraient... L'idée même d'écraser le Bolchévisme par une force militaire est une pure folie. Même en admettant que c'est fait, qui occupera la Russie ? »

« Koltchak et Denikine », fut la réponse prompte de ses adversaires. Churchill, Noulens, Foch et les militaires français et britanniques mettaient leur confiance dans les éléments anti-bolchéviks de la Russie. Mais Lloyd George, avec un instinct qui explique beaucoup de son succès politique, flairait déjà la qualité inférieure des chefs russes-blancs.

« Si une entreprise militaire était montée contre les Bolchéviks », déclara-t-il, « cela rendrait l'Angleterre bolchévique et il y

aurait un Soviet à Londres ». Pendant la même réunion :

Le Président Wilson déclara qu'il ne serait pas étonné que le refus des troupes britanniques et américaines de se rendre en Russie pour combattre les Bolchéviks fût imputable au fait qu'en renversant le bolchévisme, elles craignaient de préparer le rétablissement du tsarisme.

Les soldats réfléchissaient et étaient très fatigués.

De partout arrivaient à Paris des nouvelles d'« auto-démobilisations » des armées, d'émeutes dans les populations civiles, de grèves qui s'étendaient. Dans tous les pays, les ouvriers se levaient pour protester contre l'intervention anti-soviétique des Alliés :

« Le danger bolchévik est très grand au moment actuel », dit Clémenceau, selon le procès officiel des délibérations du Conseil des Dix à Paris, le 21 janvier 1919.

« Le Bolchévisme s'étendait. Il avait envahi les provinces baltes, et au moment même ils avaient reçu de très mauvaises nouvelles concernant son extension à Budapest et Vienne. L'Italie aussi était menacée. Le danger était probablement plus grand là qu'en France. Si le Bolchévisme, après s'être répandu en Allemagne, traversait l'Autriche et la Hongrie et ainsi gagnait l'Italie, l'Europe se trouverait en face d'un grand danger. Ainsi, il fallait faire quelque chose contre le Bolchévisme. »

Mais quoi, et comment ?

Car, même avant de dépouiller le peuple soviétique, les impérialistes étaient déjà en lutte au sujet du butin. En dépit de l'accord cité plus haut, les Anglais et les Français s'empoignaient déjà en Russie méridionale. Les Japonais mettaient un bâton entre les jambes de Koltchak parce qu'il était l'instrument des autres Alliés. Les Français appuyaient Petlioura contre Denikine, qui servait surtout les intérêts britanniques. Et la simple mention du pétrole russe suffisait à faire sauter tous les Alliés à la gorge les uns des autres.

Ils ne pouvaient pas davantage se mettre d'accord sur le degré et la forme de l'intervention. « Comme le Baron Sonnino l'a supposé », dit Wilson pendant la même réunion, « ils étaient tous repoussés par le Bolchévisme, et pour cela ils avaient dressé des hommes armés contre lui. » Eh bien, ils n'avaient besoin que de 150,000 hommes sûrs pour écraser les Bolchéviks éprouvés ; et ils avaient en principe le contrôle sur des armées de millions d'hommes. Mais... mais... nulle part ils ne pouvaient trouver ces 150,000 hommes.

Et avec cela nous abordons la différence — la vraie et pas celle du mythe wilsonien repris par Roosevelt — entre Wilson et certains des autres. Les partisans de la « grande intervention », dont le chef était Winston Churchill (substitué pour Lloyd George, parti en panique pour l'Angleterre pour empêcher la grève générale), appuyé par Noulens et les états-majors, étaient pour l'attaque à outrance contre l'U.R.S.S. source du bolchévisme, même au risque de provoquer la révolution en Europe. Clémenceau était pour l'intervention prudente, pour l'aide aux armées blanches, et pour l'isolement de « l'infection » par la création d'un « cordon sanitaire ». Wilson, House et enfin Lloyd

George, étaient contre la « grande intervention ». Pourquoi ? Parce que, dit House :

... une invasion du territoire russe n'aurait comme effet que le renforcement des Bolchévistes... Une nation se soulève invariablement pour la défense de son gouvernement contre un envahisseur étranger.

Ils étaient prêts, cela va sans dire, à décimer la nation russe tout entière s'ils le pouvaient. Mais entre temps, disait en effet Lloyd George, nous serons pendus aux réverbères de Londres et de Paris.

### La tactique wilsonienne

Wilson avait déjà vu clair, et il était épouventé. Dans un discours à Billings Montana le 11 septembre 1919, il s'écria :

Je parle de la Russie. N'avez-vous vu aucun symptôme de l'étendue de cette sorte d'esprit chaotique dans d'autres pays? Si vous aviez été avec moi (en Europe) vous auriez que la peur de tout homme qui réfléchit en Europe c'est que ce mal s'étende à leur pays... Ce poison-là court à travers toutes les veines du monde, et nous avons créé partout dans le monde des moyens de communication tels que toutes les veines du monde sont ouvertes et que le poison peut circuler. La T.S.F. le jette dans les airs. Le câble le murmure sous la mer. Les hommes le discutent dans de petits groupes; les hommes le discutent ouvertement dans de grands groupes. Il y a des apôtres de Lénine même parmi nous. (Tome II, pp. 108-9.)

Jour après jour, Wilson plaidait pour l'entrée des E.-U. dans la S.D.N. pour arrêter le bolchévisme. Mais pas par la seule force des armes. Il ne crut jamais à son propre « conte de fées », représentant le bolchévisme comme le produit de quelques « agitateurs ». A Minneapolis, le 9 septembre 1919, il déclara catégoriquement :

Le sang a été versé en fleuves, la fleur des nations européennes a été détruite, et enfin les multitudes silencieuses des hommes se sont réveillées, et ils ont décidé que, plutôt que de voir cela recommencer, si les gouvernements ne peuvent pas se mettre d'accord, ils détruiraient les gouvernements. (Tome II, p. 69.)

Cinq jours auparavant, il décrivit les révolutions comme le produit d'« une colère brûlante qui ne peut être supprimée... Les révolutions sont venues parce que les hommes savent qu'ils ont des droits et que ceux-ci sont méconnus. » La tactique de Wilson était : avec une main frapper partout où cela était possible la révolution qui s'étendait, avec l'autre essayer de séduire les peuples qui souffraient de la Révolution par la promesse démagogique d'une véritable solution dans le cadre du capitalisme.

Wilson, sensible à l'opinion publique, commençait à s'inquiéter de l'effet sur les peuples alliés de la série de propositions de paix faites par les Soviétiques ; et il saisit l'Appel à la Paix lancé par Litvinov à la veille de Noël 1918 pour proposer aux autres une trêve et l'envoi

de délégués de toutes les factions russes à la Conférence. Les Français piquèrent une crise de nerfs. Des Bolchéviques à Paris? — Mon Dieu, ils convertiraient la France au bolchévisme!

Mais quand, le 12 janvier 1919, Tchitchérine eut encore une fois demandé aux Américains de « bien vouloir fixer un lieu et une date pour ouvrir des négociations de paix avec nos représentants », on chargea Wilson de préparer une réunion des factions russes, mais à grande distance de Paris — disons dans une île égéenne ou à Prinkipo. Bien qu'on eût décidé d'inviter les délégués soviétiques, l'invitation, on ne sait pourquoi, ne fut jamais transmise. Mais le Soviet, en ayant eu connaissance indirectement, fut la seule des « factions » à accepter (5). Ce qui n'empêche pas Wilson de déclarer plus tard, dans une communication officielle au général blanc Koltchak, que le projet de Prinkipo avait « échoué à cause du refus du Gouvernement Soviétique ». Car Wilson était furieux d'avoir échoué dans son projet, qui était basé sur l'idée que les Bolchéviques refusaient, lui permettant de leur jeter la pierre.

Wilson envoya aussi une mission secrète avec William Bullitt le 22 février pour proposer l'immobilisation des divisions territoriales où elles étaient et le désarmement des troupes soviétiques, en échange des vivres des Alliés. Au moment du départ de Bullitt, l'Armée Rouge paraissait inébranlable ; mais à son retour, les Blancs avançaient avec Koltchak vers la Volga et Moscou, et Wilson désavoua Bullitt.

En effet, Koltchak était devenu le grand espoir des Alliés. A ses armées, les E.-U. versèrent des quantités immenses de fournitures de Croix Rouge, de matériel de chemin de fer et de stocks de guerre; Les bateaux du U.S. Shipping Board lui transportèrent 260.000 fusils via Vladivostok. Un syndicat de banques (Baring Bros, de Londres ; Kidder, Peabody and Company, de Boston ; la Guarantee Trust Company et la National City Bank, de New-York) s'empressèrent de lui prêter 38.000.000 de dollars. Mais il subit le sort de tous les « espoirs blancs » : il battit bientôt en retraite vers l'Oural devant l'Armée Rouge de Trotsky.

Les Alliés ne perdirent pas espoir. Ils donnèrent l'ordre à leurs consuls à Helsingfors d'appuyer le gouvernement finlandais s'il aidait Koltchak par une attaque simultanée sur Petrograd. Plus tard ils firent fortement pression sur la Finlande pour qu'elle appuyât une attaque de Yudenich sur la même ville. Sous prétexte qu'il était nécessaire de renforcer leur corps expéditionnaire pour l'évacuer en toute sécurité (malgré l'offre d'un armistice faite par les Rouges), les Britanniques envoyèrent des renforts à Murmansk ; puis, loin d'évacuer, ils lancèrent une grande offensive pour effectuer une jonction avec Koltchak. Les forces ne furent pas retirées de Sibérie jusqu'en avril 1920, et

(5) Par son acceptation, l'Union Soviétique s'offrit : à reconnaître les dettes des régimes antérieurs, avec intérêt sous forme de matières premières ; à accorder des concessions minières, de boisage, et autres ; à discuter l'annexion de territoires russes par les puissances alliées. (Voir Fischer, op. cit., pp. 167-8.) Voilà jusqu'à quel point Lénine et Trotsky furent prêts à faire des concessions pour obtenir le temps de respirer pour l'U.R.S.S.

même alors les Japonais restèrent. Comme instruments, les Alliés ne dédaignèrent personne, utilisant non seulement des bandits ordinaires comme Petlioura, mais leurs « ennemis » : l'Armistice et le Traité autorisèrent les Allemands à maintenir leurs armées dans les Provinces Baltiques de la Russie, à ne pas les retirer jusqu'à ce que «... les gouvernements des principales Puissances alliées et associées l'estiment à propos, en tenant compte de la situation intérieure de ces territoires ». Fischer dit :

Le cabinet Ebert à Berlin rendit volontiers service aux Alliés dans cette affaire, et bien qu'il retirât une partie de ses forces régulières fatiguées (lire : « infectées »), il finançait les bataillons de volontaires irréguliers de von der Goltz.

Les mesures auxquelles les hommes d'Etat alliés furent contraints par la logique politique de leur but fondamental — la répression générale de la révolution socialiste — dicta la carte stupide de l'Europe d'après-guerre, prépara le terrain à Mussolini et Hitler, et mena tout droit à la deuxième guerre mondiale en une seule génération.

Winston Churchill précisa très franchement les sentiments des délégués à la Conférence de Paix, au moment de prendre leurs places sur le volcan révolutionnaire :

Quand les grandes organisations de ce monde sont tendues au delà de leur point de rupture, leur structure s'écroule souvent par tous les côtés à la fois... (En Allemagne) les armées fidèles furent vaincues au front et démoralisées à l'arrière. La marine, fière et efficace, se mutina. La révolution fit explosion dans le plus discipliné et le plus docile des Etats...

Un tel spectacle épouvante l'humanité; et un glas sonna dans les oreilles des vainqueurs à l'heure même de leur triomphe (6).

### Le problème allemand

De l'autre côté du Rhin parvenaient en effet des échos menaçants. Même avant l'Armistice, le colonel House était anxieux au sujet de l'Allemagne : le 30 octobre 1918, il câbla à Wilson au sujet d'une conversation avec Clémenceau :

J'attirai son attention sur le danger de déchaîner le Bolchévisme en Allemagne, si les termes de l'Armistice étaient trop sévères, et sur le danger qui en résulterait pour l'Angleterre, la France et l'Italie... (7).

Les dirigeants allemands étaient également anxieux. House donne ce nouveau témoignage pendant les négociations pour l'Armistice :

Je viens de voir Foch qui m'a donné un procès-verbal (de l'entrevue avec les délégués allemands, qui)... dirent qu'ils seront débordés par le Bolchévisme si nous ne les aidons pas à lui résister, et qu'ensuite nous serons envahis par le même fléau. (Idem, p. 139.)

Et non sans raison. Le Parti Social-Démocrate se trouvait en face d'une montée révolu-

tionnaire qu'il ne se sentait guère capable d'endiguer. Ses dirigeants retenaient les ouvriers en criant : « Si nous faisons une révolution, l'Entente arrivera pour l'écraser ! » Dès le 18 octobre 1918, un Manifeste du Comité Exécutif du Parti Social-Démocrate avait prévenu qu'une révolution « ne ferait que stimuler l'appétit de conquêtes de nos ennemis » — cette révolution étant précisément celle qui, commencée le 9 novembre, devait élever ces messieurs au pouvoir gouvernemental. Quand les Conseils d'Ouvriers et Soldats (Soviets) discutaient la forme de gouvernement à créer — si les Soviets garderaient le pouvoir ou s'ils le transférait (comme ils le faisaient fatalement) à une Assemblée Constituante — le Conseil Suprême de Guerre Allié fit une déclaration tranchante : il « ne négocierait pas avec les représentants d'une seule classe — c'est-à-dire avec un gouvernement de soviets ouvriers ». Du côté social-démocrate, Scheidemann, préconisant une Assemblée Constituante à la réunion du 19 novembre des Conseils à Berlin, prévint que :

L'Entente ne reconnaîtrait pas une dictature (prolétarienne) et ne leverait pas « le blocus de la faim » pour un tel gouvernement. Si les révolutionnaires faisaient appel à l'aide russe, l'unité allemande s'écroulerait et l'Entente occuperait Berlin avant que les Soviets aient pu aider le prolétariat allemand (8).

Aujourd'hui la rodomontade favorite de la bourgeoisie est : « Nous étions trop doux avec les Allemands ; nous aurions dû marcher jusqu'à Berlin. » Mais la raison véritable pour laquelle ils confièrent l'étranglement de la révolution aux Social-Démocrates au lieu de marcher eux-mêmes sur Berlin, fut plutôt qu'ils avaient peur. Temperley (9), l'historien britannique officieux de la Conférence de Paix, confesse la vérité :

Les troupes allemandes avaient été contaminées par la propagande bolchévique pendant l'occupation de la Russie. Il pouvait être également dangereux de faire occuper l'Allemagne révolutionnaire par les troupes de l'Entente. (Souligné par nous.)

Churchill confirme au sujet des troupes britanniques d'occupation : « Des ordres stricts et réitérés contre la « Fraternisation » étaient nécessaires. » (Op. cit., tome V, p. 65.) Si les Alliés osent actuellement occuper l'Allemagne, c'est parce que la politique contre-révolutionnaire de Staline leur paraît une garantie contre la bolchévisation des troupes d'occupation.

### Les vivres comme arme politique

Un des points principaux sur lesquels les Alliés eurent de grandes difficultés à se mettre d'accord fut l'utilisation de l'envoi de vivres pour étouffer la révolution. Devait-on, par exemple, lever le blocus avant la signature du

(6) « The World Crisis », Londres, 1927, tome IV, p. 540.

(7) « Intimate Papers of Colonel House », tome IV, « The Ending of the War », pp. 118-19.

(8) Ralph Haswell Lutz : « The German Revolution 1918-1919 », Standford, 1922, p. 75.

(9) H. W. V. Temperley, ed. : « A History of the Peace Conference of Paris », 6 tomes, Londres, 1920 : tome II, p. 445. Toute référence postérieure à Temperley se rapporte à cette œuvre.

### Traité de Versailles ? Temperley confesse que

la peur que l'anarchie complète ne se produisît si des mesures n'étaient pas prises par les Alliés, mena à l'insertion dans l'Accord de l'Armistice du 11 novembre 1918 de l'article XXVI, qui dit en effet que, bien qu'on continuât à maintenir le blocus en principe, les Alliés permettraient le ravitaillement de l'Allemagne autant que cela paraîtrait nécessaire. (Tome I, p. 313.)

Les différences d'opinion entre les « Big Four » furent compliquées par une rivalité impérialiste au sujet de la marine marchande allemande. Le 13 décembre 1918, quand on proposa l'Armistice jusqu'au 17 janvier, les impérialismes alliés, malgré leur crainte de voir la faim amener le bolchévisme, stipulèrent comme condition de l'envoi de vivres en Allemagne la cession de la marine marchande. Les capitalistes allemands refusèrent, et la famine continua. On n'arriva pas à un accord avant le 13 mars. Une de ses conditions précisa

que rien (des vivres stipulés dans l'accord) ne serait distribué aux personnes sans emploi, aux personnes qui, par leur propre faute ou leur propre choix n'obtiennent pas de travail. (Lutz, op. cit., p. 116.)

Temperley confirme nos soupçons quant au but de cette clause :

Cette clause fut insérée principalement dans le but d'aider le gouvernement allemand à empêcher l'extension des désordres intérieurs en Allemagne... (Tome I, p. 318.)

Le succès de cette tactique est constaté par Lutz :

Il est significatif que bientôt après l'arrivée du premier bateau de vivres, la situation politique changea de façon définitive et depuis ce temps, elle s'est constamment améliorée... la menace du Bolchévisme et le danger de l'extension de l'anarchie de l'Allemagne jusqu'aux nations alliées subsistaient aussi longtemps que l'Allemagne restait sans nourriture. (Op cit., p. 119.)

### L'officieux Temperley confirme :

En fait, la situation en Allemagne était extrêmement dangereuse pendant les mois d'hiver et au commencement du printemps de 1919, à cause des explosions sporadiques de Spartacisme partout dans le pays, explosions qui menaçaient de se développer en Bolchévisme. La politique britannique et américaine lut de renforcer le gouvernement allemand existant, et de le mettre à même de restaurer la loi et l'ordre. On peut dire en toute vérité que c'est grâce aux Autorités Militaires britanniques, parialement au courant de la situation allemande, que des stocks de vivres furent envoyés en Allemagne dès avril — probablement juste à temps pour sauver le pays de l'anarchie et peut-être l'Europe d'une grave catastrophe. (Tome II, p. 115.)

Contre les ouvriers allemands, les capitalistes alliés et allemands faisaient solidement bloc. Pendant la grève générale de la Ruhr en avril 1919, Lutz révèle :

En annonçant l'arrivée des envois de vivres de la part des Alliés, le gouvernement (allemand) déclara que, agissant sur les instructions des Alliés, il ne donnerait rien à ceux qui continuaient à faire grève. (Souffigné par nous.)

L'affaire en arriva à son point culminant avec le fameux memorandum de Lloyd George du 25 mars 1919, dont les passages essentiels méritent d'être cités :

Le danger le plus grand que je voie dans la situation actuelle, c'est que l'Allemagne unisse son sort à celui du Bolchévisme et place ses ressources, son intelligence, son vaste pouvoir d'organisation à la disposition des fanatiques révolutionnaires dont le rêve est de vaincre le monde pour le Bolchévisme par la force des armes. Ce danger n'est pas une pure chimère. Le gouvernement actuel en Allemagne est faible ; il manque de prestige ; son autorité est contestée ; il survit seulement parce qu'il n'y a pas d'autre alternative que les spartacistes (communistes), et l'Allemagne n'est pas encore mûre pour le spartacisme. Mais l'argument que les spartacistes emploient en ce moment même avec grand résultat, c'est qu'eux seuls peuvent sauver l'Allemagne de la situation intolérable qui lui a été léguée par la guerre. Ils offrent de libérer le peuple allemand de ses dettes envers les Alliés et envers ses propres classes plus riches. Ils lui offrent le contrôle complet de ses propres affaires et la perspective d'une terre et d'un ciel nouveaux. C'est vrai que le prix sera lourd. Il y aura deux ou trois ans d'anarchie, peut-être d'effusion de sang, mais à la fin la terre restera, et le peuple restera, la plupart des maisons et des usines resteront, et les chemins de fer et les routes resteront, et l'Allemagne, ayant rejeté ses fardeaux, pourra faire un nouveau départ.

Si l'Allemagne passe aux spartacistes, il est inévitable qu'elle unisse son sort à celui des Bolchévistes Russes. Si cela arrive, toute l'Europe orientale sera emportée dans l'orbite de la révolution bolchévique et dans l'année nous verrons peut-être presque trois cents millions de personnes organisées dans une vaste Armée Rouge sous des instructeurs allemands et des généraux allemands, équipée avec des canons allemands et des mitrailleuses allemandes, et prête à renouveler l'attaque sur l'Europe occidentale. C'est une perspective que personne ne peut contempler sans frémir. Et pourtant les nouvelles qui sont arrivées de Hongrie hier montrent trop clairement que ce danger n'est pas une fantaisie. Si nous sommes sages, nous offrirons à l'Allemagne une paix qui sera préférable pour tout homme de bon sens à l'alternative du Bolchévisme.

### Pourquoi l'Allemagne a gardé des armes

Au sujet du désarmement allemand, les « Quatre Grands » étaient aussi d'avis différents. Clémenceau et Tardieu étaient épouvantés par la grandeur de l'appareil militaire allemand, que Tardieu estima à presque un million d'hommes à la fin de 1919. Lloyd George et Wilson, au contraire, insistaient sur le fait que le capitalisme allemand avait besoin de ses limiers si on voulait empêcher une révolution socialiste. On avait limité l'Allemagne à une Reichswehr de 100,000 hommes. Mais on estimait la Reichswehr, bien qu'elle ne soit jamais tombée en-dessous de 200,000, nettement insuffisante. Temperley expliqua :

L'intervention active de la Reichswehr a jusqu'à présent supprimé tout mouvement révolutionnaire, mais il paraît que, si des émeutes et des révolutions avaient lieu simultanément dans diverses régions, la force prescrite par le Traité de Paix ne serait pas suffisante pour étouffer le désordre, particulièrement s'il fallait employer une partie des troupes sur la frontière de l'Est pour se garder contre une invasion bolchéviste. (Tome II, p. 461.)

Ainsi les Alliés permirent au capitalisme allemand de former d'autres services, « spéciaux ». Il y avait par exemple la Sicherheitspolizei

(plus tard le noyau de la Gestapo hitlérienne), formée précisément, comme nous informe Temperley, « pour le cas où la Reichswehr cesserait d'être sûre en résultat de la propagande politique de l'extrême gauche ». (Idem, p. 462.) Il y avait les Einwohnerwehren et les Zeitfreiwillige, qui, Temperley l'admet ouvertement, « furent tous formés pour le maintien de l'ordre et comme garantie contre les explosions spartacistes ». (Idem, p. 132.) Il y avait une organisation qui s'appelait la

Technische Nothilfe, ou Corps Technique d'Urgence, dans le but d'intervenir quand des entreprises d'une importance vitale pour la communauté générale... sont fermées pendant les grèves. (Idem, p. 462.)

Et il y avait les divers Freikorps de néfaste mémoire, dont la sauvagerie anti-ouvrière formait les futurs lieutenants d'Hitler. C'était ainsi que les Alliés frayaient le chemin à Hitler et à la deuxième guerre mondiale.

### Les Alliés détruisent les Soviets hongrois

Le mot d'ordre de libération des minorités opprimées de l'empire des Habsbourg avait été l'un des plus populaires de la guerre. Le point X de Wilson fut :

Les peuples de l'Autriche-Hongrie, dont nous voulons voir la place sauvegardée et assurée parmi les nations, doivent recevoir les plus grandes possibilités de développement autonome.

Et deux articles importants de la Convention Militaire entre les Alliés et la Hongrie signée le 13 novembre 1918, garantissent :

17. — Les Alliés n'interviendront pas dans l'administration interne des affaires en Hongrie.

18. — Les hostilités entre la Hongrie et les Alliés sont terminées.

Telles furent les promesses ; examinons leur exécution.

La révolution du 30 octobre 1918 établit en Hongrie un Etat démocratique indépendant — précisément ce qui, selon leurs propres déclarations, avait été le but des Alliés. Néanmoins en janvier 1919, la Roumanie envoya une armée, renforcée de Sénégalais français et conseillée par Franchet d'Esperey, pour occuper la Hongrie jusqu'à la ligne Tosza fixée par le traité allié secret de 1916. Franchet d'Esperey rejeta brutalement les protestations du premier ministre pro-allié, Karolyi, et passa les armes livrées par les Hongrois selon les conventions de l'Armistice aux Tchèques, aux Roumains et aux Serbes qui envahissaient la Hongrie (10). Le Conseil Suprême consacra le fait accompli le 21 février 1919 en établissant une ligne de démarcation « provisoire » approximativement équivalente à l'avance franco-roumaine. Le 20 mars, le lieutenant français Vix informa Karolyi qu'on allait encore couper des régions magyares de la nouvelle démocratie hongroise. Karolyi, menacé simultanément par une vague communiste intérieure irrésistible, démissionna

en faveur des social-démocrates, mais peu après le pouvoir passa aux soviets hongrois.

Foch proposa l'attaque immédiate par les Tchèques et les Roumains, pendant qu'à Constantinople les militaires français établissaient un blocus strict. Ce qui épouvantait le plus les Alliés c'était que les Soviets russes se préparaient à créer une diversion pour les Roumains par une attaque directe sur la Bessarabie (que les Roumains venaient de voler à l'U.R.S.S.) et à pousser une colonne à travers la Bucovine jusqu'à la Hongrie. Mais l'armée blanche de Koltchak, avec un énorme appui allié, déclencha une offensive importante dans la région du Volga, et les Soviets, accablés de difficultés, durent abandonner leur plan. Toujours épouvantés, les Alliés, après l'échec d'une mission conduite par le général Smuts, permirent à Franchet d'Esperey de renouveler l'invasion franco-roumaine.

Mais l'Armée Rouge hongroise était autre chose que les troupes brisées de Karolyi. Elle repoussa l'armée tchèque, où les mutineries se multipliaient, du territoire hongrois, et entra en Slovaquie. Les Alliés étaient à demi paralysés par la peur d'aggraver les choses. Temperley donne ce témoignage :

Bien que le Conseil des Quatre ait en effet donné des instructions pour qu'on dressât un plan d'action combinée contre Béla Kun — on ne fit rien, en dépit du fait que la Hongrie ait été encerclée par les troupes françaises, serbes, roumaines, tchécoslovaques et italiennes. En outre, Béla Kun et Lénine étaient en étroite communication pendant ce temps, fait souvent exposé et souligné par le Grand Quartier Général, parce que la liaison entre les Bolchéviques russes et hongrois était lourde de risques sérieux pour la paix de l'Europe. (Tome IV, p. 160.)

Mais surtout ils utilisaient l'envoi de vivres comme arme politique. L'importance de cette arme est évaluée ainsi par Temperley :

On peut affirmer que la stabilité de tous les gouvernements provisoires établis ou essayant de s'établir pendant les premiers mois de 1919, se mesura entièrement sur leur capacité de procurer des vivres à leur peuple. Dans ces conditions, pendant que le péril bolchévique grandissait à vue d'œil dans l'Est, un secours, même au jour le jour, était de la plus extrême importance. (Tome I, p. 308.)

L'agent de Hoover, Gregory, dirigeait la campagne des vivres. Cyniquement et sans miséricorde, il minait par étapes la Hongrie soviétique, comme l'expose le camarade Charles dans l'article qu'on lira plus loin.

Entre-temps, les Alliés à Paris jouaient double et triple jeu avec Béla Kun. Mais les vraies intentions des hommes de Versailles devinrent claires le 17 juillet, quand Franchet d'Esperey, agissant sur les instructions directes de Paris, comme l'admet Temperley (Tome I, p. 356), exigea la démission du gouvernement hongrois sous peine de renouveler l'action militaire. Les événements que l'on connaît se déroulèrent, l'armée franco-roumaine fut victorieuse, et Béla Kun s'enfuit.

(10) Cf. Dauphin-Meunier : « La commune hongroise et les anarchistes », Paris, 1926.

Le gouvernement social-démocrate qui remplaça les Soviets fut renversé par des officiers réactionnaires, aidés par les Franco-Roumains, qui établirent un cabinet dirigé par Stephan Friedrich, un antisémite national-clérical. Les social-démocrates épouvantés, qui s'étaient attendus à être récompensés pour leur abandon de Béla Kun, suppliaient les Alliés de restaurer un gouvernement démocratique. Mais Sir George Clark, plénipotentiaire du Conseil Suprême Allié, préféra établir un nouveau gouvernement avec Huszar, dans lequel tout le pouvoir appartient en fait à Horthy. Son premier acte fut de massacrer 1,000 miliciens rouges qui avaient déposé leurs armes selon les lois de la guerre; puis il brûla 15,000 livres de la Bibliothèque Universitaire; et enfin, il commença une terreur blanche qui n'a guère été dépassée en sadisme. Entre 5,000 et 9,000 personnes — non seulement des communistes, mais des social-démocrates, des libéraux, et des Juifs de tous les partis — furent violées, mutilées et abattues dans une des orgies les plus répugnantes de l'histoire.

Rose Wilder Lané, le Biographe de Hoover, indique à quel point les Alliés étaient fiers de leur œuvre :

C'est Herbert Hoover à Paris et son homme de confiance, le capitaine Gregory, qui firent la contre-révolution à Budapest; ils la firent grâce au pouvoir énorme que leur donnait le contrôle des vivres et par un maniement habile de la situation politique. Béla Kun et les Soviets s'écroulèrent; Vienne fut maintenue solidement par le secours américain et les soldats américains; la Tchécoslovaquie se tint ferme; et l'Europe fut sauvée du Communisme. (« The Making of Herbert Hoover », p. 353.)

Horthy, l'élu des Alliés, s'empressa de mettre en vigueur des lois qui rétablirent la flagellation, annulèrent le partage des terres, abolirent toutes les libertés civiques, établirent les camps de concentration, fondèrent une super-censure, contraignirent les mineurs au servage et encouragèrent les pogroms; il essaya même d'introduire le travail obligatoire général. Agissant parallèlement, un tribunal militaire français envoya 600 miliciens au Maroc et en Algérie, et d'autres à la Guyane.

Une fois ces affaires arrangées, une Mission Militaire Inter-Alliée arriva de Paris pour contempler son œuvre. Les instructions qu'elle avait reçues du Conseil Suprême se terminaient par la déclaration :

Que ces puissances n'ont pas le moindre désir d'intervenir dans les affaires intérieures de la nation hongroise concernant le choix de son gouvernement... (11).

### Et ailleurs

Les « Big Four » voulurent faire de la Pologne la clef de voûte du système du cordon sanitaire, le tampon entre une Russie déjà bolchévisée et une Allemagne qui menaçait de la suivre. Un tel Etat ne pouvait être que réac-

tionnaire; et une de ses premières actions fut de se lancer dans une orgie de pogroms.

L'Association de Secours Américaine, poussée par la Conférence de Paix, et se servant des fonds fournis par le Congrès Américain, distribua en Pologne entre février et août 1919 plus de 50,000,000 de dollars de vivres. Son but est avoué en ces termes :

Le général Tasker H. Bliss et le Ministre de la Guerre Baker insistèrent en montrant qu'une telle aide était essentielle pour contenir l'extension du Bolchévisme et sauver la civilisation (12).

Si les Polonais résistèrent à la pression des « Quatre Grands » qui les poussaient à frapper au moment de la plus grande faiblesse de l'Union Soviétique, ce fut seulement parce qu'ils savaient qu'une victoire totale des Blancs entraînerait la revendication de la réintégration de la Pologne dans la Russie Impériale.

Mais quand ce danger fut passé, les réactionnaires polonais se firent un plaisir de réaliser les désirs des hommes de Versailles. Rejetant les offres les plus généreuses des Bolchéviks, ils pénétrèrent en Ukraine, appuyés par les vivres et le matériel de guerre américains et un prêt de 50,000,000 de dollars. Les Français envoyèrent des armes et des conseillers militaires; et quand l'Armée Rouge, contre-attaquant victorieusement, traversa la ligne Curzon, les Britanniques aussi dépêchèrent des armes et menacèrent de forcer la Baltique avec leur flotte si l'Armée Rouge ne se retirait pas. En effet, ce fut seulement le prolétariat mondial, avec son mot d'ordre, « Bas les pattes devant la Russie ! » qui sauva l'U.R.S.S. Les ouvriers tchèques bloquèrent des trains de munitions en transit vers la Pologne; les matelots et dockers de Dantzig firent grève contre les munitions destinées à la Pologne; et en Angleterre, le mouvement ouvrier officiel tout entier créa un « Conseil d'Action » et menaça d'une révolution si le gouvernement persistait à aider les réactionnaires polonais. Walter Liggett, dans son « The Rise of Herbert Hoover », déclare que des stocks de l'armée américaine d'une valeur supérieure à 1,000,000,000 de dollars furent donnés à l'armée polonaise, et que le sénateur Reed, le 4 janvier 1921, s'éleva, preuves en main, contre le fait que 40 millions de dollars du fonds de secours congressionnel, « furent dépensés pour maintenir l'armée polonaise sur le champ de bataille ». Liggett ajoute que, des 23,000,000 de dollars ramassés par souscription populaire précisément « pour les enfants souffrants » des puissances centrales, la plus grande partie fut dépensée dans la guerre polonaise contre l'U.R.S.S.

Dans les Etats Baltes, les Alliés employaient des troupes allemandes, d'abord régulières, ensuite les Freikorps. Ils permirent par exemple au général von der Goltz de prendre Riga le 28 mai 1919 — et d'y abattre plusieurs milliers d'hommes, femmes et enfants lettons sus-

(11) Harry Hill Bandholz : « An Undiplomatic Diary », New-York, 1933, p. 369. Ce général-américain fut membre de la mission.

(12) Frederick L. Schuman : « American Policy Toward Russia Since 1917 », New-York (1928), p. 176.

pects de bolchévisme. Et bien que les Britanniques aient visé eux-mêmes les Etats Baltes, en octobre encore ils furent très contents d'utiliser ses 20.000 hommes comme arrière-garde, pendant que leur nouvel espoir blanc, Yudenitch, renforcé de tanks et d'équipes britanniques, lançait sa grande offensive sur Petrograd rouge.

Sur la base de leur politique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les Bolchéviks russes reconnurent le 31 décembre 1917 un Etat bourgeois indépendant dans la province de Finlande, antérieurement russe. Mais le nouveau gouvernement finlandais invita les troupes du Kaiser à entrer. Les ouvriers finlandais réagirent par une grève générale qui, le 27 janvier 1918, renversa le gouvernement blanc et établit un gouvernement socialiste. Les blancs finlandais, sous le commandement du général tsariste Mannerheim, firent appel à l'aide allemande, et au Traité de Brest-Litovsk les Allemands exigèrent le retrait des troupes soviétiques russes logées en Finlande.

Le 3 mars 1918, Mannerheim proclama :

à la demande du gouvernement finlandais, des unités de la puissante et victorieuse armée allemande débarquèrent sur le sol finlandais pour expulser les monstres bolchéviks. (Fischer, p. 90.)

Mannerheim fêta sa victoire sur les ouvriers et paysans finlandais en en emprisonnant 150.000 ; il en abattit carrément 15.000, tandis que 15.000 autres encore moururent en prison. Les Alliés furent prompts à reconnaître le gouvernement pro-allemand de Mannerheim. Dès que l'Armistice le permit, Hoover dépêcha de l'aide en abondance — aide qui, Hoover lui-même le confessa, « permit au gouvernement finlandais de survivre ».

Après le démembrement du ridicule empire des Habsbourg, presque tous les Allemands et Autrichiens souhaitaient l'entrée de l'Autriche dans le Reich. Mais les Alliés envoyèrent un ultimatum à l'Allemagne exigeant dans un délai de quinze jours l'annulation de l'article 61 de la Constitution de Weimar qui garantissait une représentation à l'Autriche. Les Alliés créèrent cette monstruosité que fut l'Autriche de Versailles. Ils donnèrent à la Tchécoslovaquie seule des territoires contenant 3 millions d'Autrichien (on se souvient de l'usage fait par Hitler du problème Sudète en détruisant la Tchécoslovaquie). La misérable Autriche, créée par les Alliés, fut économiquement inviable, avec une capitale de 2.000.000 d'habitants basée sur un territoire qui ne comptait que 4 millions d'habitants. Les résultats de la politique alliée furent un clérico-fascisme aussi sanguinaire que ridicule, et le veto à l'unification avec une Allemagne démocratique mena directement à l'Anschluss avec Hitler.

En effet, il n'y eut pas un pays en Europe qui, comme résultat des efforts des « fabricants de la paix », ne devint un magasin de poudre à cause des tendances anciennes et nouvelles de l'impérialisme et qui ne fut rongé par l'irréductibilité, lézardé par des nationalités opprimées et étranglé dans ses frontières.

Simultanément, dans leurs colonies où grondait la révolte, les impérialismes alliés resserrèrent le nœud de la répression. Sur l'état des colonies et des troupes britanniques, par exemple, Sir Henri Wilson, chef de l'Etat-Major Général, écrivit en janvier 1919 :

Nous sommes assis sur une mine qui peut sauter à chaque instant. Ce soir, l'Irlande a télégraphié pour demander des renforts de tanks et de mitrailleuses et on est évidemment inquiet sur l'état du pays...

Je soulignais l'urgence de la situation, en attirant l'attention sur le fait que si nous ne réalisons pas nos desseins nous perdrons non seulement notre armée du Rhin, mais aussi nos garnisons métropolitaines, celles d'Irlande, de Gibraltar, de Malte, des Indes, etc. Déjà maintenant, nous n'osons pas donner un ordre inopportun aux troupes et la discipline est une chose d'antan. Douglas Haig disait que, avant le 15 février, nous n'aurions plus d'armée en France. (Fischer, p. 163.)

Ainsi épouvantés et énervés, les Alliés ravaudèrent hâtivement leur paix. Leur propre opinion véritable sur leur ouvrage est bien indiquée par Charles Seymour, grand admirateur de Wilson et un des historiens les plus sérieux de la Conférence de Paix, dans son « Woodrow Wilson and the War » :

Ce ne fut point une paix de réconciliation... La place des Chinois à la table du traité fut vide; pour eux, ce ne fut point une paix de justice puisqu'elle donna Shantung aux Japonais, et ils ne signèrent pas. Le délégué sud-africain, le général Smuts, ne put s'empêcher d'expliquer, en signant, la balance de considérations qui le décidèrent à sanctionner un document international si plein de défauts.

Ce ne fut pas, en effet, la paix parfaitement juste que Wilson avait promise et que bien des fois depuis il a affirmée telle. Les Belges se plaignirent qu'on ne leur avait pas donné la rive gauche du Schelde; les Français furent courroucés parce que leur frontière n'avait pas été protégée; les Italiens furent rendus amers par le refus d'approuver leurs revendications sur l'Adriatique; les dirigeants radicaux, partout dans le monde, exprimèrent franchement leur déception devant la faillite de l'effort pour inaugurer un nouvel ordre social. L'acquiescement aux revendications japonaises sur Kiau-Chau fut dicté plutôt par l'opportunisme que par la justice. L'Autriche, réduite en étendue et dénuée de ressources matérielles, fut coupée de la mer et on lui refusa la possibilité de se joindre à l'Allemagne. Les ambitions nationalistes des Roumains, des Yougoslaves et des Polonais furent excitées à tel point que des conflits ne pouvaient guère être évités. La Hongrie, privée de son cercle de nationalités assujetties, rêva du rétablissement de sa souveraineté sur elles. Les Ruthéniens se plaignirent de la domination polonaise. Plus à l'Est, demeura le grand problème non résolu de la Russie. (Pp. 320-322.)

Ainsi la « guerre pour garder le monde à la démocratie » se termina par une paix par laquelle les Alliés imposèrent directement les régimes les plus réactionnaires à une moitié de l'Europe, et posèrent les bases de leur apparition rapide dans l'autre. Ainsi la « guerre pour en finir avec les guerres », se termina par une paix par laquelle les Alliés rendirent absolument inévitable — si la révolution socialiste n'intervenait pas — une deuxième explosion impérialiste encore plus catastrophique.

### De mal en pis

Nous assistons actuellement à la fin formelle de cette explosion — au moins dans ses aspects européens. Et on commence à préparer, à San Francisco, sa « liquidation » par une autre « paix ». Celle-ci ne sera pas une simple répétition de la paix de Versailles. De même que la deuxième guerre mondiale impérialiste ne fut pas une simple répétition de la première, mais sa continuation et son extension sur une échelle encore plus vaste, la nouvelle paix sera d'une brutalité sanguinaire digne de l'Apocalypse. Elle menacera toute la civilisation européenne de la destruction finale. Si on compare, point par point, l'exposé précédent des buts et des actions des hommes de Versailles, on se rendra compte que tous les éléments du désastre de Versailles existent, mais multipliés et aggravés.

Pour le sort des masses de l'Allemagne vaincue, que non seulement les hommes d'Etat bourgeois mais aussi les leaders syndicaux alliés identifient avec les bourreaux mêmes de ces masses, les « fabricants de paix » ne se donnent même pas la peine d'être hypocrites. Tandis que les Thèses du Premier Congrès du Comintern prévenaient que les Alliés pourraient nourrir l'idée outrageante d'imposer le travail forcé aux ouvriers allemands (13), maintenant la bureaucratie dégénérée du Kremlin annonce avec un cynisme ouvert son intention de réduire des centaines de milliers d'ouvriers allemands en esclavage. Si les nouveaux « Big Three », « Big Four », etc., se servent toujours de termes hypocrites, c'est seulement envers leurs « alliés » moins forts, comme un voile qui ne cache pas grand'chose et derrière lequel ils se préparent à disposer d'eux comme des pions.

Chaque jour révèle plus ouvertement les vraies intentions des « pacificateurs ». L'impérialisme américain annonce cyniquement son intention de garder des bases militaires partout dans le monde, non seulement dans des territoires conquis sur ses rivaux impérialistes, mais même dans ceux de ses alliés plus faibles. On prépare la redistribution forcée des colonies par l'artifice des « trusteeships ». Dans un cauchemar d'inflation et de banqueroute, toutes les puissances préparent des dépenses fantastiques pour des armées permanentes. Elles vouent des millions d'êtres humains à mourir de

faim en Europe et ailleurs. Avec leurs plans concernant l'Allemagne, elles se préparent à faire faire marche arrière à la roue de l'histoire en essayant d'abolir le centre industriel le plus important du continent. Quel que soit l'aspect qu'on examine, ils entassent folie sur folie, destruction sur destruction, dans une orgie de vandales.

Comme la dernière fois, les vainqueurs commencent à se quereller alors que le cadavre du vaincu n'est pas encore refroidi. Les zones d'occupation de l'Allemagne, pour ne pas parler de la distribution des routes d'aviation civile, des pétroles du Proche Orient, des marines marchandes, mettent déjà aux prises les membres de la Grande Alliance. S'il y a une chose qui lie toujours les impérialismes britannique et américain en dépit de leurs rivalités meurtrières, c'est leur antagonisme commun contre l'U.R.S.S. Déjà les germes des guerres futures, encore plus désastreuses, se répandent entre les Alliés au moment même de leur nouvelle « paix ».

Il n'y a qu'une chose qui reste inchangée pour les impérialismes : leur terreur de la révolution socialiste. Cette fois, au lieu d'entendre de Moscou le tocsin appelant les masses laborieuses de l'Europe et du monde à la révolution mondiale pour mettre fin aux guerres, ils peuvent compter sur la participation honteuse de la bureaucratie stalinienne à leur ignoble besogne de répression de la révolution. Mais ils ont toujours peur. Ils savent bien que, malgré tous leurs rafistolages de la structure du capitalisme, celui-ci est historiquement condamné par ses propres contradictions, et que rien ne peut le sauver. Mais plutôt que de céder la place au régime socialiste, ils préféreraient entraîner toute la civilisation dans leur propre ruine. La lenteur tragique avec laquelle l'avant-garde des masses laborieuses se détourne de la démagogie du stalinisme traite vers la seule solution, vers la solution révolutionnaire, va permettre aux impérialistes d'entraîner l'Europe très bas sur la pente fatale de leur ruine. Mais, à travers l'époque terrible dans laquelle nous entrons, à travers les famines, le sang, le chaos que les actuels « fabricants de paix » préparent dans leur cuisine de brigands pour le continent agonisant, les masses trouveront enfin leur chemin vers les rangs du Parti Mondial de la Révolution Socialiste, la Quatrième Internationale.

(13) « Manifestes, Thèses et Résolutions des Quatre Premiers Congrès Mondiaux de l'Internationale Communiste, 1919-1923 », Paris, 1934, p. 23.

# BILAN DE LA « LIBERATION » EN EUROPE (\*)

par N. MARC.

*Pour déterminer la capacité, les méthodes et les instruments des principales forces en présence dans la crise européenne, nous prenons comme point de repère, à l'Ouest, l'Italie — qui permet de dégager au mieux les caractéristiques de la période de « libération alliée » — et à l'Est, les événements de Roumanie, qui jettent une lumière particulière sur la politique stalinienne dans la phase présente de liquidation en Europe de la deuxième guerre impérialiste.*

## I. — L'OCCUPATION « ALLIÉE » EN ITALIE

Plus de vingt mois se sont écoulés depuis l'entrée des troupes alliées en Italie, qui n'y vinrent, comme on nous l'a si souvent dit — que pour « extirper le fascisme jusqu'à la racine, châtier les criminels de guerre, permettre au peuple de s'exprimer librement et assurer un niveau de vie convenable à tous les membres de la société ».

### 1. — Le châtement des traîtres et des criminels de guerre

En 1921, Mussolini reçut le pouvoir des mains mêmes de Victor Emmanuel III. Pendant 22 ans, la Maison de Savoie a été la complice déclarée de la dictature sanglante des chemises noires, de leur politique de répression et de brigandage à l'intérieur, comme de leurs agressions contre l'Abyssinie, l'Albanie ou la Grèce. Cependant la maison de Savoie resta debout même après le renversement de Mussolini en juillet 1943, même après l'entrée des « Alliés » dans la péninsule et aujourd'hui encore on trouve à la tête de l'Italie un « lieutenant général du Royaume » qui n'est autre que le prince Humbert de Savoie, le fils de Victor Emmanuel. Comment se fait-il que la monarchie ait survécu à la débâcle militaire et à l'effondrement du parti fasciste qui avait été son meilleur soutien contre le peuple ?

Bien avant l'entrée des troupes « alliées », l'écri-

vain antifasciste Gaetano Salvemini signala (en décembre 42) que « la maison royale de Savoie et le pape sont tenus en réserve par Churchill et Roosevelt comme les seules autorités légitimes autorisées à parler au nom de l'Italie ».

Dès mars 43, Victor Emmanuel et Mussolini, les délégués au pouvoir des capitalistes italiens, voyaient leur régime chanceler sur ses fondements : pour la première fois depuis des décades, tout le Nord ouvrier de la péninsule s'était soulevé dans une grève générale héroïque contre les conséquences insupportables de ce régime de guerre, de terreur et de misère. C'est alors qu'en présence de la débâcle militaire qui approchait, de la ruine économique, de l'instabilité sociale aigüe, la monarchie se décida à sacrifier son valet Mussolini, tout en maintenant la charpente fasciste du régime — et à se refaire une nouvelle virginité par son passage dans le camp « allié ».

En juillet 43, Mussolini fut renversé par une mascarade de vote du Grand Conseil fasciste, en accord avec le roi, qui confia la place vacante de premier ministre au maréchal Badoglio, le fameux « boucher de l'Ethiopie ». Pendant deux mois la camarilla et le Vatican, en plein accord avec les généraux américains et anglais, tramèrent dans les coulisses un complot monstrueux contre le peuple d'Italie. La bourgeoisie italienne se décida de laisser à Hitler et à ses S.S. l'indomptable Nord ouvrier, tandis que le roi et son Badoglio se réfugiaient dans le Sud pour se mettre sous la protection des « Alliés ».

Le Nord italien fut mis à feu et à sang aussi bien par Hitler et les S.S. que par les « Alliés », qui —

(\*) L'article que voici a été écrit le 25 avril 1945. La fin de la guerre en Europe, et les événements qui se sont produits depuis lors, ont apporté, certes, de nouveaux éléments qu'on ne peut laisser en dehors d'une analyse, même sommaire — du « bilan de la libération ».

Cependant, nous nous sommes bornés seulement à ajouter quelques notes en bas des pages (notes datées du 5 juin), pour réactualiser l'article, sans toutefois bouleverser sa structure primitive : nous avons pensé, en effet, que quelle que soit l'importance de ces événements, ils ne changeaient rien aux données essentielles et ne faisaient en fin de compte que compléter et préciser une évolution qui apparaissait déjà clairement, bien avant la proclamation officielle de la « victoire » alliée en Europe.

au lieu de bombarder le Brenner par où arrivaient les armées « ennemies » — s'employaient à détruire et à annihiler les foyers de résistance ouvrière à Milan, à Gênes et à Turin.

Quant au roi et à Badoglio, ils firent leur entrée en Italie (à Brindisi) — d'où ils étaient partis une semaine auparavant — mais cette fois-ci en « démocrates » authentiques, nullement responsables pour le régime qu'ils avaient entretenu de tous leurs efforts pendant 22 ans ! Cette sinistre farce, mise au point avec la complicité de la City et de Wall Street, ne fut pas — loin de là — du goût du peuple italien ; les Alliés le savaient bien ; ils n'osèrent avancer que prudemment — au rythme de l'escargot — vers les centres comme Naples ou Rome et ils attendent encore devant les portes du Nord. Le roi s'établit d'abord à Brindisi, ensuite à Salerne, évitant Naples, et plus tard Rome. Il n'osa se montrer en public que seulement un mois après l'armistice. Dans quelles conditions put-il le faire ? C'est le journaliste américain Mathews qui nous le dit dans le « New-York Times » (4 novembre 1943) : « A présent, aussi longtemps que la mission alliée est pour le roi, celui-ci jouit de l'immunité... Du moment que les Alliés sont en train de prévenir toute agitation sociale, tout ce que décideront le roi et le maréchal Badoglio restera valable. »

Ainsi, seule la présence des baionnettes alliées et de la mission qui avait la haute main sur toutes les affaires intérieures de l'Italie permirent à la monarchie de rester en place ; cependant, même investi de cette « immunité », le roi n'osa pas faire son entrée au Quirinal à Rome. Il y délégua son fils pour gérer ses affaires. Cette nouvelle supercherie ne détourna pas la volonté du peuple d'en finir avec cette citadelle de la réaction : le 6 mars 45 encore, 20.000 personnes manifestaient spontanément devant le Quirinal en demandant la tête du roi et de ses complices.

Le criminel de guerre n° 1, le bourreau du peuple italien, maintient encore son pouvoir non pas contre mais avec l'appui de ses « ennemis » d'hier, les capitalistes de la City et de Wall Street venus en Italie... pour le « châtier ».

## 2. — L'extirpation du fascisme jusqu'à la racine

La politique de la bourgeoisie italienne tendait évidemment au maintien de la charpente fasciste sur laquelle s'appuya son régime pendant 22 ans : l'appui sur les Badoglio, après le licenciement de Mussolini, ne devait constituer qu'un changement de personnages dans une même pièce et dans le même décor. Sur ce terrain aussi, l'aide des alliés « démocratiques » fut inappréciable. Dès le 18 juillet 1943 — une semaine avant la chute de Mussolini — le général Alexander, alors gouverneur militaire de la Sicile nouvellement « libérée », définissait ainsi la structure du régime gouvernemental que les Alliés y établissaient :

« Toutes les personnes ayant un emploi officiel, administratif ou judiciaire, dans les provinces et dans les communes, et tous les autres fonctionnaires et employés municipaux du gouvernement (fasciste, ne l'oubliez pas N. M.) et tous les officiers et employés de l'Etat — sauf ceux qui ont été révoqués par moi

— sont requis de poursuivre leur travail sous ma direction. »

Mathews expliqua alors crûment dans son journal ce que cette politique signifiait en pratique :

« L'élimination de tous les fascistes paralyserait chaque fonction de gouvernement. Les anti-fascistes véritables d'ici ne sont pas d'accord avec cela, apparemment ils s'attendaient à ce que toute la charpente fasciste fut balayée, mais cela est impossible, et il en sera ainsi à travers toute l'Italie... Naturellement la première considération a été le rétablissement rapide de l'ordre et de la loi. Cela ne pouvait se faire qu'avec l'aide de la police italienne. »

... « Il en sera ainsi à travers toute l'Italie. »

Il en fut réellement ainsi. Les Alliés avaient, selon les clauses de l'armistice, « plein pouvoir sur la vie intérieure, économique et militaire du pays ». Ils aidèrent de leur mieux la bourgeoisie italienne à couvrir et à protéger les chemises noires contre le peuple, à maintenir, comme le dit Salvemini, « le fascisme moins Mussolini ».

Mussolini lui-même s'était « échappé » grâce aux carabinieri, police qui obéissait aux ordres du roi et de Badoglio. Le plus grand procès des dirigeants fascistes qui ait eu lieu depuis la « libération » ne commença qu'en janvier 1945 et se termina en février... par l'évasion aussi miraculeuse que celle de Mussolini de l'inculpé principal, le général Roatta, un des principaux chefs de l'office d'espionnage (S.I.M.) et de l'OVRA (la Gestapo italienne).

Les quelques audiences du procès jetèrent une lumière définitive sur la conception alliée de l'« extirpation du fascisme jusqu'à la racine » : « Les agents de l'OVRA défilent en qualité de « témoins » devant la Haute Cour. Ils ne sont pas épurés, ils ne sont même pas déplacés », constate amèrement l'« Avanti » du 9 février 1945. Et le journal communiste — pro-allié et pro-Bonomi — l'« Unità », est obligé de reconnaître le même jour que depuis vingt mois le gouvernement n'avait fait en guise d'épuration que « quatre procès retentissants qui ne résolvent rien ». Maintenant encore, la liste de l'OVRA (comme en France la liste des cagouleurs et de la police secrète) reste... secrète et la plupart des bandits qui ont torturé, incarcéré et tué des centaines de milliers d'êtres, peuvent continuer tranquillement leur besogne.

Les militaires monarchistes et fascistes restent eux aussi à leur place. La « Voce Republicanana » écrivait le 25 janvier 1945 :

« Le maintien ou la nomination d'éléments monarchistes et fascistes à la tête des forces armées a maintenu parmi elles les caractéristiques morales qu'elles avaient acquises sous le régime passé. »

Dans ces conditions, on comprend les réactions du Nord ouvrier qui subit chaque jour la répression de ces mêmes « squadristi » que les Alliés protègent en territoire « libéré ». Le 14 février, l'« Italia libera », l'organe des Républicains, rapportait cette déclaration caractéristique d'un résistant du Nord :

« On dit que des « hiérarques » importants, responsables directs de la catastrophe du pays, continuent à circuler cyniquement dans les rues de Rome. Aujourd'hui la police fasciste, les collaborateurs des Allemands du Nord, se fient à la douceur avec laquelle vous faites l'épuration. J'ai entendu de mes propres oreilles des fascistes et des policiers se déclarer complètement tranquilles pour l'avenir. Ils sont

convaincus que l'arrivée des Alliés coïncidera avec le désarmement de toutes les formations partisans qui constituent la seule chose dont ils aient peur... » (\*).

Le « châtement des criminels de guerre » se traduit dans le langage impérialiste par l'appui constant accordé à la monarchie; l'extirpation du fascisme jusqu'à la racine » se traduit par la protection des assassins fascistes.

Ces méthodes de « démocratisation » de l'Europe apparemment cependant encore insuffisantes : il fallut en outre ramener dans le jeu pour qu'il soit complet, un autre facteur un peu oublié au cours de la guerre : le Vatican.

### 3. — L'heure de l'Eglise, ou le visage de la nouvelle démocratie

L'esprit de rénovation « démocratique » de l'Europe, qui a si bien commencé par le soutien des maisons royales (en Italie comme dans les Balkans), par les pactes avec les cliques militaires et par la protection des fascistes (en Italie et en Allemagne même) ne pouvait être mieux traduit par les impérialistes de la City et de Wall Street que par la volonté de faire renaître de ses cendres, comme élément plus ou moins « populaire », l'ancien centre catholique — élément éminemment souple, élément « d'ordre », jouissant encore d'une certaine popularité. L'appui accordé principalement par l'impérialisme yankee au centre catholique exprime à la fois et l'affaiblissement des partis réformistes traditionnels par rapport à la période qui suivit la liquidation de la première guerre mondiale en Europe — ce qui les rend bien moins utilisables aujourd'hui qu'alors — et la volonté de l'impérialisme de passer si possible dès le début à l'instauration de régimes « d'autorité », de régimes bonapartistes, essentiellement appuyés sur un appareil étatique renforcé et dont le soutien « populaire » serait constitué par des partis pas plus à gauche que le parti du centre catholique.

Les généraux et diplomates anglais et surtout américains, descendants des quakers ou des réformés anglicans, apprennent à présent à suer paisiblement dans leurs uniformes pendant les services religieux officiels mis en scène par les prélats catholiques, non point parce qu'ils ont découvert brusquement que le Pape est effectivement le représentant du Christ sur la terre, mais parce que la Papauté est un des instruments les mieux éprouvés de la politique européenne.

De son côté, l'Eglise, qui comprend vite ses intérêts, est devenue la meilleure alliée de l'impérialisme américain qui lui offre la possibilité d'une véritable renaissance politique. Avec la bénédiction du pape et le visa yankee, Brüning, le pourvoyeur d'Hitler, refait ses valises pour l'Allemagne; Schuschnigg, le dictateur catholique, réapparaît comme par miracle,

tout prêt à se vouer à la « démocratisation » de l'Autriche. Bonomi forme ses coalitions grâce au centre catholique et Franco reste toujours debout, et espère laver ses « péchés » grâce à l'eau bénite vaticane. Il n'en est pas autrement en France, « fille aînée de l'Eglise », où les Suhard soutenaient Pétain et soutien de Gaulle et où tous les démocrates-chrétiens du pays sont déjà devenus ministres.

C'est par l'intermédiaire du Vatican que furent négociées les modalités d'occupation de l'Italie. Salvemini révèle dans la revue américaine « The Nation » (3 février 1945) que « le Vatican a proposé et les Américains accepté le plan d'occupation de l'Italie pour 5 ans — le Vatican aurait demandé 10 ans — pour prévenir le communisme ».

Toute la hiérarchie de l'Eglise s'est mise en branle pour sauver la monarchie. Les socialistes ont révélé qu'une clause spéciale a été insérée dans l'armistice pour le maintien de la couronne, pour protéger les fascistes et les militaires réactionnaires, pour assurer le passage sans secousses du pays vers le nouveau régime « démocratique », que Salvemini a si bien désigné sous le nom de « fascisme moins Mussolini ».

Si le Kremlin a souscrit à tous les plans concernant le sort et le régime de l'Italie, comme nous le verrons plus loin, une rupture s'est cependant produite en ce qui concerne le Vatican. Malgré « la main tendue », le Vatican agit, et pour cause, uniquement comme l'agent de l'impérialisme yankee et il peut jouer un rôle non négligeable dans toutes les combinaisons gouvernementales européennes comme dans toutes les intrigues anti-soviétiques. De là l'attitude de chantage et de menace du Kremlin à l'égard du Vatican, de là aussi la certitude de plus en plus insolente du Vatican que « son heure » de puissance sonne à nouveau au cadran politique.

L'impérialisme américain confie le soin de la « rééducation démocratique » de l'Europe non seulement aux rois et aux généraux réactionnaires, mais encore aux congrégations religieuses et aux partis du Vatican : tel est le visage de la « démocratie » qu'on prépare à l'issue de la deuxième guerre impérialiste.

### 4. — Les mêmes situations appellent les mêmes hommes

La protection de la monarchie, le maintien en place des « hiérarques » et des agents de l'OVRA n'est qu'un aspect de la protection accordée par les impérialistes « alliés » aux « éléments de l'ordre ». L'autre aspect, aussi important, est celui de la reconstitution et de l'intervention de plus en plus audacieuse des forces politiques réactionnaires et fascistes dans la lutte politique, où elles s'apprennent à reprendre au moment décisif la besogne de Mussolini en 1921. On l'a vu en Grèce, où le prétorien Zervas a armé ses bandes contre la classe ouvrière avec l'appui de l'Angleterre, et où les éléments réac-

(\* Les événements ultérieurs ont complètement confirmé ces dires.

Dès avant l'entrée des Alliés dans le nord, le cardinal Schuster se démenait pour sauver Mussolini et ses « hiérarques ». Les partisans se souciaient fort peu des tractations qui avaient été arrangées à cet effet, sous le patronage des Alliés et par l'entremise du Vatican entre le général en chef des partisans Cadorna, et les représentants fascistes. Mussolini fut arrêté et exécuté et en 3 jours plus de 15.000 « hiérarques » payèrent de leur vie leurs forfaits.

Effectivement, depuis leur entrée dans le Nord, les Alliés n'ont plus eu d'autre souci que le désarmement des « partisans » et la protection des fascistes qui avaient échappé à la colère populaire.

tionnaires ont repris solidement les rênes du pouvoir. On le voit en Italie aussi, où les forces monarcho-fascistes relèvent cyniquement la tête : le vieux parti nationaliste — le parti Bleu — qui avait fusionné en 1921 sous le nom de « Mouvement nationaliste » avec Mussolini, revit aujourd'hui sous l'aile protectrice de la mission « alliée ». Les complices du fascisme, les militaires réactionnaires, se sentent protégés non seulement pour leurs actions passées, mais encore pour les nouveaux attentats qu'ils préparent. Un incident caractéristique éclaire largement ce fait. Le 19 février 1945, un groupe de matelots dirigé par des officiers réactionnaires se livra à une véritable attaque contre le journal des réformistes l'« Avanti », sous le prétexte que ce dernier avait attaqué l'armée. Les partis ouvriers ont aussitôt évoqué les souvenirs des premières attaques des chemises noires. Le 22 février, à la suite d'une réunion, un cortège populaire manifesta son indignation contre ces faits devant le Viminal, où se trouve la Présidence du Conseil. Ces événements furent l'occasion pour les monarcho-fascistes de découvrir cyniquement leurs buts et leur jeu. Le 27 février, leur organe, l'« Italia Nuova », publiait cette attaque empoisonnée contre « les petits jeunes gens » qui osèrent manifester dans les rues de Rome contre la Monarchie et les néo-fascistes instigateurs de l'attentat contre l'« Avanti » :

« Chers petits jeunes gens, écrivait l'« Italia Nuova », nous aussi nous voulons qu'aucun particulier ne se substitue à la loi lorsqu'il s'agit de réagir contre les mauvaises actions d'un journal. Seulement nous exigeons que le gouvernement punisse selon les termes de la loi quiconque insulte les forces armées combattantes. En 1920 et 1921, si le gouvernement laissait couvrir de crachats les hommes qui revenaient du front, ce n'était pas qu'il fût faible ou imbécile, mais c'était parce qu'il voulait amener une réaction « saine et spontanée » du pays. Le Président du Conseil qui voulait cela s'appelait Bonomi. La réaction « saine et spontanée », ce fut le fascisme. »

La droite pousse à la répression contre les ouvriers sous le prétexte que si cette répression n'a pas lieu, c'est « le fascisme (la droite elle-même) qui va réapparaître » et s'en charger. Vingt mois après la « libération » la droite reprend du poil de la bête et s'apprête à l'attaque. Entre les masses laborieuses qui s'éveillent à la lutte, et la droite qui se ressaisit, se trouve le même Bonomi de 1921!

Arrêtons-nous un peu et examinons-le en tant que personnalité politique.

Le journal suisse « Des Bund », du 8 mars 1945, écrit de Bonomi qu'il « bénéficie de l'attention de Pie XII, de Roosevelt, de Churchill, de Benedetto Croce et même du communiste Togliatti ». Le professeur Ivano Bonomi, qui bénéficie de toutes ces « attentions », est le même président qui prépara en 1920 le lit du régime de Mussolini; il proclamait à l'époque (comme aujourd'hui) « l'indépendance absolue du gouvernement vis-à-vis des partis en conflit » (il s'agissait alors des socialistes d'une part, et des fascistes d'autre part). Bonomi fut renvoyé par les fascistes triomphants à sa chaire et à ses livres où il put rester tranquillement pendant les 22 ans du régime de Mussolini. Voilà l'homme qui depuis près d'un an est à la tête du pays! Tant il est vrai que les mêmes situations appellent les mêmes hommes! L'« indépendant » Bonomi, lié de longue date à la

Monarchie, fils choyé du Vatican, tremblant de peur devant les « excès » des ouvriers et ayant le prestige d'un vague opposant à Mussolini du fait qu'il avait été purement et simplement tenu à l'écart, était le meilleur successeur possible du discrédité Badoglio. Il représentait à la fois la « nouvelle démocratie », avec toute sa servilité envers la couronne, sa peur de la révolution, son obséquiosité devant l'Eglise et l'habitude, contractée de longue date, de capitulation devant le fascisme. Voilà l'homme rêvé pour les alliés, qui durent se défaire contre leur gré de Badoglio...

Que Roosevelt et Churchill s'appuient sur Bonomi pour sauver les privilèges des hiérarches, de l'Eglise et de la couronne, ce n'est pas étonnant. Mais comment se fait-il qu'on retrouve dans ce concert — où ne manque pas le Pape lui-même — les représentants de la « gauche » avec leur tête Palmiro Togliatti (Ercoli)? Ceci, nous allons le voir en examinant la position des partis stalinien envers les problèmes de la « libération » alliée et de ses conséquences.

## 5. — La situation économique et « les partis démocratiques »

En Italie, comme dans toute l'Europe libérée, les ravages de la guerre impérialiste accentuèrent la situation désastreuse du pays et rabaisèrent encore davantage le niveau de vie des masses laborieuses, déjà terriblement éprouvées sous le régime fasciste.

Évalué au prix actuel de la lire, le montant des dégâts subis par l'Italie s'élève à plus de 1.000 milliards de lires. Une évaluation encore incomplète estime que le travail de reconstruction exigerait 800 millions de journées de travail, car on a détruit plus de 1/8<sup>e</sup> des chambres habitables, plus de 1/5<sup>e</sup> des immeubles industriels, 50 p. c. du parc automobile; 80 p. c. du matériel ferroviaire (locomotives et wagons), 90 p. c. de la marine marchande, ainsi que 20.000 ponts. En outre, 90 p. c. des réserves forestières de l'Italie méridionale et centrale ont été anéanties et plus de la moitié du cheptel a été tué.

La paralysie de l'économie et la rareté des produits font monter chaque jour les prix et la planche à billets fonctionne en permanence (la circulation fiduciaire est passée en 10 ans, de 1935 à 1945, de 12 milliards de lires à 300 milliards d'après l'« Economist » du 2 février 1945). Le salaire moyen à Rome d'un ouvrier qualifié est de 150 à 250 lires par jour, alors que le pain à la taxe coûte 15 lires, et qu'au marché noir, le seul marché réel, les produits de base de l'alimentation atteignent, comme partout, des prix prohibitifs pour les ouvriers : le pain est à 100 lires le kg., les pâtes à 220 le kg., la viande à 700 lires, le beurre à 900 lires (à Rome).

Le chômage généralisé au milieu d'un pays à reconstruire, l'incapacité totale de la bourgeoisie italienne de faire autre chose que de trôner sur le marasme, les prélèvements opérés par les diverses armées d'occupation, aggravent chaque jour les conditions de vie des masses.

L'Italie fut le premier pays où les contradictions accumulées par le fascisme et la guerre ont montré leur caractère explosif dès mars 1943, lors de la grève générale du Nord ouvrier. Depuis lors, comme nous l'avons vu, le pays a été volontairement partagé en deux tronçons qui ont eu pendant ces derniers vingt mois une évolution politique différente.

Dans le Sud de la péninsule et dans le Centre, les partis politiques, les syndicats ouvriers ont réapparu à la lumière du jour et les luttes politiques ont dès à présent révélé les instruments et les moyens que la bourgeoisie et ses patrons « alliés » entendent utiliser pour maintenir leur dictature. Cependant, presque dès le début, une « trêve politique » et une collaboration effective s'établit entre le gouvernement patronné par les « alliés » et la coalition (dans le « Comité de Libération Nationale ») des six partis « démocratiques » : parti libéral, démocrate-chrétien, démocrate du travail, partis d'action, communiste et socialiste. La trêve ne fut en réalité qu'une série de capitulations de ces partis devant les citadelles de la réaction, malgré la croissance de la combattivité révolutionnaire des masses.

Les partis bourgeois libéral, démocrate-chrétien et démocrate du travail, partis du centre, apportèrent tout leur concours à Badoglio comme aux cabinets Bonomi nommés avec la bénédiction de la Couronne. Le parti bourgeois républicain (centre) resta anti-gouvernemental en maintenant ouvertement sa position anti-monarchiste; d'autres partis se situant à droite restèrent en dehors des combinaisons gouvernementales actuelles.

Parmi les six partis du C.L.N., le Parti d'Action, parti petit-bourgeois, issu du mouvement antifasciste « Giustizia e libertà », et qui par sa composition et par son orientation rappelle les anciens « socialistes-révolutionnaires » russes, a rompu — certes d'une façon inconsciente — ensemble avec les « réformistes », la trêve de la capitulation devant la monarchie. Tout en collaborant avec Bonomi, les actionnistes dénoncèrent les agissements de la monarchie, la farce de l'épuration, la protection des fascistes. A la constitution du deuxième cabinet Bonomi, en décembre 44, ils rompirent la coalition gouvernementale (tout en restant dans le C.L.N.) et ils aiguèrent leur position anti-monarchiste et anti-Bonomi.

Le parti réformiste, aussi pusillanime que possible, tout en s'opposant à la Monarchie, à Badoglio et à Bonomi, n'a rompu lui aussi la coalition qu'en décembre. Sa politique s'est traduite par une opposition verbale aux agissements criminels des impérialistes alliés. Cependant même cette politique semble « audacieuse » si on la compare à la politique du parti stalinien.

Dès octobre 1943, lors de la formation de la Commission Méditerranéenne Alliée, Staline apposa sa signature aux plans contre-révolutionnaires appliqués par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en Italie. Vychinski et Bogomolov apprirent aux staliniens ahuris qu'il fallait se contenter en Italie d'un gouvernement Badoglio. En avril 44, Ercoli, retour de Moscou, expliqua, avec son cynisme habituel, au correspondant du « Times » à Naples (6 avril), « qu'en tant que communistes (?) nous savons que pour diriger une division on a besoin d'un général et pour un bateau de guerre d'un amiral. Nous sommes prêts à utiliser cette compréhension des choses. »

Les agissements contre-révolutionnaires de Badoglio, son incapacité de trouver une base quelconque dans les masses et l'hostilité complète du peuple contre Victor Emmanuel, n'empêchèrent pas du tout Ercoli de soutenir la camarilla et ses généraux : Ercoli se chargea même de demander aux réformistes et au Parti d'Action de soutenir Badoglio et « d'élargir la base gouvernementale afin de la transformer

en un gouvernement national (?) auquel tous les partis et toutes les classes prendraient part (?) ». Après avoir soutenu Badoglio et lutté non contre la Monarchie, mais simplement pour le renoncement au trône de Victor Emmanuel en faveur du prince Humbert, les « communistes » soutinrent Bonomi, acceptèrent de « collaborer loyalement avec lui » et l'aiderent à former son deuxième cabinet en décembre 44, malgré le retrait du Parti d'Action et des réformistes de la coalition gouvernementale.

Le P. C. trouva cette fois comme prétexte à son attitude le fait « qu'il était impossible d'obtenir la majorité contre Bonomi... à l'intérieur des six partis du C.L.N. »!

En février 45, après le scandale Roatta et l'attaque contre l'« Avanti », le gouvernement chancelait à nouveau dangereusement sur ses fondements; le 22 février, avant la manifestation devant le Viminal, lorsque le bureaucrate Novella harangua la foule au nom du P. C., de nombreuses voix se sont élevées dans la foule excédée « pour demander que le parti communiste manifeste sa solidarité, non par des mots, mais par des actes, en sortant du gouvernement » (« Epoca », socialiste indépendant). On vit alors les staliniens jouer cyniquement sur les deux tableaux : d'une part pour sauver le gouvernement, d'autre part pour ne pas se couper des masses. Le correspondant du journal « Observer », du 11 mars, révèle aussi cette duplicité :

« Jeudi — note l'« Observer » — pendant que des protestations de masse avaient lieu contre l'évasion de Roatta, le Parti (communiste) se démena pour le mieux dans les deux camps : Togliatti appuya de tout son prestige le programme du gouvernement, de renforcement de l'autorité à l'intérieur, tandis que Spano (chef de l'organe central l'« Unita ») participa comme dirigeant à la manifestation demandant le renversement du gouvernement. »

Tandis que le « programme d'action socialiste-communiste » (publié le 10 février 45 par l'« Unita » et l'« Avanti ») porte en guise de revendications les habituelles demandes vagues de « révision de l'appareil militaire, grâce à l'épuration », « d'impôts sur les riches », sans plus de précision, et de « revalorisation des salaires », qui doivent être ramenés « en équilibre par rapport au prix de la vie », de l'aveu même du journal bourgeois l'« Observer », déjà cité, les staliniens « se soumettent silencieusement dans le gouvernement à des mesures impopulaires comme l'augmentation du prix du pain », et en même temps que la vague de mécontentement gagne des couches de plus en plus larges, le parti « communiste » fait lui aussi chorus avec les défenseurs de l'« ordre » pour demander le « renforcement de l'autorité gouvernementale » grâce aux mesures répressives et policières!...

Cependant, un facteur nouveau extrêmement important, menace de jeter le trouble dans cette mare à grenouilles : la libération du Nord ouvrier.

## 6. — Une « répétition des événements de Grèce »

Au fur et à mesure que le gouvernement bourgeois s'approcha des grands centres ouvriers, de Brindisi à Rome, en passant par Naples, il dut perdre en che-

min le maréchal Badoglio pour le remplacer par Bonomi et le roi Victor Emmanuel pour lui faire succéder, ne serait-ce que pour la forme, le prince Humbert.

Après la « capitulation sans conditions », les Alliés firent tout ce qu'ils purent pour consolider leur marionnette Badoglio au pouvoir : chantage économique envers les masses, combinaisons de couloirs, marchandages avec les leaders de l'opposition. Le 13 octobre 43, les Alliés proclamèrent l'Italie cobelligérante afin de donner à Badoglio une base plus solide et lui permettre de reconstituer l'armée, arme essentielle non pas tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Badoglio commençait à prendre confiance, et en novembre il assurait que :

« Le gouvernement actuel a clairement défini sa tâche qui est celle de conduire le pays JUSQU'À CE QUE LA PAIX SOIT GAGNÉE. ALORS SON MANDAT CESSERA. »

Cependant le discrédit du cabinet était si manifeste, et la pression révolutionnaire des masses, à Naples, si puissante, que le leader actionniste, le comte Sforza, qui avait déclaré à son départ de New-York « que ce serait presque une trahison que de ne pas soutenir Badoglio », dut se rétracter ouvertement un mois plus tard, le 22 novembre, à Naples, et accuser Badoglio de « reconstituer un mouvement royaliste, clérical et néo-fasciste ».

Aujourd'hui, un problème dix fois plus complexe se pose devant la bourgeoisie : la libération du Nord ouvrier, le véritable foyer révolutionnaire de l'Italie.

En effet, 70 p. c. de la population ouvrière de la péninsule se trouve concentrée dans le Nord (soit près de 3 millions d'ouvriers). En 43, le Nord produisait les 4/5<sup>es</sup> de toute la production industrielle de l'Italie, notamment 70 p. c. de la production de machines, 65 p. c. de celle du ciment, 80 p. c. de la laine et de la rayonne, 90 p. c. de la production de la soie. Traditionnellement, le Nord a toujours joué le rôle moteur dans l'histoire italienne. Mussolini essaya après l'instauration de sa « République néo-fasciste », de mâter la résistance ouvrière — qui s'était montrée si violente dès mars 43, lors de l'explosion de la grève générale — et de combiner des mesures répressives inouïes avec un soi-disant programme de « socialisme fasciste ». Un journal bourgeois sérieux, l'« Europa Kabel », expliqua en mars 44 que les fameuses lois « nouvelles » des chemises noires ne mettraient, comme de bien entendu, rien de fondamental en jeu, qu'il ne s'agissait en l'occurrence « que de la prise en charge par l'Etat de certaines entreprises » et évidemment qu'il « n'est même pas question d'une neutralisation quelconque du capital ». Les bourgeois ne s'y trompèrent d'ailleurs pas. Les ouvriers non plus : la lutte contre

le nazi-fascisme et contre les magnats de l'industrie italienne devint chaque jour plus acharnée dans le Nord. Aujourd'hui plus de 100.000 « partigiani » armés luttent dans le Nord malgré la répression fasciste, malgré le fait que le nazisme qui s'effondre « trouve encore des troupes pour les envoyer contre les partisans », malgré enfin le sabotage systématique des « Alliés ».

Les « partisans », comme les larges couches ouvrières, ont compris en outre le rôle sinistre et puillanime du gouvernement « démocratique » de Bonomi. Les « Alliés » savent que la vague révolutionnaire « monte très haut dans le Nord » (« Daily Telegraph », 10-4-45) et que l'on assistera à un conflit inévitable entre les ouvriers et le « gouvernement provisoire », comme les journaux suisses ou anglais l'ont répété des dizaines de fois.

Dans une expression devenue courante, « on s'attend à une répétition en Italie des événements de Grèce ». Comme avant l'entrée à Rome, les Alliés essayent à nouveau de renforcer Bonomi en accordant (27 février 45) « plus d'indépendance au gouvernement et en limitant l'action de la Commission alliée ».

Cependant, on prévoit déjà qu'il faudra peut-être perdre en route Bonomi et le prince Humbert, comme on a déjà perdu auparavant en chemin Badoglio et Victor Emmanuel. C'est en prévision de cet événement que les socialistes et le Parti d'Action ont quitté le cabinet Bonomi ; c'est devant ces événements que les stalinien ont fait une nouvelle cabriole et ont défini une « nouvelle orientation ». Le 10 avril 1945, le vice-président du cabinet Bonomi, le chef des stalinien italiens Ercoli, a déclaré qu'après la libération du Nord « les communistes devraient conduire le pays, au moyen d'élections générales, vers un complet renouveau démocratique », et il a ajouté que le rôle du prince Humbert devra prendre fin en faveur... d'une Commission de Régence Civile!

Ercoli sait parfaitement que la réunion du Nord de l'Italie renforcera puissamment les partis ouvriers et les mettra « volens-nolens » devant des responsabilités auxquelles ils ne pourront pas se dérober facilement. Le P. C. entend tromper dès maintenant les ouvriers du Nord et les partisans en leur promettant le « renouveau démocratique » sous l'égide... d'une Régence civile garante des « droits » de la Couronne! Cette sinistre dérision permet au journal socialiste « Avanti » de reprocher à Ercoli d'avoir été lui-même depuis longtemps « l'auteur du compromis avec la monarchie, qui prolonge l'influence dont se plaint le même Ercoli », avec un tel retard (\*).

(\* Les Alliés firent l'impossible pour isoler le Nord ouvrier, étouffer ce foyer de révolution prolétarienne, et y imposer la monarchie et le valet Bonomi.

Après l'exécution de Mussolini et des fascistes par les « partisans », le 30 avril 1945, les officiers de l'armée allemande du Nord se dépêchèrent de capituler afin de se mettre sous la protection des Alliés.

Les Alliés : a) établirent un cordon sanitaire autour des provinces du Nord, interdisant tout déplacement du nord vers le sud de la péninsule et vice-versa; b) les tribunaux populaires furent dissous et l'épuration fut arrêtée; c) les « partisans » furent sommés de rendre les armes en même temps que les officiers des S.S. « prisonniers » étaient officiellement autorisés à garder leurs revolvers; d) l'état de siège et le couvre-feu furent mis en application.

Malgré le « cordon sanitaire », le prince Humbert fut le premier autorisé à se rendre dans le Nord; il fut

La jeune section de la IV<sup>e</sup> Internationale en Italie, le Parti Ouvrier Communiste, dénonce impitoyablement la fausse orientation du C.L.N., des socialistes et des stalinien supporters des Bonomi. Le P.O.C. concentre son agitation sur le slogan : « Pour un gouvernement socialiste-communiste », qui remplace le cabinet Bonomi, afin de mieux mettre en lumière devant les yeux des masses la politique réelle de trahison et de capitulation des stalinien et des réformistes devant la monarchie et ses patrons alliés.

Les événements qui se préparent en Italie, rendront toute sa vigueur au mot d'ordre central du « gouvernement socialiste-communiste » sur la base du programme minimum d'abolition de la monarchie, de la chasse aux fascistes, de la restauration des libertés démocratiques, des élections immédiates à la Constituante et de l'armement du peuple.

\* \* \*

Nous allons passer maintenant à l'analyse des événements de Roumanie qui ont suivi un cours différent sous l'occupation soviétique; ces aspects différents de la situation nous faciliteront ensuite une conclusion d'ensemble.

## II. — L'OCCUPATION SOVIETIQUE

### EN ROUMANIE

*« Les vieux et familiers problèmes des Balkans réapparaissent sous une forme qui n'est que partiellement nouvelle; et ils menacent de créer des troubles internationaux. »*

(L'Economist, 10-3-45.)

#### 1. — Un accès contre-révolutionnaire

##### sur les arrières de l'Armée Rouge

L'entrée de l'Armée Rouge à Bucarest le 31 août 1944 a été accueillie avec une explosion de joie par les masses laborieuses et avec une colère impuissante par les cercles dirigeants du pays. Le mur insurmon-

table que la bourgeoisie roumaine avait élevé entre la Roumanie et l'U.R.S.S. s'effondra brusquement et pitoyablement.

Cependant la bourgeoisie roumaine s'adapta vite au nouvel état des choses : pendant des mois, la camarilla avait mené des négociations secrètes seulement avec Londres et Washington pour se préparer à changer le fusil d'épaule, mais devant la catastrophe militaire inévitable, la couronne ne se gêna évidemment pas de changer d'orientation à toute allure et d'accepter les conditions d'armistice de l'U.R.S.S. La monarchie comprit rapidement qu'elle avait une chance de sauver ses privilèges si elle ne lâchait pas pied devant le désastre et si elle s'entendait avec la bureaucratie du Kremlin. Son calcul ne s'avéra pas faux : huit mois après l'occupation soviétique, la couronne « reconsolidée » patronne toujours les destinées d'un pays qu'elle a saigné à blanc, d'abord sous la protection de tous les impérialismes, ensuite sous la tutelle « généreuse » du Kremlin.

La revendication démocratique élémentaire, le renversement de la monarchie et l'établissement de la République, si elle a été partout combattue et ouvertement sabotée par les « Alliés », n'a pas été non plus soutenue par l'U.R.S.S. En fait, toute la politique du Kremlin s'est ramenée sur ce chapitre à une véritable capitulation délibérée devant ces citadelles de la réaction. En Italie, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Grèce même, pour mystifier les masses, les stalinien se sont contentés de soutenir par « opposition à la royauté » la formation des « Régences civiles » avec un représentant « communiste » devenu ainsi en fait le gérant et le garant de l'institution monarchique!

Cette capitulation ressort — comme nous allons le voir — encore plus crûment en Roumanie. Dès l'entrée de l'Armée Rouge dans ce pays, Molotov précisait que « l'U.R.S.S. n'entendait nullement changer les bases sociales de la Roumanie ». Le 17 août 44, alors que les armées soviétiques contrôlaient déjà presque la moitié du pays et que les combats continuaient, une déclaration officielle soulignait que les services de police « réguliers » continuaient à fonctionner comme par le passé dans le territoire occupé par l'U.R.S.S. L'armistice conclu le 12 septembre 1944 — après l'occupation du pays tout entier —

reçu si « chaleureusement » à Milan, qu'il dut déguerpir après 24 heures : des coups de feu furent tirés sur les fenêtres de son hôtel. Humbert s'empressa de retourner à Rome.

Malgré l'état de siège, les appels aux partisans à rendre les armes et les menaces de toutes sortes, les Alliés n'ont pas réussi à étouffer la combattivité des masses et à leur faire accepter le retour de la monarchie et la reconnaissance de Bonomi. C'est devant ces réalités que les « démocrates » impérialistes anglo-américains montrent tout le caractère de leur intervention contre-révolutionnaire. En désespoir de faire plier le cou aux masses sous le joug de l'état de siège, les « Alliés » préparent une véritable provocation contre le Nord ouvrier. Comme en Grèce, on commence à dénoncer les « partisans » et on s'apprête fébrilement à massacrer les éléments révolutionnaires. Les chars et l'aviation alliés sont prêts à apporter aux masses torturées du Nord ouvrier une démonstration des intentions « démocratique » des brigands de la City et de Wall Street.

En même temps, les patrons « alliés » de l'Italie font l'impossible pour s'en tenir à la formule d'un gouvernement du type Bonomi.

Le seul « changement » qu'ils acceptent, à la rigueur, de réaliser, c'est celui du remplacement de Bonomi par Alcide de Gasperi; un tel « changement » n'est qu'une simple escroquerie politique : De Gasperi représente la même politique que Bonomi. Cependant, tandis que Bonomi est un sans-parti, de Gasperi est le porte-parole des démocrates-chrétiens, membre du C.L.N. Les chefs « socialistes » et les chefs « communistes » s'approprient déjà à capituler et à accepter la comédie du remplacement de Bonomi par Gasperi, au lieu de dénoncer la provocation qu'on trame dans le Nord contre la classe ouvrière, et la farce sinistre qu'on met en scène dans les coulisses gouvernementales à Rome.

gardait en place non seulement la police et les généraux, mais aussi leur couronnement naturel : la monarchie. Le pouvoir fut confié par la Commission soviétique de contrôle au même roi Michel qui avait dirigé la guerre contre l'U.R.S.S. et à une équipe de généraux réactionnaires ayant à leur tête le général Sanatesco, un des massacreurs d'Odessa et de Tiraspol. Comme corollaire à la déclaration de Molotov du début du mois d'août, le Kremlin précisa que « l'U.R.S.S. ne désirait que l'ordre et la tranquillité sur les arrières de ses lignes », car la guerre continuait.

Assurée ainsi de la protection de Staline, la camarilla royale procéda immédiatement à une véritable offensive contre-révolutionnaire dans le pays, en même temps qu'elle couvrait de son autorité renforcée les fascistes et les saboteurs maintenus sur place à tous les échelons de l'appareil étatique :

« ... Les Russes étaient prêts à collaborer avec les généraux qui avaient déjà servi sous Horthy, Antonesco et le roi Boris, et qui étaient opposés à la politique axophile de leurs maîtres — note le 5 mars 45 le correspondant balkanique du journal suisse « Der Bund ». Mais précisément dans les pays où l'administration était de plus pénétrée d'éléments fascistes, ce besoin (russe N.M.) d'ordre à tout prix rendit une épuration radicale impossible, car elle eût entraîné inévitablement une désorganisation de l'appareil étatique. »

Il arriva en conséquence « que les fonctionnaires que l'on avait chargés de l'exécution des conditions de l'armistice se trouvaient être d'anciens membres de la Garde de Fer ou de zélés collaborationnistes », qu'un ministre de l'Intérieur fut pris en flagrant délit de recel des légionnaires anti-russes » et que « des membres de nouvelles sociétés qui se sont fondées pour encourager les rapports d'amitié avec l'U.R.S.S. étaient les mêmes qui avaient fait partie des sociétés analogues pour cultiver les bons rapports avec l'Allemagne nazie » (id.). Telle fut, dès le début, la rançon normale et immédiate de la politique « d'ordre » prônée par Staline-Molotov.

Si le rôle de la bureaucratie soviétique n'apparut et n'apparaît qu'obscurément dans la conscience troublée des masses, la réalité économique et politique dans le pays — l'aggravation des conditions de vie, le lourd tribut de l'armistice, comme l'insolence des attaques répétées de l'appareil étatique monarchico-fasciste — renforcèrent le mécontentement des larges couches laborieuses et aiguïsèrent l'instabilité sociale dans le pays. Comme par ailleurs, les généraux réactionnaires poursuivirent de pair le sabotage de l'effort de guerre soviétique et nouèrent des intrigues aussi bien avec les Alliés qu'avec l'Allemagne, Staline se vit obligé en l'espace de six mois (de fin août 44 à fin février 1945) de renvoyer trois cabinets dirigés par des généraux (2 cabinets Sanatesco, 1 cabinet Radesco) d'une part pour s'assurer des instruments plus dociles et plus soumis, d'autre part pour essayer de crever l'abcès anti-soviétique que les généraux et la camarilla avaient fait éclore sur « les arrières de l'Armée Rouge ». Finalement, Staline dut abandonner les généraux et pousser au pouvoir, après de violentes manifestations qui se déroulèrent dans le pays, une équipe plus indépendante de la camarilla, équipe qui tout en représentant pour le moment une soupape de sûreté pour

la colère des masses, était en même temps entièrement soumise aux besoins du Kremlin.

La politique d'appui, principalement sur les généraux réactionnaires « apolitiques » — représentants de l'appareil militaire policier et bureaucratique — aboutit en l'espace de six mois à une complète faillite sur tous les plans.

Il s'avéra ainsi, et cette vérité s'affirmera dans l'avenir, que chaque coup porté contre les masses laborieuses du pays devenait nécessairement un coup porté contre l'Armée Rouge : Staline ne pourra sortir à sa guise de ce cercle vicieux.

## 2. — La répétition

### du « bloc des quatre classes »

Les deux principaux partis bourgeois du pays : le parti libéral de Bratiano et le parti national-paysan de Maniu, réapparurent sur l'arène politique à l'effondrement du « conducator » Antonesco. Leur opposition à la dictature avait tiré toute sa substance du fait que ces deux soi-disant partis « historiques » étaient (et restent) liés par une infinité de liens aux impérialistes anglo-saxons hostiles évidemment à l'inféodation du pays à l'Allemagne. Là s'arrête tout le caractère « démocratique » de la politique de Bratiano et de Maniu, le premier, agent des banques et du crédit hypothécaire agraire, le second, représentant typique du capital étranger et d'une fraction du capital industriel comme aussi des koulaks.

Staline ne put naturellement pas faire de ces partis, ni des exécuteurs fidèles des clauses de l'armistice, ni des éléments décidés à s'accommoder d'une orientation exclusive pro-U.R.S.S. sur le plan de la politique extérieure. Comme avec les généraux, la rupture se consumma entre les Bratiano et Maniu d'une part, et la bureaucratie du Kremlin.

Staline dut passer à l'attaque contre ces éléments hostiles ou peu sûrs, et confier la gérance du pays, comme en Yougoslavie et en Bulgarie, à un instrument politique — pour le moment entièrement à sa dévotion — le « Front national démocratique ».

La création du « Front » roumain — comme le front national bulgare ou yougoslave — fut l'œuvre du parti communiste, qui pour l'occasion, jeta complètement par-dessus bord, même les reminiscences d'un programme révolutionnaire.

La plate-forme politique du « Front » : « la continuation de la guerre au côté de l'U.R.S.S., l'exécution des clauses d'armistice, la démocratisation du pays, réforme agraire et épuration » rassembla « volens nolens » outre les socialistes réformistes, les socialistes adhérant au Bureau de Londres et les partis bourgeois sans base de masse, certaines fractions des « partis historiques » et un bon nombre d'arrivistes de tout calibre et de politiciens bourgeois compromis.

A dix-huit ans de distance (1927-1945), Staline réédita à l'usage des Balkans sa fameuse politique du « bloc des quatre classes » qui avait si tragiquement mené en Chine à l'étranglement de la révolution proïtarienne. Toutefois, la « réédition » ne correspondait pas tant à des souvenirs historiques utilisés plus ou moins à propos, qu'à la nécessité : 1° d'em-

pêcher le processus de radicalisation révolutionnaire des masses par la réalisation, même tronquée, d'une série de revendications démocratiques élémentaires; 2° de concilier l'immixtion dans les affaires intérieures roumaines de la diplomatie soviétique avec le maintien du pays sur des bases capitalistes; 3° d'exclure de la vie politique active tout élément politique important capable de faire le jeu des impérialistes étrangers.

C'est ainsi qu'au bout de six mois de tentatives d'appui sur la droite — la camarilla, les généraux et en partie sur les nationaux-paysans — Staline dut déplacer son point d'appui vers le « Front national » qui malgré son faible poids dans les masses, restait seul utilisable.

Amené au pouvoir à la suite de manifestations de masse contre Radesco, que Vichynski renvoya en hâte (le 28 février 45), le Front national réalisa un cabinet qui traduisait toute l'inconsistance du « bloc de quatre classes » et d'autres escroqueries politiques du même genre.

Staline s'empressa d'abord de sauver le roi du sort de ses généraux ministres, non pas à cause de sa plus grande maléabilité — ceci n'a jamais été mis en doute — qu'à cause de l'utilité qu'il continuait à avoir comme alibi aussi bien envers les « Alliés » — pour les tranquilliser — qu'envers les masses pour justifier l'inefficacité et la timidité des réalisations gouvernementales.

La présidence du Conseil fut confiée à Petru Groza, « stalinisant », propriétaire terrien et leader d'un parti agrarien petit-bourgeois sans aucune racine dans les masses. Au poste de vice-président et de ministre des Affaires étrangères fut appelé Tataresco, transfuge des libéraux et politicien véreux, qui fut le premier ministre du roi Carol depuis 1933, dictateur de 1939 à 1940, fondateur du parti unique auquel appartiennent les Gardes de Fer fascistes, le premier à s'orienter ouvertement vers l'Allemagne, dès juillet 1940; son opposition à Antonesco, ne fut qu'affaire de simple concurrence. Groza et Tataresco sont des membres du F.N. « contrôlés » par les staliniens; « contrôlés » qui tournent et tourneront toujours selon la direction où souffle le vent.

Sur les 19 portefeuilles du cabinet Groza, 4 appartiennent aux communistes, 2 aux socialistes réformistes, 1 aux socialistes adhérant au Bureau de Londres, le reste aux « contrôlés » du genre de Tataresco ou de Groza.

Les 4 communistes, qui détiennent les postes de commande — intérieur, justice, communications et propagande — sont les prisonniers impuissants aussi bien de leur politique petite-bourgeoise et du patronage contre-révolutionnaire de la bureaucratie que de leurs propres associés du F.N. et de la couronne, à laquelle ils sont liés en leur qualité de « ministres du roi ».

Le cabinet Groza, émanation du F.N., n'est que le reflet d'une misérable politique de dosages et de combinaisons grotesques; les « communistes » détiennent le triste rôle d'agents de transmission des volontés de la bureaucratie, et non des leaders de la Révolution.

Staline s'empressa de soutenir de tout son poids le nouveau cabinet: le 15 mars, la Transylvanie du Nord fut « restituée » à la Roumanie — (cette terre n'est d'ailleurs pas plus roumaine qu'hongroise),

Vichynski expliqua alors à Cluj, à l'issu d'un « Te Deum » de grâces célébré à l'occasion, que Moscou avait accordé à Groza ce qu'elle avait refusé à Radesco, car la Roumanie, a-t-il dit, « n'avait pas eu jusqu'à présent un gouvernement capable d'assurer « l'ordre, le calme et la discipline dans le pays ».

C'est là tout le programme des préposés de Staline aux « affaires roumaines ». C'est là tout le programme « révolutionnaire » de la nouvelle édition du bloc des quatre classes...

### 3. — L'épuration

Une épuration radicale des éléments monarchico-fascistes était une mesure de salubrité indiscutable non seulement à cause de la « tranquillité sur les arrières de l'Armée Rouge », mais aussi à cause de la terreur que ces éléments ont toujours exercée contre le peuple roumain. Cependant, l'épuration n'avança que très lentement jusqu'en février 1945; et pour cause, car la bureaucratie du Kremlin avait d'abord essayé de s'entendre avec la droite. Si on n'a pas épuré — écrit « Der Bund » du 5-3-45 — « c'était par égard pour ceux qui aujourd'hui crient le plus fort contre la lenteur de l'épuration — les occupants russes! Jusqu'à présent, ajoute le correspondant, la Commission russe d'armistice s'est contenue dans une réserve qui mérite d'être notée. Elle a évité de s'intégrer dans les affaires intimes de la Roumanie et elle a même repoussé assez froidement quelques tentatives de rapprochement des communistes roumains. »

Reposant sur son accord avec la droite, la bureaucratie n'avait calculé ni avec l'insolente audace des éléments monarchico-fascistes, ni avec l'intensité de la réaction populaire: ce furent précisément ces facteurs qui obligèrent le Kremlin à changer d'orientation. Encore peu de temps avant son renvoi, Radesco osait haranguer les ouvriers en ces termes:

« Mélez-vous de ce qui vous regarde. Vous n'êtes pas faits pour vous occuper des affaires publiques. Contentez-vous de bien travailler. »

Or, Radesco n'avait pas été nommé premier ministre par la volonté et la grâce de Dieu, mais bien par la volonté du roi Michel, qui reste toujours à la tête du pays, et par la grâce de Staline. Les manifestations qui se déroulèrent le 28 février à Bucarest et dans d'autres villes importantes du pays, montrèrent par leur ampleur la colère que soulève dans le peuple les manigances de l'appareil.

L'intervention ouverte de Vichynski dans la crise roumaine permit à la presse bourgeoise d'ergoter sur le fait que l'intervention avait été « unilatérale », alors qu'elle aurait dû être précédée d'un accord entre les « trois grands »; et de laisser entendre que l'intervention de Vichynski aurait eu un caractère « révolutionnaire ». A ces insinuations hypocrites, le Kremlin répondit par un aveu cynique qui éclaira parfaitement sa politique:

« L'évolution démocratique dans tous les pays est sujette à des contradictions internes. Si elles sont surmontées de telle façon que ce soit UNE VICTOIRE POUR LA DEMOCRATIE (lisez pour la bourgeoisie (N.M.), UNE VICTOIRE POUR LA CAUSE ALLIÉE, que viennent faire alors les critiques?... » (« Izvestias » du 22 mars 45).

\* \* \*

Ce n'est qu'après la rupture forcée avec la droite et l'appareil étatique roumain, comme avec les partis « historiques » que les staliniens s'aperçurent de la nécessité de l'épuration. L'épuration commença par une préparation bien orchestrée et 263 députés, une première fournée, furent mis sur la sellette.

Cependant, personne ne peut oublier que tant que la monarchie et ses hommes de main à la Tataresco resteront à la tête du pays, l'épuration ne pourra atteindre que tout au plus certains fascistes déclarés, et certains agents particulièrement gênants de l'impérialisme anglo-américain, mais elle ne pourra jamais, en dépit de ses allures radicales, atteindre le fascisme à la racine. Les événements ultérieurs le prouvent encore une fois, même si entre-temps l'épuration coûte la tête à quelques comparses d'une importance plus ou moins grande. Cette « épuration » n'est, elle aussi, que de la poudre dans les yeux des masses.

#### 4. — La situation économique et la réforme agraire

Sous le rapport économique certaines clauses de la convention d'armistice pèsent d'un poids supplémentaire sur les épaules des couches laborieuses : les 300 millions de dollars exigés par Staline — au mépris de la fameuse parole du temps de Lénine : « pas d'indemnités ni d'annexions » — sont extorqués par l'entremise de l'appareil aux masses et non au roi, aux églises, ou aux banques que personne n'a proposé d'exproprier ; et les autres conséquences de la guerre, les mêmes que partout, ajoutent leur pression sur les masses ; circulation fiduciaire énorme, manque de main-d'œuvre (ce qui en beaucoup d'endroits n'a pas permis de faire les semailles) désorganisation des transports, mobilisation générale depuis plus de cinq ans, etc.

Si les deux catégories de prix (industriels et agricoles) ont largement augmenté, l'écart entre eux, comme dans tous les pays du Sud-Est, est devenu énorme. Fin mars « on payait à Bucarest — d'après le « Zürcher Zeitung » du 1<sup>er</sup> avril 45 — l'œuf 20 lei, le kilo de viande 160 lei (400 au marché noir), le kilo de sucre 172 lei (550), le kilo de beurre 800 lei, le salami 2.500 lei. En même temps, on paye la paire de chaussures d'homme 16.000 lei, de femme 18.000 lei, et le complet masculin atteint jusqu'à 100.000 lei ! » Les mêmes marchandises coûtaient en 1936-39 : l'œuf 2 lei, la viande 48 à 22 lei, le sucre 33 lei, les chaussures 400 lei et le complet 5.000 lei. La moyenne se situe pour les produits agraires de 5 à 10 fois les prix de 39 ; pour les produits industriels, de 25 à 40 fois et plus, les prix de 39. Cependant les salaires restent à un niveau extrêmement bas, et l'aggravation des conditions de vie est d'autant plus accentuée que dès avant la guerre la situation des masses laborieuses des villes comme des campagnes était proprement intenable.

Le petit paysan devenu « propriétaire » après la réforme agraire de 1920-1921 a été rendu l'esclave des banques et des usuriers. Pendant l'entre-deux guerres, les seuls produits industriels qui pénétrèrent dans les campagnes furent non les batteuses, mais les tonneaux à alcool. Le problème de l'émancipation de la paysannerie roumaine n'est pas tant dépendant du partage de la terre que de l'expropriation

des banques et de la socialisation de l'industrie. Quoique la pression politique et sociale pour la distribution de la terre ait été irrésistible — dans tous les Balkans et particulièrement en Hongrie — la solution à la misère des campagnes ne peut être trouvée simplement dans une « réforme agraire » — réforme qui d'ailleurs n'affecte que les terres de certains collaborationnistes, ne touche pas l'Eglise et la Couronne, et dont le repartage est assuré par-dessus la tête des paysans. Ces mesures, déjà appliquées par la bourgeoisie à l'issue de l'autre guerre, ne sont en réalité que des demi-mesures destinées à ouvrir une soupape de sûreté à l'effervescence des campagnes, et sont tout juste bonnes à mystifier la paysannerie. La revue économique anglaise « The Economist » fait à ce propos l'aveu suivant :

« Les nouveaux petits propriétaires (après la nouvelle réforme agraire, N.M.) commencent dans la plupart des cas avec rien, sans bétail et sans instruments aratoires. Si l'ensemble de l'agriculture de l'Est européen n'est pas réorganisé sur une base coopérative après la guerre, et équipé avec des instruments agricoles, le prochain chapitre de l'histoire économique de la paysannerie sera aussi sombre que le chapitre qu'on vient de clore. »

Et l'« Economist » précise avec justesse et non sans humour :

« Une note ironique dans la présente série de réformes agraires, poursuivies sous les auspices des Russes, c'est que les Eglises en ont été exemptes. En Roumanie le roi Michel et la famille royale ont également été exemptés. Les historiens marxistes désignaient les monarques des pays féodaux et semi-féodaux comme « des représentants couronnés de la classe des latifundiaires ». Que représente actuellement le roi Michel de Roumanie ? »

Malgré le bluff des mesures « radicales » et des réformes « profondes » sous la tutelle du Kremlin, on n'a apporté aux classes travailleuses des villes et des campagnes en guise de changement, qu'une épuration tronquée et une répétition du bluff de la « réforme agraire »...

#### 5. — « Ah ! si les Américains ne nous tombaient pas dessus ! »

On entend souvent les bureaucrates staliniens expliquer en Occident qu'on ne peut faire la révolution maintenant parce que « les Américains nous tomberaient dessus ». Ce faux argument montre seulement que les bureaucrates n'ont aucune confiance dans l'exemple et la force de la révolution prolétarienne, qu'ils ont oublié ce que c'est que la fraternisation dans tous les pays. Mais on pourrait mieux rétorquer à ces mêmes bureaucrates la question : pourquoi les staliniens roumains ne sont-ils, au moins eux, pour la révolution prolétarienne ? Peut-être parce qu'ils craignent que Staline ne leur « tombe » dessus ?

Quoi qu'il en soit, au Gouvernement comme dans le pays, les néo-« démocrates » staliniens ne soufflent mot contre le roi, pour la République. Au contraire, leur premier ministre Groza se vante de « l'harmonie qui existe entre la couronne et le nouveau cabinet ».

« Le nouveau gouvernement veut prouver qu'il n'est pas communiste quoique les communistes détiennent

nent des positions clés », note l'« Observer » du 11 mars 45.

Les néo-démocrates ne peuvent résoudre la question de la paysannerie par l'expropriation des banques : au contraire, les banquiers ont trouvé secours et abri dans le « Front national » et dans le cabinet.

Pas un mot n'est dit pour la rupture des « communistes et des socialistes » avec les mandats des trusts, les popes et les militaires, pour la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan : au contraire, la collaboration la plus intime avec les capitaines d'industrie, les métropoles et les officiers du roi, est affichée et proclamée avec force.

Cependant, la crise révolutionnaire continue à ronger les fondements du régime bourgeois, malgré la confiance que Staline témoigne à ce dernier. Le 27 février le « Zürcher Zeitung » parlait d'une situation similaire à celle de la Grèce avant la guerre civile, — et l'agence de presse londonienne Reuter affirmait (1<sup>er</sup> mars) que le maintien de Radesco aurait « jeté le pays dans la guerre civile ». L'effervescence révolutionnaire n'est pas éteinte dans les masses ; malgré l'absence d'une organisation révolutionnaire, la poussée des masses remettra rapidement en jeu la stabilité du nouveau cabinet. Staline a dû déplacer vers la gauche ses équipes ministérielles de Roumanie afin d'accorder une soupape au mécontentement des masses : ce processus n'est pas terminé. La nouvelle coalition n'est, elle aussi, qu'une solution de transition.

### III. — CONCLUSIONS

Partant de cet examen rapide et forcément incomplet — puisque limité chaque fois à un seul caractère — on peut cependant dégager ces quelques caractéristiques qui forment l'essentiel du bilan de la « libération » :

1<sup>o</sup> Les buts. — On peut résumer dans les deux définitions générales les buts immédiats de la coalition alliée :

a) Assurer dès avant, pendant et après l'écroulement du fascisme, le passage sans secousses à la période suivante de restabilisation des appareils étatiques bourgeois.

b) Pour ce faire, briser sur n'importe quel point l'éclatement de la crise révolutionnaire.

Outre une longue occupation militaire, quels sont les instruments politiques et les moyens qui doivent assurer cette politique ?

2<sup>o</sup> Les instruments « politiques ». — L'impérialisme anglais, lié de longue date par des liens multiples avec toutes les monarchies encore existantes en Europe, tente de les sauvegarder (ou de les imposer), non seulement comme un instrument dont la servilité et la docilité ont fait depuis longtemps leurs preuves, mais aussi comme l'élément essentiel qui peut assurer la stabilité et l'esprit de continuité dans chaque appareil étatique (Italie, Yougoslavie, Grèce, Roumanie).

L'impérialisme américain s'associe directement une autre vieille et éprouvée force réactionnaire, le Vatican — qui retrouve ainsi la possibilité de jouer un rôle important à l'échelle mondiale. L'association de la République puritaine du dollar avec les Congrégations de Jésus n'est pas une association négligeable. En Yougoslavie (Croatie), en Italie, en Autriche, en

Hongrie, en Allemagne même comme partiellement en France aussi, ce levier joue et jouera un rôle important dans la politique de renforcement de l'hégémonie impérialiste yankee. S'appuyant aujourd'hui sur le Vatican et le centre catholique, s'appuyant à gauche sur le réformisme, qui lui aussi émerge des ruines sans pouvoir trouver en Europe un acheteur solvable, l'impérialisme américain s'est assuré des instruments d'intervention politique qui peuvent, pendant toute une période, jouer un rôle important.

L'appui de Staline sur les partis « communistes » nationaux reste fonction non des intérêts de la révolution prolétarienne, mais des intérêts immédiats de la bureaucratie soviétique. Les partis « communistes », devenus partout les chefs de file de la collaboration des classes, aident les impérialismes européens à se remettre sur de nouvelles béquilles, pratiquent une politique de dosage savant du chantage et de la pression envers les bourgeoisies respectives afin d'orienter leur politique extérieure vers « l'amitié avec l'U.R.S.S. », et à cette fin, en vue de s'assurer des positions « clés » dans les appareils étatiques bourgeois (Italie, France, Balkans).

En même temps les partis « communistes » tentent de fusionner avec les réformistes afin de renforcer leur main-mise sur l'ensemble de la classe ouvrière — ou essayent simplement d'élargir le cadre de leur influence en supprimant toute frontière entre leur idéologie politique et l'idéologie politique des courants petits bourgeois. Là où l'occupation soviétique s'exerce, les partis staliniens pratiquent la politique du bloc unique des « quatre classes » s'opposant à l'existence de toute autre formation politique (Balkans). La bureaucratie tend ainsi à s'assurer des points d'appui très étendus dans les pays qui sont sous son contrôle. Le processus d'intégration des P. C. dans les « Fronts nationaux » n'est pas un simple camouflage organisationnel : il est à la fois l'expression de la capitulation devant le capitalisme, une porte ouverte à une véritable liquidation future organique des P. C.

A ces facteurs essentiels, la bureaucratie a ajouté un nouvel élément politique qu'elle vient de tirer comme par hasard de sa tombe : l'Église orthodoxe. Ce facteur peut jouer un rôle non négligeable dans les Balkans et dans le Proche Orient.

3<sup>o</sup> Les moyens. — De même qu'une différenciation se manifeste entre les impérialismes et l'U.R.S.S. quant aux instruments politiques, de même une différenciation profonde se manifeste entre le camp impérialiste et l'U.R.S.S. quant aux moyens qui peuvent assurer le passage du cap de la crise révolutionnaire :

— La politique anglo-américaine converge : dans la volonté du maintien de l'appareil étatique policier, militaire, administratif le plus intact possible, avec les éléments qui ont servi sous le fascisme ; — dans l'hostilité envers toute réforme, tout déplacement pouvant menacer le fragile équilibre sur lequel se maintient l'édifice bourgeois en Europe : de là la politique dès le début brutale, la manière « forte » contre les premiers remous de la classe ouvrière européenne (Italie, Grèce, Belgique même) ; de là aussi l'appel aux Pierlot, Papandréou et le maintien de tous les « hiérarques » fascistes à tous les rouages de l'appareil étatique en Italie comme en Allemagne occupée même.

Ces moyens immédiats n'excluent pas la possibilité

de « concessions » démocratiques ultérieures devant la profonde vague de fond révolutionnaire qui sortira inévitablement de l'ébranlement causé par cinq années de guerre. Cependant, dès à présent, la forme type de la « libération démocratique » sous la férule impérialiste voudrait s'arrêter à tout prix aux Bonomi et aux Brüning, c'est-à-dire au type même de gouvernement bonapartiste et policier.

La politique de la bureaucratie soviétique est de par la nature même des instruments politiques qui la servent, essentiellement différente : de là aussi la tentative de changer l'ossature intérieure de ces instruments (création des F. N., élargissement par la fusion organique avec les courants petits-bourgeois). Il est absolument oiseux de s'intéresser si la bureaucratie croit vraiment à la chimère d'un Etat démocratique stable dans le cadre du capitalisme pourissant. Ce qui est certain c'est que toute son action y tend comme si cela était possible et réalisable. La politique d'épuration des appareils étatiques bourgeois, de formation des armées (bourgeoises) « populaires » comme des « réformes » agraires ou des « nationalisations » en général, sont non seulement une expression caractéristique du réformisme ou des utiles soupapes de sûreté, mais aussi un réflexe instinctif de conservation de la bureaucratie contre les dangers représentés par les éléments anti-ouvriers.

Cependant cette politique n'a pas exclu et n'exclut pas des accords temporaires avec la droite (Finlande, Roumanie, Comité von Paulus); de même la politique envers la monarchie ne prend une forme d'opposition violente que là où se heurtent de front des intérêts opposés à ceux des « Alliés » (Grèce); de même encore la politique anti-vaticane ne prend

un caractère aigu que là où se heurtent de front les intérêts de la bureaucratie soviétique et celle de l'impérialisme américain.

Consciente de la fragilité de l'édifice bourgeois en Europe, la bureaucratie n'avance dans les voies de l'épuration, des nationalisations, de la lutte antimonarchique, ou des « réformes » que d'une façon inégale, variable de pays à pays : elle n'essaye pas de dépasser la résultante qui s'établit à chaque moment entre ses objectifs immédiats et l'intensité immédiate de la pression des masses.

25 avril 1945.

Note. — On peut dire en définition que la politique des bourgeoisies européennes tend naturellement à s'aligner sur celle des impérialismes anglais ou américain. Cependant elle s'aligne aussi sur la politique de la bureaucratie et des partis staliniens dans la mesure où l'U.R.S.S. représente un élément d'équilibre contre l'hégémonie anglo-saxonne et dans la mesure de la pression exercée par la radicalisation des masses (épuration, amalgame des partisans et de l'armée, etc.) : pourtant cet « alignement » est d'autant plus transitoire que ses conséquences peuvent, à la longue, avoir des effets directs sur les assises même du régime bourgeois (de là, l'arrêt rapide de l'épuration ou de l'amalgame dans une armée « populaire », — avant même qu'Ercoli et Thorez sonnent la retraite).

Nous analyserons dans un article ultérieur les caractéristiques de la montée révolutionnaire — en partant, à cet effet, de l'analyse de l'effondrement de l'Allemagne et de ses conséquences.



# Le nouveau Versailles et la révolution allemande

*L'article suivant nous a été envoyé par un vieux communiste allemand jadis membre dirigeant du P.C.A. Il est intéressant de voir comment l'expérience acquise par les éléments les plus sains de la vieille garde communiste allemande, depuis l'avènement d'Hitler en Allemagne, et surtout pendant cette guerre impérialiste qui a marqué l'apogée de la politique chauvine et traître du stalinisme, les conduit vers les positions programmatiques de la IV\* Internationale. Ce fait constitue déjà une promesse importante que le nouveau Parti révolutionnaire en Allemagne ne se construira définitivement que sous le drapeau de la IV\* Internationale, et que le stalinisme rencontrera les plus grandes difficultés à reprendre racine en Allemagne. Écrit en mars 1945, il continue à être d'une brûlante actualité.*

Quelle que soit la façon dont la guerre se termine, un fait est sûr et certain : d'après les plans et les intentions que l'on connaît dès aujourd'hui, le traité de Versailles n'aura été, en comparaison avec la « paix » qu'on prépare, qu'un véritable jeu d'enfants. Il est vrai qu'on lance des menaces à l'adresse des fascistes allemands, mais les mesures décisives sur le plan social et politique, telles que le démembrement de l'Allemagne, les réparations et les déportations, se dirigent contre le peuple allemand lui-même. Ces mesures prouvent sans équivoque possible qu'on veut faire payer les masses allemandes pour les crimes d'Hitler. Hitler, une fois battu sur le plan militaire, disparaîtra comme négrier du peuple allemand au service du capital financier allemand, mais sera immédiatement remplacé de l'extérieur par les nouveaux négriers impérialistes. Un changement de négrier, c'est ce qu'apportera la nouvelle « paix » au peuple allemand.

Dans la préparation propagandiste de cette « paix », il est devenu courant de présenter le peuple allemand comme entièrement contaminé par le nazisme. Pour s'assurer d'avance une justification, on doit rendre le peuple allemand responsable de tous les crimes fascistes.

De telles pratiques, du côté impérialiste, n'ont rien d'anormal. Beaucoup plus important et dangereux est le fait que les partis communistes officiels et l'Union soviétique, sous la direction de Staline, ne font plus de distinction entre Hitler et le peuple allemand et se désintéressent de la révolution allemande.

Au temps du Traité de Versailles, il y avait au moins une Internationale communiste qui obligeait les partis communistes des puissances victorieuses à lutter sans arrêt contre l'exploitation impérialiste que contenait ce traité. Mais aujourd'hui, pour éclairer les prolétaires, il faut soutenir une lutte difficile contre le courant chauvin des partis communistes officiels. Il faut que la classe ouvrière internationale comprenne entièrement l'importance formidable d'un mouvement antifasciste allemand et d'une révolution allemande, malgré le sabotage communiste officiel. Il faut mettre le prolétariat international en état de fraterniser avec

le prolétariat allemand, non seulement contre Hitler, mais aussi contre les négriers impérialistes de demain, contre les maîtres du deuxième traité super-Versailles en préparation.

## Rappel de quelques vérités élémentaires

Il est nécessaire pour la suite de cet article de rappeler certains faits historiques. Il ne faut pas oublier tout d'abord que le prolétariat allemand a terriblement saigné dans ses multiples essais héroïques de révolution, pendant la période entre les deux guerres mondiales, et ne pas chercher à présenter un peuple allemand homogène, qui se confond avec l'hitlérisme.

Ce sont les militants allemands qui ont connu avant tous les horreurs de la domination hitlérienne.

Ignorer, par exemple, les milliers de révolutionnaires qui ont été fusillés, guillotins, tués dans les camps de concentration par les fascistes, ce serait insulter les morts.

Ces innombrables martyrs, qui ont fait — et font encore aujourd'hui — leur devoir prolétarien jusqu'au bout, n'est-ce pas la meilleure preuve qu'il y a eu un mouvement populaire antifasciste en Allemagne, qu'Hitler et le peuple allemand ne se confondent pas ?

On pourrait évidemment, en toute sympathie, analyser les fautes et les faiblesses du mouvement ouvrier allemand, dans l'intention de faire mieux, et de découvrir les motifs qui ont conditionné la victoire du fascisme. On pourrait reprocher à la social-démocratie les méthodes de Noske et ses coalitions avec la bourgeoisie, coalitions qui furent une trahison de la classe ouvrière. On pourrait reprocher au communisme allemand de n'avoir pas su éviter la scission de la classe ouvrière allemande, par un Front unique vraiment en état de combattre le fascisme. Mais ignorer tout simplement le mouvement antifasciste des ouvriers allemands et imaginer un peuple allemand influencé tout entier par Hitler, c'est aider Gœbbels, chef menteur du Reich.

On ne saurait vraiment faire grief à l'auteur de ces lignes de se trouver dans l'obligation, devant une telle situation, de rappeler d'abord quelques vérités élémentaires du marxisme, en ce qui concerne la naissance du fascisme en Allemagne et le déchaînement de la deuxième guerre mondiale.

Il est naturellement tout à fait erroné de considérer le fascisme allemand comme un phénomène spécifiquement germanique. Prétendre cela serait faire du racisme pur et simple. En réalité, le peuple allemand n'est ni meilleur ni pire que les autres peuples. Seules les circonstances économiques et politiques particulières de l'Allemagne ont entraîné le fascisme comme résultat historique. Dans le cadre limité de cet article, il faut se contenter de mentionner seulement que l'unification nationale de l'Allemagne, son évolution capitaliste et son apparition sur le marché mondial ont été tardives. Mais l'Allemagne rattrapa et dépassa très rapidement ses concurrents, développa de la façon la plus marquante un capitalisme de monopole, doué d'une force d'expansion formidable, et devint de par cela même le représentant le plus agressif d'un impérialisme revendiquant un partage, et après Versailles, un repartage des débouchés et des sphères d'influence du monde. C'est là qu'il faut chercher la cause principale du militarisme allemand et de son agressivité, et non pas dans le caractère militariste du peuple, comme voudraient le faire croire ceux qui prennent la forme extérieure pour la véritable cause.

Il est incontestable qu'Hitler, comme représentant d'un impérialisme affamé, contraint à l'expansion par le haut degré de son développement technique et organisationnel, mais freiné par Versailles, a fourni le prétexte à la deuxième guerre mondiale. Mais ce n'est pas pour cela que les autres puissances impérialistes deviennent des « démocraties paisibles ». Si les impérialistes américains, anglais, français apparaissent en 1939 plus pacifistes, c'est parce que, rassasiés et se sentant sûrs de leurs possessions, ils n'étaient pas disposés à ce moment à risquer une nouvelle guerre mondiale pour un nouveau partage du monde.

La guerre mondiale a duré assez longtemps pour démontrer entre temps le caractère également impérialiste des « Alliés ». Le conflit sanglant auquel nous assistons n'est, en effet, qu'une tentative pour obtenir un nouveau partage des sphères d'intérêt capitaliste. Des rivalités impérialistes entre les « Alliés » se dessinent déjà assez visiblement, par exemple, à l'occasion du partage de l'Allemagne.

Les « démocrates » ne sont pas disposés à plaisanter quand leurs intérêts paraissent menacés par une action prolétarienne, ou simplement réellement antifasciste. Le sang versé par les « libérateurs » anglais dans leur semi-colonie grecque le prouve.

Somme toute, il ne faut pas oublier que le fascisme allemand n'est que l'enfant légitime du capitalisme, bien que, cette fois-ci, le fascisme allemand apparaisse comme l'agresseur, comme le principal responsable.

C'est le capitalisme qui engendre le fascisme aussi bien que la guerre. Par conséquent, ce serait une illusion dangereuse de penser qu'à l'avenir il n'y aurait plus de danger de guerre, si seulement le fascisme allemand était abattu. Les guerres ne disparaîtront qu'avec la disparition de l'ordre capita-

liste. Aussi longtemps que cet ordre existe, une rechute dans le fascisme reste inévitable.

Ceci est une raison de plus pour la classe ouvrière internationale de ne pas lutter seulement pour le renversement du fascisme allemand, mais de combiner cette lutte avec la lutte contre toute autre tendance fasciste, contre toute tentative réactionnaire, contre toute entreprise impérialiste de sa propre bourgeoisie.

Si l'on veut comprendre pourquoi le fascisme a atteint en Allemagne sa forme la plus perfectionnée, il faut tenir compte de son développement économique spécifique.

En Allemagne, le chemin normal de la fusion entre le capital bancaire et le capital industriel en un capital financier à caractère monopoleur a été particulièrement sinueux. Entre la production sociale et l'appropriation privée s'ouvrait un fossé profond. D'un côté, il y avait la majorité écrasante et incontestable de tout un peuple; de l'autre, une couche toujours plus petite de banquiers et d'industriels, se confondant de plus en plus avec le gouvernement, et qui montrait de plus en plus clairement son caractère parasitaire, encaissant des profits de monopoles de plus en plus élevés, aux dépens de son propre peuple.

La démocratie bourgeoise et le libéralisme correspondaient, dans l'essentiel, au capitalisme de libre concurrence. Au capitalisme de monopoles correspondait l'abolition de la démocratie et du parlementarisme, l'invention de la théorie de la race des seigneurs, la réaction sociale et politique sur toute la ligne. Dans la mesure où la minorité régnante des capitalistes de monopoles devenait moins nombreuse, des décrets-lois et des mesures de contrainte étaient appliqués et tous les droits démocratiques étaient abolis. Dictature, totalitarisme et, finalement, l'État totalitaire d'Hitler ne sont que les conséquences politiques d'un capitalisme de monopoles poussé à l'extrême.

Naturellement, cette évolution capitaliste vers le fascisme n'était pas déterminée d'avance, comme une fatalité. Il existait une force qui pouvait faire dévier cette évolution vers le socialisme : le prolétariat allemand. Mais le prolétariat allemand fut battu. Les formidables sacrifices en vies humaines des ouvriers allemands restèrent vains, pour les raisons suivantes : scission de la classe ouvrière, réformisme, trahison de la social-démocratie, saignée de l'avant-garde communiste, et plus tard, incapacité d'un parti communiste de masse et d'une Internationale Communiste de former un front unique ouvrier capable de lutter contre le fascisme.

De plus, chaque nouvelle défaite de la classe ouvrière fut pour la bourgeoisie une occasion toujours mieux appréciée de renforcer ses gardes fascistes de S.A. et S.S., et de créer même un mouvement de masses fascistes, composé d'éléments du lumpenproletariat, de certaines couches de la petite bourgeoisie et des milieux de la paysannerie. Jusqu'au moment où la catastrophe la plus grande qu'il y ait jamais eu dans l'histoire du mouvement ouvrier international se réalisa : l'avènement d'Hitler.

Donc, si l'on veut parler de la responsabilité du peuple allemand concernant le fascisme, il faudrait considérer d'une façon objective toutes les raisons de la défaite du prolétariat allemand. Mais chercher les causes du fascisme dans le caractère même du peuple allemand, c'est la plus grande des absurdités. Il faut

chercher la cause du fascisme dans le développement spécifique de l'Allemagne. Ce fascisme a d'autant moins de rapport avec le peuple allemand dans son ensemble qu'il est, au contraire, la tyrannie la plus brutale, la plus réactionnaire, techniquement et organisationnellement la plus perfectionnée qu'une mince couche d'exploiteurs ait jamais exercée contre le peuple allemand.

### Les causes de la résistance du fascisme

Or, s'il en est ainsi, un nouveau problème surgit immédiatement. Pourquoi le peuple allemand tolérât-il si longtemps cette tyrannie sanglante d'une minorité, pourquoi ne renversa-t-il pas le fascisme et pourquoi n'essaya-t-il pas d'échapper au moins à l'effroyable boucherie du dernier round d'une guerre perdue, dans un moment où la défaite militaire d'Hitler était déjà certaine ?

Si de telles questions sont posées, il faut d'abord voir qui les pose et pourquoi il les pose. Si des militaristes et des impérialistes tels que les lords capitalistes anglais, qui ont acclamé l'avènement d'Hitler et qui ont soutenu des années durant le fascisme allemand, parlent aujourd'hui de la nécessité du renversement de l'hitlérisme, c'est qu'ils envisagent naturellement tout autre chose qu'une extermination réelle du système fasciste. Ces espèces d'antifascistes ont déjà prouvé en Grèce, en Belgique, en Italie, en France, — et ils le prouveront encore dans d'autres pays — qu'ils sont surtout contre les masses populaires, lorsque celles-ci sont réellement décidées à exterminer une fois pour toutes le fascisme. Les mots d'ordre de ces « démocrates », visant soi-disant à provoquer la chute du fascisme allemand, ne sont en réalité qu'un moyen de combat pour la réalisation de leurs propres buts militaristes et impérialistes. Leur reproche à l'adresse du peuple allemand de tolérer toujours Hitler n'est qu'hypocrisie, car, au fond, c'est justement en s'appuyant sur cette prétendue alliance d'Hitler et du peuple qu'ils préparent la punition du peuple allemand et l'instauration de leur pouvoir exploiteur et impérialiste sur toute l'Allemagne.

Mais on est obligé de donner des éclaircissements sur le problème en question si ceux qui le posent sont les masses populaires de tous les pays. En ce cas, il faut dire : la destruction des organisations ouvrières allemandes, l'anéantissement systématique de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat allemand, l'encadrement des masses populaires dans des organisations fascistes techniquement parfaites, organisations qui ne permettent à personne en Allemagne de vivre en dehors de leur rayon d'action, l'effet de la démagogie sociale d'Hitler (au moins à l'époque qui précéda la guerre) et surtout l'appareil policier le plus formidable, le plus brutal et techniquement le plus perfectionné, développé à l'infini par la plus grande machine de guerre de l'histoire mondiale, comprimant tous les deux le peuple allemand dans un corset de fer — tout ceci serait à analyser profondément si l'on voulait faire comprendre pourquoi le peuple allemand n'a pas encore chassé Hitler et pourquoi jusqu'à maintenant ce ne sont que des petits groupes et des individus isolés qui se sont sacrifiés dans la lutte contre Hitler.

C'est cette confusion entre Hitler et le peuple allemand, entretenue par les communistes officiels

comme par les impérialistes les plus réactionnaires, qui empêche le renversement d'Hitler par le peuple allemand. Et s'il y a des groupements qui prétendent désirer la chute du fascisme allemand, comme par exemple le « Comité de l'Allemagne Libre », est-ce qu'une semblable organisation, totalement dénuée de principes et comprenant des généraux et des maréchaux qui prétendent avoir découvert leurs sentiments antifascistes pendant la captivité, pourrait trouver un écho parmi les masses populaires antifascistes en Allemagne même ? Il va de soi qu'il faut répondre négativement à cette question.

Mais n'y a-t-il pas en Allemagne plusieurs millions d'ouvriers déportés de tous les pays ? Eux au moins, on ne les suspectera pas d'avoir un penchant naturel vers le fascisme. Pourquoi ces millions-là ne se révoltent-ils pas contre le fascisme ? Parce que, eux aussi, ils sont pris dans le même corset de fer. C'est en première ligne le gigantesque appareil de contrainte d'Hitler qui a jusqu'à maintenant toujours réussi, contre le peuple allemand et en même temps contre les ouvriers étrangers, à jouer le rôle de briseur de la moindre activité antifasciste.

Mais un jour cette digue aussi sautera. Elle sautera dans un délai d'autant plus rapproché que ce mur de non-compréhension et de haine chauvine sera détruit, mur qu'on essaie systématiquement d'ériger entre le peuple allemand et les masses populaires des autres pays.

### Les projets impérialistes

Voici comment la situation se présente aujourd'hui : indépendamment des tentatives de révolte contre Hitler qu'il pourrait y avoir encore au dernier moment en Allemagne même, les impérialistes « alliés » veulent en finir avec cette affaire uniquement par les moyens militaires. Leurs plans sont les suivants : après une reddition sans conditions, ils voudraient d'abord écarter le peuple allemand de toutes possibilités de gouvernement et exercer eux-mêmes le pouvoir gouvernemental par l'intermédiaire d'un régime militaire ou plutôt d'une dictature de généraux. Ils envisagent actuellement le partage de l'Allemagne en quatre morceaux — une zone russe à l'Est, une zone anglaise dans le Nord-Ouest, une zone américaine dans le Sud-Ouest et une zone française dans le Sud. Il est intéressant de noter qu'on ne sait pas encore d'une façon définitive à qui est réservé le morceau le plus important : la Rhur.

Pour ce qui est des plans concernant la structure sociale et économique de l'Allemagne vaincue, les solutions proposées, aussi monstrueuses les unes que les autres, sont les suivantes : L'Anglais Vansittart demande le démembrement complet de l'Allemagne ; l'Américain Morgenthau préconise la transformation de l'Etat industriel allemand en pays purement agricole ; et Varga, l'« éminent » économiste de Staline, propose l'ensemble de ces mesures : démembrement du territoire, désindustrialisation, paiement de plusieurs milliards de réparations et déportation d'au moins 10 millions d'ouvriers allemands vers l'Est.

Et qu'en est-il de l'abolition des lois raciales, de la punition des bourreaux S.S., de la dissolution des organisations national-socialistes, du châtiement des innombrables criminels de guerre ? On entend encore, mais déjà moins fort, de tels bruits de propagande,

mais par contre des nouvelles nous parviennent à la fois du front russe, américain, anglais et français suivant lesquelles il est sévèrement défendu aux soldats de répondre aux tentatives de solidarisation de la population, c'est-à-dire à toute activité antifasciste. La presse moscovite communique que les ouvriers de Haute-Silésie ayant donné l'assaut aux palais des bonzes nazis, les russes se sont empressés de rétablir l'ordre. La justification est à peu près celle-ci : la prétendue colère du peuple contre les bourreaux fascistes ne serait qu'une manœuvre des Allemands pour se soustraire à la responsabilité de l'ensemble des crimes fascistes.

Ce ne sont là que des signes avant-coureurs de la situation à venir. Mais dès aujourd'hui, on peut constater qu'il n'y aura pas d'extermination du fascisme, pas de punition des bourreaux nazis et des criminels de guerre, pas de destruction de la Gestapo et des S.S. si les forces antifascistes du peuple allemand lui-même ne sont pas mobilisées et organisées. Et c'est une tâche bien difficile.

Sans aucune équivoque, tous les plans impérialistes, visant au démembrement, déportations, paiement de réparations, etc., s'y opposent. Ces plans exigent un peuple d'esclaves sans pouvoir et volonté et non pas un peuple fier et libre, capable de se délivrer lui-même du fascisme.

Il faut même s'attendre, après quelques mesures destinées à jeter de la poudre aux yeux, à ce que les nouveaux négriers du peuple allemand emploient à nouveau une grande partie du vieil appareil fasciste de l'Etat et de la police pour opprimer les masses populaires antifascistes. S'il est exact, comme il a été annoncé ces jours derniers dans la presse suisse, que les Américains font des cours de « rééducation » des S.S., on peut déjà se faire une opinion sur ce qui va se passer. On verra en tout cas, sous les nouveaux détenteurs impérialistes du pouvoir comme sous Hitler, le danger principal dans l'internationalisme d'un prolétariat qui lutte consciemment pour le socialisme, pour échapper, après l'enfer hitlérien, à l'enfer du nouveau super-Versailles.

On peut déjà aujourd'hui prévoir ce que donnera alors au monde la propagande mensongère. On bavardera sur les influences néo-fascistes, on suspectera les ouvriers allemands de travailler de nouveau pour une renaissance nationale et pour une résurrection du militarisme allemand. Ce sera au prolétariat allemand de prouver par l'action son internationalisme et son mépris pour tout racisme. Ce ne sera pas la faute du prolétariat, mais la faute des autorités occupantes « alliées », si beaucoup de fascistes échappent au châtement et tâchent même de s'introduire dans les rangs du prolétariat. Chasser ces provocateurs ne peut être que l'œuvre d'un prolétariat organisé sachant manier l'arme de l'internationalisme. Mais ce prolétariat doit trouver — on ne saurait trop revenir sur ce point capital — aide et assistance auprès de la classe ouvrière internationale elle-même.

### La question du Parti Révolutionnaire

De même que, après la première guerre mondiale, le traité de Versailles et ses suites, y compris l'avènement d'Hitler, n'auraient pu être empêchés que par une révolution prolétarienne allemande, de même le deuxième Versailles avec ses germes d'une autre

guerre mondiale ne peut être empêché que par la victoire du prolétariat et la fédération des peuples socialistes. Où en sommes-nous en ce qui concerne les conditions préliminaires menant vers ce but? Et quelles perspectives y a-t-il spécialement pour le prolétariat allemand dans sa double lutte, pour l'extermination du fascisme allemand d'une part, et contre la nouvelle exploitation impérialiste d'autre part?

En général, on peut tout d'abord constater que les données objectives pour une révolution allemande sont absolument propices, peut-être même trop mûres. Ceci est valable à tous les points de vue, soit que l'on envisage les crises inévitables de l'économie d'après-guerre sous l'ère d'un nouveau super-Versailles, soit que l'on tienne compte du fait que la radicalisation se fait aujourd'hui beaucoup plus rapidement qu'en 1918, et cela à l'échelle mondiale, ou que l'on s'en tienne tout simplement au développement technique-organisationnel du capitalisme allemand pour constater que la concentration du capital monopoleur allemand et ses rapports étroits avec les organes d'Etat ont posé les premiers fondements d'une socialisation générale.

C'est visiblement le facteur subjectif qui est le plus en retard. Non pas qu'il y ait encore en Allemagne une majorité ou même une forte minorité fasciste. Il est d'ores et déjà absolument sûr que l'expérience des masses sous la domination fasciste et surtout les souffrances formidables provoquées par une guerre totale, ont isolé Hitler et sa clique une fois pour toutes et pour toujours de la majorité écrasante du peuple allemand.

Par facteur subjectif, il faudrait plutôt comprendre les forces organisationnelles et les éléments dirigeants, qui auraient la capacité de mener un mouvement de masses vers un but socialiste.

Il est sûr que, dans l'Allemagne de demain, après une telle saignée, régnera une apathie profonde et une fatigue non moins grande, mais qu'aussi parfois éclateront des révoltes de désespoir, qui auront pour point de départ les conséquences sociales du deuxième Versailles. Il est possible qu'à ces sursauts de désespoir se mêlent même des tendances néo-fascistes. Par conséquent il est d'autant plus important qu'il y ait des forces qui sachent immédiatement éliminer les éléments nuisibles et qui, de plus, sachent coordonner les luttes isolées et leur donner un sens de classe et une direction socialiste.

En d'autres termes : la situation de demain en Allemagne exigera la création d'un véritable parti révolutionnaire de masses avec un programme clair, correspondant à la situation. C'est-à-dire un vrai parti communiste, un parti qui sache lutter dans le sens de Liebknecht et de Luxembourg et qui puisse appliquer les enseignements et les expériences d'un Lénine.

Qu'est-ce qui reste encore de ce parti en Allemagne? Il est vrai qu'il y a toujours de petits groupes qui travaillent suivant la méthode de la décentralisation totale, correspondant à l'illégalité la plus complète. Mais ne nous faisons pas d'illusions : en Allemagne, le Parti Communiste doit être entièrement rebâti. Les vieux cadres révolutionnaires expérimentés sont à peu près entièrement liquidés. Ils sont morts sous la hache du bourreau, ils ont péri dans les camps de concentration, ils ont disparu dans la boucherie générale de cette guerre. A l'extermination physique

on peut ajouter — chose encore bien pire pour un parti — la dégénérescence spirituelle dans l'émigration. Arrachés à leur pays, le restant des cadres dirigeants du parti furent de plus en plus victimes de la corruption politique. Ce qui en existe, encore ne compte plus dans l'histoire de la révolution allemande. C'est de l'argile facile à manier dans la main chauvine de Staline. Il n'est que trop naturel que ce qui reste ne porte même plus le nom de « communiste », mais s'allie, dans le cadre d'une « Allemagne libre », à d'anciens généraux-maréchaux d'Hitler.

Ainsi, comme en 1918, où le parti communiste sous Liebknecht était représenté surtout par la jeunesse ouvrière, c'est à cette dernière qu'il faut de nouveau adresser un vibrant appel. Mais ici surgissent encore d'autres problèmes qui ne seront pas faciles à résoudre. Si quelqu'un a été en Allemagne la victime de la propagande, de la corruption et de la violence national-socialiste, c'est bien la jeunesse. Spartacus et le jeune Parti Communiste étaient le parti des jeunes révolutionnaires. Cette fois-ci, il y a eu un monopole fasciste sur la jeunesse et il faut d'abord une rééducation et un travail d'éclaircissement considérable avant que des forces jeunes puissent diriger de nouveau un véritable parti communiste, et par cela, les masses prolétariennes. Seulement, il ne faut pas se représenter ce processus de rééducation à la manière petite-bourgeoise ou à la façon dont parlent aujourd'hui les impérialistes de la rééducation de la jeunesse. L'école que nous envisageons sera la lutte elle-même. Les masses s'éduquent à un rythme mille fois plus rapide au cours des révolutions que dans des périodes de stagnation. Cela facilitera considérablement notre tâche pour gagner la jeunesse et organiser un parti révolutionnaire léniniste.

La création de ce parti constitue, de toute évidence, le premier et le plus important paragraphe du programme pour l'Allemagne d'aujourd'hui et de demain. Car une révolution ne vient pas d'elle-même, elle s'organise; et un parti dont la théorie révolutionnaire correspond à la pratique révolutionnaire — et inversement — est le levier le plus important de cette organisation.

Si on réfléchit profondément à tout cela, on ne peut avoir une perspective courte, en ce qui concerne l'Allemagne. Et en effet, bien qu'objectivement tout parle en faveur d'un processus révolutionnaire accéléré, il y a des facteurs subjectifs qui retardent. Il faut les analyser clairement et il faut les voir juste, pour pouvoir mieux les neutraliser.

Cependant il faut à nouveau revenir à une question dont nous avons parlé déjà maintes fois dans cet article. C'est la question de l'internationalisme. Celui qui a vécu l'an 1917 et qui connaît le rayonnement formidable d'Octobre ne saurait sous-estimer l'importance d'un sentiment véritablement internationaliste pour l'évolution de toutes les révolutions prolétariennes dans le cadre national. Mais où est aujourd'hui ce pôle d'attraction tout puissant qui pourrait attirer et féconder le mouvement révolutionnaire en Allemagne et dans le monde? Certes, même en Allemagne, il y a encore un restant de foi révolutionnaire se basant sur l'œuvre de Lénine. Mais quelle sera la situation lorsque le pays de la révolution d'Octobre, sous la direction de Staline, châtiara les ouvriers pour les crimes d'Hitler par le travail forcé et par des déportations en masse, tout comme les autres impé-

rialistes? Comment, dans une telle atmosphère, pourrait se développer l'idée de la révolution d'Octobre, idée à rayonnement mondial?

Poser de telles questions, c'est y répondre par la constatation que la révolution allemande n'a pas seulement un besoin urgent d'un parti communiste, mais aussi d'une véritable Internationale communiste. La III<sup>e</sup> Internationale s'est dissoute, après qu'on eut extirpé de ses rangs les idées de Lénine. C'est le grand mérite historique de la IV<sup>e</sup> Internationale d'avoir rallumé l'étincelle de l'Internationale de Lénine, qui était en train de s'éteindre. Si nous autres, communistes allemands, rencontrons en Allemagne même un découragement concernant la question de l'aide par une véritable Internationale, nous n'aurons pas besoin de baisser nos têtes. Au contraire, nous pourrions dire : elle vit quand même cette Internationale, malgré Hitler, la guerre, l'impérialisme, la dégénérescence du parti et malgré Staline; elle vit et elle veut vous aider, vous autres prolétaires allemands, pour que vous puissiez enfin victorieusement lutter pour votre Octobre! On peut être presque sûr que les ouvriers étrangers en Allemagne seront des messagers de l'idée internationaliste, dès qu'ils rentreront dans leur pays. Ils ont été en contact avec le prolétariat allemand et par cela sont mieux placés pour évaluer l'étendue du mensonge de la soi-disant unité des vues entre Hitler et le peuple allemand. Ceci sera d'une grande aide pour le prolétariat allemand à défaut d'un pôle d'attraction internationale.

S'il faut formuler maintenant le paragraphe 2 du programme de la révolution allemande, on peut dire sans hésitation qu'il doit préconiser l'existence et le rayonnement toujours plus large et plus profond d'une véritable Internationale Communiste telle que l'imaginait Lénine.

### Les perspectives de la Révolution

Les conditions objectives sont tellement mûres qu'on a peine à s'imaginer qu'il puisse y avoir en Allemagne, après la chute d'Hitler, autre chose que la prise du pouvoir par le prolétariat. Mais les circonstances particulières sous lesquelles s'effectuera la chute d'Hitler font que cette chute et la révolution allemande ne se produiront pas en même temps. Probablement, Hitler tombera de par la défaite militaire, c'est-à-dire qu'il ne sera pas renversé par l'action révolutionnaire consciente de ses ennemis mortels, les prolétaires allemands, mais par ses ennemis frères de classe des autres pays. Dès le début, un nouveau système d'exploitation impérialiste remplacera la dictature d'Hitler. C'est alors que les conditions pour une révolution allemande, sous l'occupation militaire et dans un pays démembré, vont certainement mûrir.

Le troisième grand paragraphe du programme de la révolution allemande serait donc le lancement des mots d'ordre qui doivent correspondre à cette situation particulière. C'est-à-dire, avant tout des mots d'ordre imprégnés d'esprit internationaliste. Il est temps, dès aujourd'hui, de faire comprendre aux prolétaires en uniforme qui occupent les divers secteurs de l'Allemagne qu'ils ne doivent pas s'abaisser à jouer le rôle de bourreaux vis-à-vis du prolétariat allemand.

Il faut également, et cela à l'échelle internationale, entreprendre la lutte contre le démembrement de l'Allemagne et contre les autres mesures impérialistes

de colonisation, qui ne visent pas le fascisme, mais le peuple allemand. Cette lutte pour la conservation de l'unité économique et politique de l'Allemagne est pour le prolétariat allemand, non seulement un moyen d'empêcher la résurrection d'un nouveau chauvinisme et militarisme, mais c'est avant tout une chance pour la révolution victorieuse de gagner au socialisme un grand pays.

Le programme d'action lui-même, destiné à la lutte sur le plan de la politique intérieure, devra avoir un caractère transitoire. Après la dictature fasciste, les masses en Allemagne cherchent une issue démocratique. Il s'agit de les aider à surmonter aussi rapidement que possible certaines illusions vagues sur la possibilité de créer sous le joug impérialiste quelque chose qui serait une véritable démocratie.

L'action véritable contre les bourreaux fascistes, le châtiement véritable des crimes de la Gestapo et des S.S., l'épuration intégrale de tous les éléments corrompus par le fascisme, la véritable confiscation des fortunes des bonzes nazis et leur utilisation pour les buts sociaux du prolétariat, tout ceci constituera la grande école du prolétariat allemand. Il s'agit de conduire les masses jusqu'au point où elles commencent à comprendre de par leur propre action la nécessité de la prise du pouvoir. Ceci sera d'autant plus vite fait qu'elles se convaincront bientôt que la punition des nazis et des criminels de guerre, promise par les impérialistes, s'arrêtera juste au moment où les occupants commenceront à diriger leur attaque principale contre le danger prolétarien.

La lutte contre les déportations tiendra une large place, sans doute.

Si le prolétariat n'a pas encore la force de les empêcher directement, il faut lancer des mots d'ordre tels que : rétribution équitable, organisation syndicale, liberté individuelle et traitement humain, etc.

Aussi longtemps qu'ils avaient encore à lutter contre leur concurrent Hitler, les impérialistes ont proclamé qu'ils rétabliront tous les droits démocratiques en Allemagne. On les prendra au mot, bien qu'une démocratie ne puisse exister sous le joug impérialiste. Par conséquent, le prolétariat allemand recommencera quand même la lutte pour la véritable liberté de presse, de réunion et de parole, pour le droit de constituer des partis, des syndicats et le droit de grève. Le rôle moteur sera joué par la lutte contre la hausse des prix au moyen des organisations de contrôle, contre le sabotage fasciste au moyen des commissions de surveillance, contre l'anarchie capitaliste par les Comités d'entreprise, contre le sabotage technique et pour l'épuration des usines des éléments fascistes par les milices armées d'entreprise. Les manifestations contre la famine, les grèves, etc., tels seront les moyens principaux de cette lutte.

Finalement, une tâche importante consistera à s'attacher à la promesse des impérialistes d'exterminer le fascisme et les causes de guerre en Allemagne. Mais ceci seulement pour démontrer que les impérialistes étrangers préfèrent s'unir aux capitalistes allemands contre les masses prolétariennes plutôt que de prendre des mesures décisives pour tarir les sources économiques du militarisme allemand. L'expropriation sans indemnité des profiteurs de guerre, la socialisation des industries-clés, la confiscation des propriétés des junkers au profit de l'œuvre agricole et du paysan pauvre, tout cela devra être le point capi-

tal de la lutte prolétarienne pour l'extermination du fascisme et du militarisme.

C'est justement ce prolongement socialiste d'un simple programme démocratique contre la guerre et le fascisme, touchant au point névralgique du système capitaliste, que chercheront à éviter en Allemagne les impérialistes. Sur ce point, ils se démasqueront clairement dans leur rôle de négriers ayant pris la place d'Hitler.

On a parlé d'un programme transitoire, parce qu'il est certain que, dans sa lutte pour toutes ces revendications, le prolétariat allemand surmontera son apathie et deviendra une force capable de rétablir l'équilibre entre une situation objective propice et des prémisses subjectives défavorables.

Ce qu'il convient de souligner, c'est qu'on n'a fait que proposer ici tout un ensemble de revendications révolutionnaires. Elles n'ont de valeur que comme points de repère. En réalité, la période qui suivra la chute militaire d'Hitler ne sera naturellement pas une époque d'évolution normale et régulière. Il faut s'attendre à des événements imprévus, à des changements brusques. Des masses de millions d'hommes, armés par les impérialistes eux-mêmes pour la lutte contre Hitler, ont vraiment l'intention d'en finir une fois pour toutes avec le fascisme. Cette volonté antifasciste de millions d'êtres dans tous les pays trouble sensiblement le regroupement et le repartage des sphères d'influence impérialistes. Les événements de Grèce sont peut-être beaucoup plus significatifs que nous ne le pensons tous. Après six ans de guerre mondiale, nous entrons apparemment dans une longue période de guerres civiles, qui doivent bouleverser l'Europe et le monde de fond en comble.

Quoi qu'il en soit, la question du prolétariat allemand jouera toujours un grand rôle comme pierre de touche pour la classe ouvrière internationale. Son activité sera toujours le thermomètre spécial de la maturité générale de la révolution prolétarienne.

S'il en est ainsi, si l'Allemagne reste un point essentiel, si l'on tient compte en même temps du fait que cette deuxième guerre mondiale est la dernière grande occasion au cours de ce siècle pour le prolétariat de conquérir le pouvoir, alors, véritablement, on n'exagère pas en constatant que le prolétariat allemand a une responsabilité envers l'humanité en général. Car si l'on manque cette occasion où sont réunies les plus grandes possibilités objectives, comme il ne s'en accumule qu'une fois en des siècles, si les prolétaires allemands et internationaux se montrent à nouveau incapables d'établir leur pouvoir et de former l'Union des Nations socialistes, alors on sombrera inévitablement dans la barbarie.

D'autre part, on ne saurait surestimer l'importance d'une révolution allemande victorieuse. Elle aurait avant tout immédiatement une répercussion profonde dans le prolétariat russe. Le prolétariat russe, rendu conscient de sa force par le succès du prolétariat allemand, se tournera contre sa propre bureaucratie. Par cela, la dégénérescence provoquée par la théorie du socialisme dans un seul pays pourrait être enrayée. La révolution d'Octobre de Lénine, dont les fondements sont encore debout, pourrait ainsi être sauvée. Sinon il est impossible de prévoir vers quels nouveaux désastres la voie de Staline mènera encore l'humanité.

# Les États-Unis et la deuxième guerre mondiale

(Résolution adoptée à l'unanimité par la II<sup>e</sup> Conférence Nationale du Socialist Workers Party, section américaine de la IV<sup>e</sup> Internationale, en novembre 1944.)

Quand les États-Unis entrèrent dans la deuxième guerre mondiale, Roosevelt, porte-parole en chef du capitalisme américain, proclama que cette guerre était une croisade pour la démocratie, pour les « Quatre Libertés », pour l'anéantissement du fascisme et du totalitarisme. Les bureaucrates travaillistes, agents de recrutement de la machine de guerre, s'empresèrent d'offrir leurs services pour présenter la guerre comme un conflit entre « le travail libre » et « le travail forcé ».

Après trois années de participation de l'Amérique à la guerre, les mots d'ordre démagogiques, à grand renfort desquels les peuples ont été précipités dans le massacre, se sont trouvés complètement mis à nu. La liberté et la démocratie figurent parmi les premières « pertes » du bilan de la guerre. Les mots d'ordre « d'unité nationale » et « d'égalité des sacrifices » sont un simple piège. Les garanties de confiscation des bénéfices de guerre en vue d'empêcher la formation d'une nouvelle caste de profiteurs de guerre millionnaires, se sont avérées une monstrueuse duperie.

Le gouvernement capitaliste commença tout à fait logiquement sa campagne réactionnaire en assénant ses premiers coups à l'avant-garde consciente de la classe ouvrière américaine. Le jour même de la déclaration de la guerre, le 8 décembre 1941, le jugement contre les leaders du Socialist Workers Party fut prononcé. Ils étaient condamnés en vertu de la loi anti-ouvrière Smith pour leur opposition courageuse et sans compromis au programme de guerre et leur ferme attachement aux principes du socialisme révolutionnaire. La condamnation et l'emprisonnement des 18 furent accompagnés d'une série de mesures destinées à étouffer les syndicats et à paralyser la résistance ouvrière contre l'offensive du grand capital.

Le droit de grève, droit fondamental pour la liberté du mouvement ouvrier, a été virtuellement mis hors la loi. Les travailleurs ont été immobilisés dans leurs entreprises avec des salaires gelés, tandis que le coût de la vie n'a cessé de monter. Une forme « modifiée » de travail forcé leur a été imposée par décret exécutif. Un fardeau croissant d'impôts pèse sur ceux qui sont le moins en mesure de les payer, tandis que les profits des sociétés atteignent des hauteurs vertigineuses.

Instantanément les groupements et les institutions les plus réactionnaires se sont trouvés renforcés par la guerre. La recrudescence de la réaction, et surtout la persécution des minorités et l'extension de la haine raciale, ne constituent que la continuation pendant la guerre de tendances inhérentes au capitalisme dans

sa phase finale. Les discriminations brutales et les distinctions humiliantes existant dans l'armée, aussi bien que dans la vie civile, entre les Blancs d'une part et les Noirs d'autre part, réduisent les mots d'ordre de « démocratie » et de liberté à une hideuse dérision pour 13 millions de citoyens américains. La vague d'antisémitisme lancée par la réaction capitaliste a déjà pris des proportions alarmantes. Le Jim Crowisme et l'antisémitisme, la main dans la main, prennent part à l'assaut dirigé contre les organisations de la classe ouvrière. Telle est la réalité qui se cache derrière la façade démagogique des « Quatre Libertés ».

Déjà avant l'entrée en guerre de l'Amérique, ces tendances réactionnaires furent prévues et analysées dans le Manifeste de la IV<sup>e</sup> Internationale sur La guerre impérialiste et la Révolution Proletarienne qui établissait que :

« Cherchant à s'assurer les avantages d'un régime totalitaire, les démocraties impérialistes combinent leur propre défense avec un assaut redoublé contre la classe ouvrière et des persécutions dirigées contre les organisations révolutionnaires. La menace du danger de guerre et maintenant la guerre elle-même sont employées par elles pour écraser d'abord et avant tout leurs ennemis intérieurs. La bourgeoisie suit invariablement et résolument le principe : L'ennemi principal se trouve dans notre pays. »

Une des conséquences de la guerre est la promotion de l'Etat-Major militaire à l'avant-garde de la réaction. Les cercles dirigeants capitalistes exigent une soumission aveugle à la caste militaire. Les interventions des culottes de peau dans différents secteurs de la vie civile constituent une part intégrante de l'entré-gimentation croissante du peuple américain. Elles font partie du renforcement démesuré des tendances réactionnaires dans la vie et la politique américaine et de l'orientation indubitable vers un régime totalitaire.

## Le programme de guerre capitaliste

La classe capitaliste américaine est en train de réaliser au moyen de la deuxième guerre mondiale des profits fabuleux. Les bénéfices des sociétés s'élevaient en 1942 à 19 billions de dollars, c'est-à-dire au double du chiffre atteint en 1929 et au quadruple de la moyenne de la période d'avant-guerre 1936-1939. Dans son rapport du mois d'avril 1944, Roosevelt se vantait que « les bénéfices des sociétés

avant et après la levée des impôts s'élevaient en 1943 au-dessus même du niveau record de 1942 ». Le même rapport soulignait que « le niveau des salaires industriels de base est monté de moins de 1/2 cent l'heure grâce au War Labor Board. Les salaires ont été stabilisés.

Profits croissants, salaires gelés, impôts accablant les indigents au lieu des riches, voilà le vrai contenu du mot d'ordre trompeur de Roosevelt sur l'égalité des sacrifices.

La guerre a porté les représentants directs du grand capital à Washington. Le personnel dirigeant de la machine de guerre est composé d'avocats et d'agents des sociétés, de banquiers, d'agitateurs, de spéculateurs. Wall Street est représenté dans toutes les positions-clés de l'administration de guerre. La guerre sert ainsi à accélérer la fusion du capitalisme monopoleur avec l'État.

La classe capitaliste américaine reste unie dans la poursuite de la réalisation de son programme impérialiste visant à établir son hégémonie sur le monde entier. Son but est de faire de Wall Street un centre dont le monde serait tributaire. Pour assurer sa domination, le capitalisme américain projette de maintenir des armées d'occupation en Europe et en Asie. Ses représentants les plus autorisés parlent d'établir des bases militaires et navales à travers le monde, de construire une flotte dominant les cinq océans, d'exercer la police dans le monde pendant 100 ans, de créer une ère de « paix par la force », etc. Les plans de l'impérialisme des États-Unis exigent le maintien d'une machine militaire devant laquelle pâlissent tous les militarismes passés du monde.

Mais que nul n'aille s'imaginer que cette domination impérialiste viendra répandre le bien-être parmi les masses américaines. Le maintien d'une gigantesque machine militaire comportera, au contraire, l'imposition de charges écrasantes sur la classe ouvrière. La création d'une caste militaire toute-puissante peut seulement mener à l'organisation à la prussienne du peuple américain. Ce programme a pour but d'ouvrir la voie au Grand Capital : il renforce les pouvoirs de la réaction qui cherche à imposer ouvertement son programme en écrasant les syndicats et en instaurant un régime de famine et de répression pour les masses, de richesses et de privilèges pour quelques-uns.

La guerre est inévitable aussi longtemps que le capitalisme continue d'exister. Une société exempte d'exploitation, d'oppression et de profits peut seule mettre fin à la guerre. Seule l'abolition du capitalisme et l'instauration d'une société socialiste épargnera au peuple américain les horreurs de la continuation de la guerre.

Comme faisant partie de leur programme militaire, les cercles dirigeants capitalistes projettent la conscription de la jeunesse en temps de paix en vue de son entraînement militaire obligatoire. Nous n'avons rien de commun avec les pacifistes et les naïfs qui sont « contre » l'entraînement militaire. A cette époque de guerres et de révolutions, toutes les grandes questions seront résolues les armes à la main. Pour remplir leur mission historique, les ouvriers doivent devenir habiles à manier les armes. Contre le plan capitaliste visant à placer l'entraînement militaire des travailleurs sous le contrôle d'une caste militaire

réactionnaire, nous soutenons notre politique militaire prolétarienne : entraînement militaire des ouvriers; financé par le gouvernement, mais sous le contrôle des syndicats, camps spéciaux d'entraînement des officiers, financés par le gouvernement, mais contrôlés par les syndicats, pour entraîner les ouvriers à devenir officiers.

Les syndicats sont en régression depuis Pearl Harbor. Ils ont été incapables de conserver leurs positions contre la pression incessante des employeurs. Ils se sont dépouillés de leur arme économique la plus efficace — la grève — en faveur de l'arbitrage obligatoire exercé par le War Labor Board dominé par les patrons, ce qui les a privés de leur liberté d'action et les a inexorablement conduits à la soumission à l'État capitaliste. Le gouvernement capitaliste a appliqué le programme de la classe des exploités sous le couvert du mot d'ordre mensonger de « l'Union nationale ».

Le conseil du travail tripartite est un instrument de collaboration de classe à l'aide duquel les intérêts de la classe ouvrière sont subordonnés à ceux de la classe capitaliste. Pour créer l'illusion de l'impartialité, le personnel des corps tripartites, tels que le W. L. B., est composé d'un nombre égal de représentants des syndicats, des employeurs et du « public », c'est-à-dire du gouvernement. Mais dans une société capitaliste, le gouvernement exerce ses fonctions comme instrument de la classe dirigeante. En tant que minorité impuissante, les représentants ouvriers au sein du War Labor Board ne servent par conséquent qu'à perpétuer l'illusion que le W. L. B. est un organisme « impartial ».

De connivence avec les bureaucrates travaillistes, le W. L. B. a assumé le rôle de super-arbitre du mouvement ouvrier. A la suite de la promulgation de son programme de « stabilisation sur sept points », sur lequel la formule gelant les salaires est basée, et de l'adoption par le Congrès du Smith Connally Act, Roosevelt publia son décret des sanctions octroyant au W. L. B. le pouvoir de prendre des mesures punitives contre les syndicats « récalcitrants ». Le W. L. B. est devenu un organe de police des syndicats, à l'aide duquel les salaires gelés sont maintenus, qui opprime le mouvement syndical et qui sévit contre lui au profit des patrons. Avec la collaboration des fonctionnaires syndicaux, les décisions du W. L. B. sont imposées par des menaces, par l'intimidation et par la force. L'emploi de troupes fait maintenant partie de la procédure « d'arbitrage » en vue de discipliner les ouvriers et de sauvegarder la soumission des syndicats à la machine de guerre.

Les salaires restent gelés pendant que la hausse des prix et les profits croissants enrichissent les exploités. Les ouvriers sont attachés à leur entreprise pour empêcher « les compétitions entre employeurs dans un marché de travail hermétiquement fermé ».

La mobilisation des ouvriers, telle qu'elle fut imposée par décret administratif par le Roosevelt-Mc Nutt « Labor Referral Plan », livre les travailleurs à la merci des patriotes du dollar. Tandis que l'emploi de troupes pour briser les grèves est devenu d'un usage courant, les ennemis enragés des travailleurs au Congrès et dans les Parlements locaux de chaque État rivalisent entre eux pour patronner des légis-

lations anti-ouvrières de répression. Tels sont les résultats de la politique de collaboration des classes.

Il est devenu impossible aux syndicats de lutter pour résoudre leurs problèmes, de défendre leurs intérêts ou de préserver leur existence au moyen des méthodes dépassées du trade unionisme « pur et simple ». L'Etat capitaliste intervient et opère comme l'agent intégral des employeurs, même là où il s'agit des revendications « économiques » les plus élémentaires. Par conséquent, la lutte pour les revendications économiques les plus élémentaires entraîne à un conflit direct avec l'Etat capitaliste. La traditionnelle position apolitique de la bureaucratie syndicale condamne la classe ouvrière à l'impuissance. Les syndicats peuvent survivre uniquement en rompant avec la politique banqueroutière de la collaboration des classes, en regagnant et en renforçant leur indépendance d'action sur le plan économique, en formulant le programme politique des travailleurs et en organisant leur propre parti politique ayant pour but d'établir un gouvernement ouvrier et paysan (\*).

### Le programme capitaliste « d'après guerre »

Dérivant du rapport Baruch-Hancock, les plans de la classe capitaliste élaborés pour « l'après-guerre » ont pris une forme législative et ont été fournis par les taitons du grand capital. Le rapport Baruch-Hancock a été rédigé par les banquiers de Wall-Street, approuvé par Roosevelt et appuyé par le parti républicain et par le parti démocrate. Ce plan est basé sur la conservation du système de « l'entreprise libre », c'est-à-dire qu'il perpétue le contrôle des monopoles sur la production, la distribution et les échanges. Il envisage le retour à l'époque du sabotage organisé de la production et des prix de monopole, à l'époque du chômage massif et de la pauvreté générale. Le plan Baruch est un plan à la Bourbon, dont les auteurs n'ont rien appris et rien oublié.

En plus des millions fabuleux amassés au moyen des commandes de guerre, les profiteurs « patriotes » projettent un gigantesque vol de biens fonciers d'une valeur de plusieurs billions possédés par le gouvernement, d'entreprises industrielles, d'outillage et d'autres produits. Ces propriétés du gouvernement sont évaluées approximativement à 100 billions de dollars. Représentant le quart de la capacité de production du pays, les entreprises de l'Etat à elles seules sont évaluées à 20-25 billions de dollars et représentent 20 p. c. des capitaux investis dans l'industrie américaine. D'après le plan Baruch, préconisant la disposition des biens de l'Etat au sujet de laquelle des mesures législatives ont déjà été prises sous le régime de « l'entreprise libre », la plupart de ces biens iront à un petit groupe de quelque 25 magnats de sociétés, renforçant dans des proportions inouïes la mainmise financière de cette oligarchie sur la vie économique et politique de la nation.

Les partisans des monopoles considèrent l'empire industriel nouvellement créé par le gouvernement

comme une source de « surproduction » et par là comme une grosse menace pour leurs privilèges de monopole. Sous le plan Baruch, le sabotage de la production prévu et exécuté par le New Deal, alors que des primes étaient payées pour la destruction de 1/10<sup>e</sup> de la production de coton, de blé, de cheptel, sera répété sur une échelle gigantesque avec la destruction du 1/10<sup>e</sup> des entreprises et de l'équipement industriel.

Sous un système économique rationnel, les ressources et la capacité de production de l'industrie américaine seraient en état d'assurer pour tous une économie d'abondance. Les biens fonciers, les entreprises et autres moyens de production possédés par l'Etat peuvent devenir la clé de l'avenir. S'il était utilisé au profit du peuple, cet empire industriel en possession de l'Etat serait en mesure de fournir la nourriture, l'habillement et le logement à des millions d'hommes. Mais ces nouvelles possibilités de production ne seront utilisées dans ce sens que si les producteurs eux-mêmes, c'est-à-dire les ouvriers, établissent leur contrôle sur ces vastes moyens de production.

Avec l'effondrement militaire de l'Allemagne il y aura une baisse de la production de guerre officiellement estimée à un taux oscillant entre 40 et 70 p. c., entraînant un chômage correspondant. Le « Federal Reserve Bulletin » de mai 1941 affirme qu'un retour au niveau de production de 1939 — année relativement prospère — comporterait l'existence de 15-20 millions de chômeurs. Sous le contrôle des monopoles, la conversion de la production de guerre en production de paix aura comme résultat la création de la plus grande armée de chômeurs de l'histoire. Le Congrès vote de généreux paiements en espèce aux fournisseurs de guerre et assure les bénéfices des sociétés durant la période de la conversion; mais la seule mesure prise pour amortir le choc du chômage est le Starvation Bill qui prévoit pour les ouvriers une « aide » minime de 2 dollars par semaine.

### Un programme ouvrier

Au plan de famine des capitalistes, les ouvriers doivent opposer leur propre plan pour la période d'après-guerre. Un tel plan, s'il est sérieux, doit être présenté sous forme de programme politique. Pour résoudre les problèmes du nantissement d'après-guerre, ce programme transitoire doit pouvoir :

**A la pleine utilisation de toute capacité productive.**  
Au sabotage de la production en faveur des profits des monopoles, les ouvriers doivent opposer le mot d'ordre de la continuation du fonctionnement de toutes les entreprises de l'Etat sous le contrôle des Comités Ouvriers. Ceci doit être le premier pas vers l'expropriation de l'industrie dans son ensemble et de son fonctionnement sous le contrôle ouvrier. Aucune entreprise ne doit rester fermée alors qu'il existe des chômeurs.

**A du travail pour tous et à des garanties de travail.** Contre le fléau du chômage, le programme

(\*) Suit un chapitre sur le rôle de la bureaucratie ouvrière de la AFL-CIO, et sur le comité d'action politique de la CIO.

ouvrier doit lancer le mot d'ordre d'une échelle mobile des salaires et des heures de travail. De la semaine des 30 heures sans réduction de salaire. A chaque hausse du coût de la vie, hausse correspondante des salaires. A mesure que la productivité du travail augmente les heures de travail doivent diminuer sans diminution des salaires.

A créer l'instrument politique qui appliquera ce programme. Contre les partis républicain et démocrate qui tous deux représentent les intérêts des gens des monopoles, les travailleurs doivent organiser leur propre parti ouvrier indépendant. Contre le système de la « libre entreprise », un système d'économie planifiée. Contre le gouvernement de l'Amérique par les soixante familles, le Gouvernement Ouvrier et Paysan.

L'essence des « plans » capitalistes consiste à créer artificiellement une économie de rareté. La classe capitaliste parasitaire a perdu toute justification pour prolonger son existence. Elle ne peut plus développer les forces de production, elle ne peut qu'entraver et saboter la production dans son ensemble. C'est la tâche de la classe ouvrière américaine de libérer les forces productives des entraves de la propriété privée et d'instituer une économie planifiée sous un gouvernement ouvrier et paysan. Le mot d'ordre qui couronne le programme transitoire trotskyste, c'est le gouvernement ouvrier et paysan. Chacune de nos revendications transitoires conduit à une seule et même conclusion politique : les ouvriers doivent rompre avec les partis politiques de la classe capitaliste et organiser leur propre parti afin d'établir, conjointement avec les paysans pauvres, leur propre pouvoir. Au moyen du programme des revendications transitoires élaboré par le Socialist Workers Party, le gouvernement ouvrier et paysan peut assurer la transition du capitalisme au socialisme.

Le Socialist Workers Party s'efforce de mobiliser la classe ouvrière autour de son programme transitoire comme unique moyen de sortir du marais du chômage et de la famine, de la rareté artificielle au milieu de l'abondance.

Les dépenses de guerre colossales vont élever la dette nationale des Etats-Unis au-dessus du chiffre astronomique de 300 milliards de dollars. Cette dette sans précédent accélère le processus de l'inflation. Le coût de la vie continue de monter, de nouveaux impôts plus accablants sont imposés aux masses, le standard de vie des ouvriers descend à des niveaux toujours plus bas.

Malgré la position favorisée des Etats-Unis, la guerre aura un effet ruineux sur la vie économique américaine. Le chômage, ce fléau social né du capitalisme, s'abattra sur le pays. Les mesures de répression archi-réactionnaires contre le mouvement ouvrier, adoptées sous prétexte des nécessités militaires, seront prolongées pendant la période « d'après-guerre ». La poussée vers un gouvernement totalitaire continuera sous forme de revendication d'un gouvernement « fort » à Washington.

Les Etats-Unis, centre nerveux du monde capitaliste, sont sensibles à tout choc et à toute dislocation du système social. Les contradictions et les antagonismes croissants qui éclatent à travers « l'unité » de surface des « Nations Unies », le choc des intérêts impérialistes et l'antagonisme fondamental entre

l'impérialisme mondial et l'Union Soviétique, l'intensification des conflits de classe à l'intérieur de chaque nation; les épouvantables convulsions sociales secouant le continent européen, tout cela a de profondes répercussions à l'intérieur des Etats-Unis. Trotsky écrivait :

« Nous ne devons pas un seul instant perdre de vue le fait que la puissance du capitalisme américain repose de plus en plus sur une économie mondiale fondée sur des contradictions et des crises d'ordre militaire et révolutionnaire. Cela signifie qu'une crise sociale aux Etats-Unis peut éclater bien plus tôt que beaucoup de gens ne le pensent et avoir un développement fébrile dès le début. D'où la conclusion : Il est nécessaire de se tenir prêts. »

La guerre, qui au début empêchait la radicalisation des masses, est en train de donner à cette radicalisation une impulsion extraordinaire. L'indignation des classes travailleuses s'éleva au raz-de-marée contre les partis et les chefs qui les trompèrent. La nécessité d'une solution de leurs problèmes poussera les ouvriers vers la voie de la lutte révolutionnaire. Notre programme transitoire trouvera un écho croissant dans des couches toujours plus larges de la classe ouvrière américaine.

Nous constatons déjà les premiers signes de ce réveil dans la préélection croissante pour une action politique ouvrière indépendante et dans la croissante opposition des militants des syndicats aux garanties de non-participation à des grèves.

Dans beaucoup de cas, des militants syndicaux ont adopté des parties de notre programme transitoire et lancé nos mots d'ordre dans la lutte contre les bureaucrates travaillistes. Ces manifestations démontrent que notre programme transitoire est conforme aux besoins des travailleurs, qu'il constitue, quand il est convenablement appliqué, un moyen indispensable pour mener à bien nos tâches politiques au sein du mouvement des masses.

Seul le Socialist Workers Party a présenté un tel programme et peut donner la direction nécessaire. Un grand nombre de militants syndicaux parmi les meilleurs, les plus intelligents, les plus conscients politiquement, tireront de leur expérience les conclusions qui s'imposent et rejoindront les rangs de notre parti pendant la période qui vient. C'est uniquement en se basant sur notre programme transitoire que les syndicats pourront sortir de l'impasse dans laquelle les bureaucrates travaillistes les ont menés et devenir effectivement un puissant levier susceptible de faire progresser les intérêts de la classe ouvrière.

Il est de notre devoir d'accroître notre pénétration dans les syndicats, d'étendre notre influence au sein du mouvement des masses, de conduire les militants qui cherchent leur voie à une solution révolutionnaire, de rallier l'avant-garde autour de notre drapeau. Notre programme a subi l'épreuve de l'expérience, notre drapeau est sans tache, nos cadres sont prêts. Nous pouvons regarder en avant avec pleine confiance en un développement rapide de notre parti pendant la période qui vient.

La crise profonde du système social et l'acuité croissante de la lutte des classes posent devant le peuple américain l'alternative : fascisme ou socialisme. Il n'y a pas de troisième solution. Devant la

menace de perdre leurs privilèges et leurs profits, les capitalistes des monopoles feront appel à leurs gangsters fascistes pour préserver « la loi et l'ordre » capitaliste. Remplissant leurs fonctions en tant qu'agents du grand capital, les fascistes recrutent leurs hommes dans des sections de la population que l'impasse économique à laquelle le capitalisme a conduit la société a accablées au désespoir. Le mécontentement, l'indignation et le désespoir des chômeurs, les désillusions des anciens combattants et la rage des classes moyennes ruinées par le grand capital sont détournés par les fascistes de leur vraie source de misère et utilisés contre les travailleurs.

Le Socialist Workers Party enseigne que le mouvement ouvrier ne peut combattre la menace fasciste qu'en organisant les chômeurs en alliance avec les syndicats et en se faisant le champion de leurs luttes; que le mouvement ouvrier doit réunir les anciens combattants dans des organisations liées aux syndicats et lutter pour leurs revendications; que le mouvement ouvrier doit élaborer un programme hardi offrant une solution aux besoins urgents des travail-

leurs agricoles et de la classe moyenne urbaine ruinée. C'est seulement en se mettant à la tête de toutes ces parties de la population exploitée et opprimée par le capitalisme monopoleur et en luttant pour la solution fondamentale contenue dans notre programme transitoire que la classe ouvrière peut détruire le fascisme et conduire le peuple vers une société de paix, de sécurité et d'abondance.

Il a été établi comme une loi historique que le fascisme ne peut s'emparer du pouvoir que quand la classe ouvrière se montre incapable de fournir une direction appropriée à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. La classe ouvrière américaine a fait la preuve de sa capacité de lutte dans de nombreux combats de classe. Elle est relativement libre des traditions social-démocrates et stalinienne qui ont paralysé la volonté des ouvriers européens avant l'offensive fasciste. C'est à la classe ouvrière américaine qu'appartient l'initiative. Notre parti, le seul parti révolutionnaire sur l'arène politique, va avoir à courir sa chance. Nous ne faillirons pas.

... Vouloir raisonner sur le sort de l'Europe et du prolétariat mondial sans tenir compte de la force et de l'importance des Etats-Unis, c'est dans un certain sens compter sans le maître. Car le maître de l'humanité capitaliste, c'est New-York et Washington, c'est le gouvernement américain.

Le développement antérieur de l'Europe et du monde entier s'effectuait dans une mesure considérable sous la direction de l'Angleterre. La première, l'Angleterre avait su largement utiliser le charbon et le fer et, par suite, s'assurer pour longtemps la direction du monde. En d'autres termes, elle réalisait politiquement sa prépondérance économique et en tirait parti dans ses rapports internationaux. Elle dominait en Europe en opposant un pays à l'autre, en consentant ou en refusant des emprunts, en finançant la lutte contre la Révolution française, etc. Elle avait la haute main sur le monde entier. Mais sa prépondérance au moment de son plus grand épanouissement n'est rien en comparaison de celle dont les Etats-Unis disposent actuellement sur le reste du monde, l'Angleterre y comprise. Et c'est là la question capitale de l'histoire européenne et mondiale. Ne pas la comprendre, c'est être incapable de comprendre le prochain chapitre de notre histoire...

... Que veut le capital américain? A quoi tend-il? Il cherche, dit-on, la stabilité. Il veut rétablir le marché européen dans son intérêt. Il veut rendre à l'Europe sa capacité d'achat. De quelle façon? Dans quelles limites? En effet le capital américain ne peut pas vouloir se faire de l'Europe un concurrent. Il ne peut admettre que l'Angleterre et, à plus forte raison, l'Allemagne et la France, recouvrent leurs marchés mondiaux, parce que lui-même il est à l'étroit, parce qu'il exporte des produits et s'exporte lui-même. Il vise à la maîtrise du monde, il veut instaurer la suprématie de l'Amérique sur notre planète. Que doit-il faire à l'égard de l'Europe? Il doit, dit-on, la pacifier. Comment? Sous son hégémonie. Qu'est-ce que cela signifie? Qu'il doit permettre à l'Europe de se relever. Mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints, du marché mondial. Le capital américain commande maintenant aux diplomates. Il se prépare également à commander aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie européenne. C'est ce à quoi il tend. Il assignera aux financiers et aux industriels européens des secteurs déterminés du marché. Il réglera leur activité. En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter ou de vendre...

« Europe et Amérique », 1924.

# La stratégie du ravitaillement pendant l'après-guerre (1)

par C. CHARLES

La nomination d'Herbert Lehman au poste de directeur de l'organisme pour le « Secours et le Relèvement des pays étrangers » révèle d'une façon significative que la classe capitaliste américaine se prépare à la « paix » qui suivra la guerre.

Les capitalistes les plus clairvoyants savent ce qui va arriver. Ils savent que les peuples exigeront d'eux des comptes pour les morts, les blessés, les aveugles, les populations bombardées, pour les veuves et les orphelins, pour les enfants squelettiques et les hommes épuisés, pour les maladies et la famine, pour l'oppression nationale, les destructions, l'anti-sémitisme, l'autocratie politique, le déclin de la civilisation, les espoirs déçus et les engagements brisés, qui résultent de la guerre.

Cette demande de comptes prendra la forme d'une série de révolutions sociales dans la dernière période de la guerre aussi bien que dans l'après-guerre. L'existence même des capitalistes en tant que classe sera remise en question. La « paix » sera une guerre acharnée des classes.

L'une des armes principales des capitalistes luttant pour leur propre existence en tant que classe sociale sera le contrôle du ravitaillement. Les capitalistes américains — et jusqu'à un certain point anglais — brandiront cette arme sur l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Ils espèrent que les masses révolutionnaires affa-

mées et à bout de forces seront ainsi réduites à leur merci, sous la contrainte de cette arme : le ravitaillement.

Ils essaieront aussi de s'en servir pour obtenir du régime actuel de l'U.R.S.S. des concessions économiques et politiques encore plus grandes, dans le but d'y restaurer éventuellement le capitalisme. Les impérialistes classent l'U.R.S.S. dans la catégorie des « affaires en cours ».

Telle est la signification essentielle de la nomination de Lehman à son nouveau poste. A la suite de sa nomination, le « New-York Times » déclare, le 28 novembre 1942 :

Le ravitaillement sera une arme puissante, d'un grand pouvoir de persuasion, dans cette période cruciale entre la guerre et la paix, alors que l'avenir du monde se décidera... Le ravitaillement tranchera bien des questions pendant l'armistice; ce sera un appoint important pour la diplomatie en temps de paix. Nous combattons par les armes pour libérer le monde, mais quand les armes seront déposées, pendant un temps du moins, il nous faudra combattre par le ravitaillement pour assurer la paix.

## La crise du ravitaillement

### qui sévit actuellement en Europe

Ce sont à la fois la portée et la profondeur du problème du ravitaillement qui sont plus grandes que pendant la dernière guerre mon-

(1) Malgré que cet article date de 1943, son actualité reste toujours grande.

La situation alimentaire en Europe et dans d'autres parties du monde est critique. La « libération » non seulement n'a pas amélioré le ravitaillement des pays européens, mais dans certains cas, parmi lesquels il faut citer tout d'abord celui de la France, de la Belgique et de l'Italie, elle l'a aggravé.

La conférence des experts anglo-saxons pour le ravitaillement de l'Europe, tenue à Washington le 30 avril 1945, était obligée de constater à ce propos : « Dans plusieurs parties de l'Europe libérée, le niveau de consommation est déplorablement bas... »

Particulièrement dans les villes, la consommation n'atteint pas les 2,000 calories par jour, qui sont considérées comme un minimum. Et elle cite quelques exemples : 450 à 500 calories pour la population d'Amsterdam et de Rotterdam, 1,700 à 1,800 calories pour la population de la Belgique, 2,000 calories environ pour la population d'Athènes. C'est le cas aussi de l'Italie, de la France et de plusieurs régions de l'Allemagne, qui connaîtront une famine certaine l'hiver prochain.

L'Amérique et l'Angleterre (pays dans lesquels la consommation se maintenait respectivement en 1944 au niveau de 3,367 calories et 2,923 calories) sont les seuls pays qui peuvent venir immédiatement en aide à l'Europe sous-alimentée et menacée de famine.

Elles possèdent, en effet, outre certains stocks, la presque totalité des transports maritimes, qui peuvent aller chercher les produits nécessaires dans les pays producteurs (Canada, Amérique du Sud, colonies) et les acheminer vers l'Europe.

Mais comme pendant l'autre guerre, aujourd'hui aussi le ravitaillement est devenu entre les mains des impérialistes une arme politique contre-révolutionnaire dont nous avons fait déjà l'expérience en Belgique, en Italie et en Grèce.

diale et la période qui l'a suivie. Des pays qui alors n'avaient pas besoin de ravitaillement étranger et pouvaient nourrir les pays dévastés par la guerre — Pays-Bas, Norvège, Espagne, Italie, Afrique du Nord, France — souffrent maintenant d'une extrême disette. Les pays qui connaissent la faim pendant la dernière guerre subissent actuellement une famine plus grande encore.

Le consul général des Pays-Bas affirmait le 10 décembre que le taux croissant de la mortalité dans ce pays révélait une alimentation insuffisante. Pour une large part, l'augmentation des décès à la suite des maladies contagieuses résulte de la faim latente, occasionnée par le manque de vitamines A et C.

Le même jour, le consul général de Norvège déclarait que la situation en Norvège « empirait de mois en mois et que cet hiver elle serait certainement critique ».

Selon le consul général de Belgique, la déficience alimentaire de la population belge adulte n'est pas estimée à moins de 60 p. c. — en d'autres termes, les adultes n'ont que 40 p. c. de l'alimentation dont ils ont besoin pour vivre en bonne santé. L'individu moyen américain consomme environ 20 livres par mois de viande et matières grasses diverses. L'individu moyen adulte belge en a 2 livres (1). Le pourcentage de tuberculose a augmenté chez les enfants de 30 p. c., de même que le rachitisme : les cas de pieds et membres enflés par suite de la sous-alimentation encombrant les hôpitaux. Dans les centres industriels, la mortalité infantile a doublé.

Si telle est la situation dans ces pays relativement favorisés, la condition des masses en Europe orientale doit être beaucoup plus terrible. L'état de famine qui règne en Grèce est bien connu. En 1941, la France industrielle a subi une diminution, variant entre un tiers et un demi, de sa consommation en pain, une diminution de deux tiers de sa consommation en sucre, viande et matières grasses. A présent, les conditions ont empiré. L'Italie, l'alliée de l'Allemagne, n'est que légèrement, si même elle l'est, en meilleure condition que les ennemis vaincus d'Hitler. L'Allemagne même, le mieux nourri des pays européens, n'est pas loin du stade de la famine et descendra avant la fin de la guerre, sans aucun doute, au même niveau que le reste de l'Europe.

De plus, à la liste des pays européens qui auront besoin du ravitaillement étranger, il faut ajouter l'Afrique du Nord, l'Asie mineure, le Japon, l'Inde et la Chine.

Comme on soustrait de plus en plus de main-d'œuvre à l'agriculture, et comme les dernières bêtes de trait sont attelées à des canons et non plus à des charrues, que le matériel agricole s'use et ne peut être renouvelé, que tous les produits chimiques, au lieu d'aller enrichir le sol, sont employés à la fabrication d'explosifs, que les semences et la moisson ont un rendement moindre, que le bétail, porcs et moutons,

qui ont besoin du fourrage et des grains étrangers, sont décimés, que les possibilités de pêche sont supprimées en mer, que les pêcheurs sont contraints d'entrer dans l'armée de terre ou de mer, que les réseaux ferrés sont disloqués et les routes démolies, que les systèmes monétaires s'effondrent au fur et à mesure que la guerre continue, la famine ira gagnant en intensité et en étendue.

Les derniers jours de la guerre verront non seulement la famine mais la révolution. Comme Herbert Hoover l'écrivait dans le « Colliers » du 28 novembre :

C'est un monde affamé qu'il faudra nourrir à la fin de cette guerre... Même si nous ne l'avons pas promis, nous devons le faire si nous voulons créer une paix durable et non une anarchie durable.

Il y a plus de « Cavaliers » qui suivent la guerre actuelle qu'au temps où l'Apocalypse fut écrite. Dans la guerre totale moderne, la Famine et l'Epidémie sont accompagnées de quatre nouvelles recrues, qui se nomment : Révolution, Chômage, Défiance et Haine.

Le 23 juillet 1942, Cordell Hull donnait l'avertissement suivant :

Dans certains pays la confusion et le chaos suivront la cessation des hostilités.

J'ai constaté que le tourment et le doute régnaient dans les cœurs et les esprits de ceux qui restent à l'arrière de ces fronts. Ils étaient à la recherche d'un but commun...

L'Europe en 1917 était probablement dans le même état d'esprit. C'est le corollaire inévitable du sang répandu par la guerre et de la lassitude amenée par elle. Alors, en 1917, Lénine a donné au monde un ensemble de réponses.

Pour l'emploi du ravitaillement en tant qu'arme de la contre-révolution, les capitalistes américains peuvent utiliser déjà une riche expérience. Ils l'ont acquise sur une grande échelle quand, à la suite de la dernière guerre, et, en mettant fin à la guerre, l'Europe vit éclore une série de révolutions.

Hoover était alors à la tête de l'administration du Secours américain et des Fonds de secours aux enfants européens, poste similaire à celui que vient d'occuper Lehman.

## Ravitaillement

### et contre-révolution en 1919-1922

Quelques semaines après la signature de l'armistice, Woodrow Wilson demanda au Congrès 100.000.000 de dollars destinés au Secours européen. Il déclara, dans le message suivant, du 24 février 1919 :

Le rétablissement du ravitaillement est maintenant la clé de toute la situation européenne et de la solution pacifique. Le bolchévisme avance résolument vers l'ouest, contaminant l'Allemagne. On ne peut l'arrêter par la violence, mais par le ravitaillement et tous les dirigeants (alliés) avec lesquels je suis en conférence, s'accordent pour dire qu'une action concertée est, en cette matière, d'une importance immédiate et vitale.

L'argent ne sera pas dépensé à nourrir l'Allemagne elle-même, parce que l'Allema-

(1) N'oublions pas que cet article date de 1943.

gne peut acheter sa nourriture, mais il sera dépensé à financer le mouvement de nos véritables amis en Pologne, pour les populations des unités libérées de l'empire austro-hongrois, et pour nos alliés des Balkans.

Je ne vois pas quelles possibilités précises nous pouvons avoir de conclure la paix à moins d'utiliser ces moyens d'endiguement de la marée anarchiste.

Tandis que Wilson proclamait que le bolchévisme ne serait pas arrêté par la violence, il en usait lui-même contre la nouvelle république soviétique. A l'époque du message, il y avait sur le sol russe, luttant activement contre la révolution, des troupes américaines et britanniques à Murmansk; des soldats américains et japonais à Vladivostok; des Tchécoslovaques en Sibérie orientale; des unités navales françaises à Odessa, tous coopérant activement avec les troupes de Gardes russes blanches. Les Alliés fournissaient aussi des subsides aux Gardes russes blancs et aux pays voisins de la Russie soviétique, en guerre avec le régime soviétique.

Pour Wilson, ces Gardes blancs étaient « nos véritables amis en Pologne » et « nos alliés des Balkans ».

Vernon Kellog, qui collaborait étroitement avec Hoover dans l'œuvre de redressement européen, écrit dans son livre: « Herbert Hoover, l'Homme et son Œuvre », (1920), qu'il caractérise dans la préface comme le livre d'un ami « plein d'admiration »:

C'est d'après ce que je connais personnellement de l'œuvre qu'il a accomplie, dans cette extraordinaire situation des huit premiers mois postérieurs à l'armistice, que j'ai déjà proclamé ma foi en lui au début du présent ouvrage. C'est grâce à Hoover et à son œuvre que l'anarchie, le chaos complet et la domination bolchévique totale en Europe orientale (Russie occidentale) furent évitées. (Page 267.)

Il fallait un homme qui put agir efficacement. Ce fut Hoover. Il n'y avait pas seulement des vies à sauver, il y avait des nations. Il n'y avait pas que la famine à combattre... il y avait le bolchévisme. (Page 276.)

Et Hoover lui-même, dans son dernier article de « *Colliers* » du 28 novembre 1942, résume ainsi le travail qu'il accomplit après la guerre:

Notre principal but était de sauver des centaines de millions de vies. Mais le ravitaillement et les travaux de reconstruction étaient des bases qui permettraient de maintenir l'ordre et rendraient la conclusion de la paix possible. Raison de plus pour que nous nous efforcions de soutenir les faibles ébauches démocratiques qui s'étaient esquissées dans tous ces pays.

Pour Hoover, démocratie signifie régime du « boucher »: Mannerheim en Finlande, Paderewski et Pilsudski en Pologne, Wrangel, Denikin et autres Gardes blancs en Russie, Horthy en Hongrie.

Un exemple décisif du rôle de l'administra-

tion du Secours est la contre-révolution en Hongrie. Après l'écrasement de l'Autriche-Hongrie, à la signature de l'armistice, un gouvernement libéral de gauche fut porté au pouvoir en Hongrie avec le comte Karolyi. Cependant la situation économique et politique en ce pays était parvenue à un état d'extrême tension. Les Alliés imposaient le blocus à la Hongrie. Le ravitaillement était aussi rare que les matières premières et le combustible. Les gouvernements yougoslave, roumain et tchèque, marionnettes des Alliés, étaient en train de dépecer la Hongrie, encouragés par le Conseil interallié de Paris. A l'intérieur du pays, l'armée républicaine se laissait gagner au communisme. Les ouvriers se radicalisaient de plus en plus. Le 24 mars, le gouvernement Karolyi se retira pacifiquement et un gouvernement soviétique fut établi sous le contrôle du parti socialiste hongrois qui représentait une union nouvellement formée des communistes et social-démocrates (1).

Cette république soviétique ne vécut que quatre mois et demi. T. C. C. Gregory fut une des figures de premier plan au cours des événements qui amenèrent l'écrasement des Soviets hongrois. Laissons l'ami d'Herbert Hoover, Vernon Kellog, nous présenter le personnage.

Un des principes d'Hoover était que le ravitaillement ne doit aller qu'aux pays où il peut être surveillé et contrôlé. Cela vaut contre le bolchévisme. Le malin Bela Kun (chef du gouvernement soviétique en Hongrie) était capable de jouer et de gagner la partie en Hongrie contre la Conférence de la Paix et le Conseil suprême (des Alliés) à Paris, mais il était surclassé par le beau parleur, aux mâchoires carrées, le capitaine « Tommy » Gregory, porte-parole général d'Hoover pour toute l'Europe du Sud. (Page 277.)

Dans le « *World's Work* » de juin 1921, Gregory publiait un article intitulé « Renversement d'un régime rouge ». Il y décrivait les événements d'une façon assez directe:

Si l'on considérait la situation, il était clair à Paris comme à Londres ou dans les capitales du sud-ouest européen, que le salut de l'Europe centrale dépendait, au début de l'été 1919, du renversement immédiat de Bela Kun, dictateur bolchévique en Hongrie.

La méthode directe était la bonne... Le maréchal Foch fut sollicité de donner son avis et dit que cela pouvait se faire, mais qu'il y faudrait employer une armée de 250,000 hommes, complètement équipés et préparés en vue d'une campagne énergique. Ce projet fit hésiter Paris...

L'emploi direct de la violence fut rejeté. D'autres méthodes étaient à conseiller. A Vienne, Gregory entra en contact avec un certain général Boehm, qui représentait en Autriche le gouvernement soviétique hongrois. Boehm, pensait Gregory, « était la clé de la situation ». Il essaya donc de tirer parti de l'égoïsme, de l'ambition, de l'arrivisme de Boehm.

(1) Pour éviter tout équivoque, on doit signaler que, en dépit de l'union et de leur rôle dirigeant dans la république soviétique — auquel ils furent accusés par le soulèvement des masses — les social-démocrates restèrent des social-démocrates tandis que les communistes étaient menés par un groupe de carriéristes, ayant Bela Kun et J. Pogany à leur tête, qui se révélèrent totalement incapables et qui entrèrent ensuite dans la bureaucratie stalinienne.

Boehm se porta garant, sur la proposition de Gregory, qu'il ferait des démarches pour provoquer un mouvement contre-révolutionnaire.

En réponse à un certain nombre de questions qu'il posa, il lui fut déclaré que :

Paris reconnaîtrait et prêterait sans aucun doute son appui à n'importe quel gouvernement, ou toutes les classes seraient représentées, que toute la nation hongroise reconnaîtrait. En second lieu il lui fut suggéré qu'il connaissait certainement des hommes pouvant disposer d'influences puissantes en Hongrie et qui tomberaient certainement d'accord sur tout projet tendant à renverser Bela Kun, pour peu qu'il ait des chances fondées de succès. Il nomma aussitôt Agoston et Haubrich, deux des représentants ouvriers les plus influents dans le gouvernement Kun... On les envoya chercher et ils vinrent secrètement à Vienne.

Gregory, avec Sir Thomas Cunningham, de la Commission militaire britannique, et les leaders social-démocrates appartenant à la diplomatie italienne

furent instantanément d'accord pour reconnaître que la première démarche devait être l'élaboration d'une déclaration de principe sur laquelle les gouvernements alliés pourraient se baser pour fournir leur appui moral au mouvement dirigé contre Kun.

La déclaration aussitôt portée à la connaissance de Paris par M. Hoover comportait les points suivants :

1) Etablissement d'un gouvernement dictatorial avec pleins pouvoirs. Candidats possibles : Haubrich, Agoston, Garami et Boehm.

2) Dissolution du gouvernement communiste Kun, avec plein anéantissement du bolchévisme et de toute propagande bolchévique.

3) Dictature pour assurer la transition jusqu'à l'institution d'un gouvernement représentatif de toutes les classes.

4) Cessation immédiate de tous les actes de terrorisme, des confiscations et saisies.

5) Levée du blocus et démarches immédiates de l'Entente, pour fournir du ravitaillement et du charbon à la Hongrie et l'aider à ouvrir le Danube.

6) Réunion immédiate d'un corps de conseillers de l'Entente.

7) Pas de persécutions politiques.

8) Dernières décisions relatives à la socialisation d'un gouvernement permanent.

On doit avoir nettement présent à l'esprit qu'à part Boehm, simple instrument, la véritable conspiration, que nous avons mise sur pieds, était subordonnée aux intérêts des travaillistes démocrates hongrois... Sans cette solide et active poignée d'hommes, ou privé de la direction des trois hommes susnommés, Boehm, ou n'importe quel autre conspirateur militaire ou monarchiste aurait été aussi dénué de ressources qu'un écolier. Le complot dépendait de l'élément travailliste.

Je télégraphiai les huit points à Hoover au moment où ils furent établis, puis Cunningham et Borghesi les transcrivirent à leurs gouvernements respectifs.

On les notifia aussi au gouvernement français. Gregory continue :

Sans aucun doute, c'est à Hoover surtout que nous devons la prompt réponse que nous reçûmes (par l'intermédiaire du Conseil suprême allié). Le Conseil suprême allié, insistant sur le fait que le programme à appliquer à la Hongrie était un programme général plutôt que particulier, le signa et l'expédia. Boehm et ses associés... commencèrent à donner corps à leurs projets.

Parmi les divers points du programme, il y en avait un qui promettait la levée du blocus et la cession de ravitaillement à la Hongrie. Cependant Gregory, précisément sur ce point essentiel, se trouvait en difficulté.

L'œuvre pour laquelle notre mission (de secours) a été créée était presque terminée et nous allions, par une stipulation irrévocable, mettre un terme à notre activité, fermer nos bureaux, licencier notre personnel et quitter l'Europe centrale le 1<sup>er</sup> août. C'était alors le 28 juillet. Hoover m'avait télégraphié que nos fonds étaient épuisés et qu'ils ne seraient plus renouvelés. Il y avait du ravitaillement à Trieste, appartenant à des expéditeurs privés, ainsi que des réserves de blé et de maïs dans le Banat, qui étaient utilisables, mais je n'avais pas d'argent pour me procurer ces marchandises et je ne pouvais en obtenir de nulle part à une exception près.

Deux ou trois fois, un représentant de l'administration bolchevik de ravitaillement hongrois, homme fin et habile, était venu me trouver secrètement à Vienne, au nom de Bela Kun, et me supplier de lui céder des réserves. J'avais refusé catégoriquement car il y avait un blocus sur la Hongrie rouge. Je lui déclarais, dès l'abord, que nous ne voulions traiter aucune affaire avec le bolchévisme, et qu'il perdait son temps à me solliciter. Je vis là une possibilité de faire un coup qui nous permettrait de terminer avec plein succès notre mission en Europe centrale.

Le ministère du Ravitaillement ne savait pas plus que Bela Kun qu'une mine était placée sous le bolchévisme.

... Dans l'intervalle des quarante-huit heures qui nous séparaient du moment où le dernier acte (renversement de Kun) se jouerait à Budapest, je l'envoyai chercher et lui dis qu'il était possible que je revienne sur ma première décision concernant la cession de ravitaillement au peuple hongrois.

Il en pleura presque de joie, mais je l'arrêtai :

— Il y a une difficulté, dis-je, je ne puis vous envoyer un grain de blé ou une once de matière grasse, à moins que vous ne payiez comptant. Avez-vous de l'argent disponible ?

— Vous pouvez faire votre choix, dit-il. Les bolcheviks ont pris en mains les banques hongroises, et j'ai des millions de couronnes, de francs, de marks, de livres; j'ai même des dollars américains...

Vers trois heures de l'après-midi, le lendemain, deux hommes, accompagnés par le ministre hongrois, entrèrent porteurs de papiers à linge, recouverts d'une serviette. Pendant deux heures, mon secrétaire encaissa des livres anglais et turques, des francs français, des livres italiennes, pour ne rien dire des marks et des couronnes, le tout couronné par 90,000 dollars, en beaux billets de mille dollars. Cette nuit même, ils furent déposés à notre nom à la Vienna Bank Verein. Un marché avait été conclu avec les agents des expéditeurs et trois chargements de matières grasses commandés, destinés à être expédiés immédiatement à Budapest, au reçu d'un télégramme émanant de moi.

Cet après-midi là, le gouvernement de Bela-Kun fut renversé. A dix heures du matin, le lendemain

des trains de vivres, chargés à bloc, et venant de toutes les directions, se mirent à rouler vers la Hongrie.

Cependant, le renversement du gouvernement de Bela Kun n'était que la première étape du mouvement réactionnel. Le gouvernement des socialistes jaunes dura quelques jours et fut renversé par les soldats roumains — armés et équipés par les Alliés — qui mirent un Habsbourg sur le trône. Il

fut destitué par le Conseil Interallié de Paris qui ne voulait pas d'un Habsbourg au pouvoir, préférant une autre variété de réactionnaire.

Ici prend fin le récit de Gregory. Nous savons ce qui suivit. Le Habsbourg fut remplacé après par les Gardes Blancs hongrois et les réactionnaires, avec Horthy à leur tête, qui vint au pouvoir et s'y maintint en faisant régner une terreur abominable et en exterminant quiconque élevait la voix contre la sanglante dictature. Horthy et les Gardes Blancs étaient encouragés et soutenus par les Alliés, tandis que travailleurs et paysans hongrois étaient amenés à la soumission par la famine.

Tout dans ce récit est absolument logique : l'emploi du blocus du ravitaillement et des produits pharmaceutiques pour lutter contre une révolution, tandis qu'on soutenait les préparatifs contre-révolutionnaires, l'emploi par les capitalistes de la seule force capable de déloger les ouvriers : des leaders social-démocrates jaunes ; puis leur renversement rapide par les réactionnaires quand ceux-ci les eurent utilisés pour la réalisation de leur dessein. Les circonstances varient, mais au fond la suite des faits est sensiblement la même dans toute l'histoire européenne, pendant la période qui suivit la première guerre mondiale.

### Contre-révolution de Hoover en Finlande

À la suite de la révolution russe de novembre 1917, une révolution semblable eut lieu en Finlande. Les ouvriers et paysans finlandais trouvèrent ligés contre eux à la fois la bourgeoisie finnoise avec le général Mannerheim à sa tête et les régiments allemands sous les ordres du général von der Goltz. Ces deux adversaires réunis purent abattre le régime soviétique finnois et une période de terreur blanche s'ouvrit, où l'on vit Mannerheim, appuyé par les baïonnettes impérialistes allemandes, massacrer 15.000 ouvriers et paysans, tandis qu'il en mourait encore 15.000 en prison, (où 150.000 hommes, au total, étaient détenus). Pour prix de ses exploits, Mannerheim obtint le sobriquet de « Boucher ». Mais il n'aurait pu réussir sans l'aide de « l'organisation de Secours » de Hoover.

La division du travail est un fait intéressant à constater. Les Allemands soutiennent Mannerheim contre les masses. Puis cet agent déclaré de l'Allemagne est aidé, après l'armistice, par l'organisation américaine de Secours. Dans le « Saturday Evening Post » du 30 avril 1921, Hoover rapporte :

Le cas de la Finlande, tel que me l'a exposé récemment le ministre finnois, illustre l'importance finale de toutes ces mesures (de secours) — non seulement du secours à l'enfance. Il déclara que l'organisation américaine de secours, pendant l'hiver 1918-1919, et, à un moindre degré, pendant l'hiver 1919-20, non seulement permit au gouvernement finnois de se maintenir mais posa les bases de la stabilité nationale. Il parvint à renforcer tellement les armes des forces de l'ordre que le pays a pu triompher de la menace bolchévique postée à ses portes même.

Le « New-York Times » du 22 décembre 1918, publia la dépêche suivante :

Washington, 22 déc. — On a annoncé officiellement cette nuit, du Ministère de la Guerre, que la Finlande avait apparemment pu renverser la domination (!) germanique depuis la signature d'armistice, et former un gouvernement populaire, et que d'importantes cargaisons de ravitaillement ont eu l'autorisation d'approvisionner la population affamée. Cette action, proposée par Herbert Hoover, administrateur du ravitaillement, a été approuvée par les nations alliées.

Il est également certain que ce gouvernement se prépare à étendre l'aide matérielle à toutes les parties de la Russie d'où l'on a réussi à chasser les bolchéviks et les agents allemands. On comprend qu'un des problèmes étudiés par le président Wilson et Herbert Hoover en collaboration avec les nations alliées a été l'importance d'une telle action devant avoir lieu le plus tôt possible, et le tonnage nécessaire pour aider les Russes sera fourni aussi vite qu'il le faudra, avant de donner satisfaction à toute autre revendication.

La déclaration relative à la Finlande est considérée ici comme une indication que ce gouvernement, de concert avec les alliés, espère une prochaine extension du programme de secours russe, qui comprend une cargaison de 200.000 tonnes de ravitaillement, vêtements, fournitures agricoles, et matériel ferroviaire, pour les trois mois qui vont suivre, et qui suivra les armées d'occupation...

Ce plan de secours graduellement étendu à plusieurs régions de la Russie sera mené à bien aussitôt que possible, pendant qu'on liquidera la question d'une augmentation des effectifs d'occupation.

Ainsi, à l'égard de la Russie soviétique, la politique des Alliés était celle de l'intervention armée, et du blocus impitoyable imposé aux bolchevistes. Le « cordon sanitaire » interdisait aux bolcheviks d'acheter, et à plus forte raison de recevoir comme secours, aucun ravitaillement, produit pharmaceutique ou outillage, tandis que l'organisation de secours alliée fournissait des armes et des capitaux aux Gardes blancs et aux différents États voisins. Cette politique dura quatre ans, jusqu'à ce qu'il fut évident que les Soviets de Russie tenaient solidement le pouvoir.

Les premiers efforts des Alliés pour écraser la Russie soviétique prirent la forme d'utilisation directe d'armées d'intervention : américaine, anglaise, canadienne, tchécoslovaque et japonaise. Cette méthode, cependant, dut être abandonnée. Les troupes américaines se révoltèrent ; le gouvernement canadien, sous la pression populaire, exigea que les troupes canadiennes fussent retirées ; les Tchèques combattirent à contre-cœur ; les marins de la flotte française de la Mer Noire se mutinèrent, et la révolte se propagea dans l'armée anglaise d'occupation et émut la population civile anglaise. Les régiments anglais destinés à la Russie refusèrent de s'embarquer. Lloyd George, premier ministre d'Angleterre, avertit Clémenceau que, si les efforts pour envoyer des troupes alliées contre la Russie continuaient, « des soviets se constitueraient à Londres et à Paris ».

Après le premier échec, les Alliés adoptèrent une méthode un peu différente : au lieu d'intervenir directement, ils armèrent, payèrent et entretenirent les Gardes blancs réactionnaires,

qui luttait contre la Russie soviétique, et encourageaient délibérément les tentatives impérialistes des États nouveaux, voisins de la Russie soviétique, et particulièrement de la Pologne.

Les principales armées qui tentèrent une restauration du capitalisme étaient conduites par des mercenaires et des tsaristes, tels que Mannerheim, Lemenoff, von der Goltz (1), Kolchak, Denikin, Yudenitch, Wrangel, Rodzianko et Pilsudski. La population, sur les territoires occupés par ces armées, était ravitaillée par l'A.R.A. et les autres organisations de secours, qui délivraient ainsi les Gardes blancs de cette dépense.

Dans le n° 8, 2<sup>e</sup> série, du « Bulletin de l'Administration américaine de Secours », nous trouvons :

L'entrée en activité de l'administration américaine de secours dans les régions libérées de la Russie a suivi de près le succès et les échecs des forces ligues contre le bolchévisme. Depuis que le secours a commencé à fonctionner, en avril 1919, son théâtre d'opération s'est agrandi ou resserré dans la mesure où les hommes de Rodzianko et Yudenitch avançaient ou reculaient...

La tâche de ravitailler Pétrograd prit fin le 26 août avec la prise de cette ville par les Soviets. Une partie de la province resta aux mains des Blancs et là, la tâche continua comme auparavant.

Il y eut peu de changement en septembre, jusqu'à ce que l'offensive contre Pétrograd (de Yudenitch) commença. Le 28 septembre les troupes blanches se mirent en marche dans la direction de Luga et les fonds de l'A. R. A. européenne pour les enfants, à la suite de l'armée, pourvoient au ravitaillement des enfants des provinces nouvellement libérées.

Le 15 octobre, le général Yudenitch annonça que Pétrograd tomberait dans les trois jours; le 16, Krasnoe Selo était pris et l'A. R. A. y organisa sur le champ des cuisines.

Pétrograd ne fut pas pris et Yudenitch s'enfuit en déroute avec les cuisines et le reste.

Cet appui continu prêté par Hoover aux Blancs et les raisons politiques qui le motivaient furent indiquées dans le « Saturday Evening Post » du 30 avril 1921. Au cours de l'interview, on lit :

Les réfugiés russes posent un double problème insoluble, autant que je puis prévoir, jusqu'à la chute du gouvernement soviétique. Sans compter plus de deux cent mille enfants russes, il y a huit cent mille adultes — l'Intelligentsia — éparpillés tout le long de la route d'Helsingfors à Constantinople. Si la vie de ces hommes et de ces femmes n'est pas sauvegardée, il n'y aura plus de noyau autour duquel on puisse construire la future Russie.

## Le ravitaillement des enfants en territoire Blanc

Ravitailier les enfants : cela rend un son d'appel humanitaire. En vérité, il faut être sans entrailles pour refuser de s'intéresser à une telle cause. Environ 90.000.000 de dollars furent recueillis aux États-Unis pour les petits enfants affamés d'Europe.

Tandis que 86 p. c. des fonds du Secours à l'Enfance de Hoover étaient utilisés en Pologne pour ravitailler les enfants, la République polonaise trouvait d'abondants capitaux pour continuer la guerre sur un front de 2575 kilomètres, avec 700.000 Polonais sous les armes. Pour cette guerre, les Alliés donnèrent des centaines de millions de dollars, en plus des fonds de secours. La Russie soviétique, répétons-le, loin de recevoir des armes, se voyait refuser le droit d'acheter même des aliments pour nourrir les populations affamées ou des produits pharmaceutiques pour les malades.

Après l'écrasement militaire de la Pologne, en août 1920, et l'expulsion de Wrangel hors de la Crimée, il devint évident que les Soviets étaient solidement installés. Cependant, le blocus et les attaques militaires avaient des répercussions terribles sur la Russie soviétique, déjà saignée à blanc auparavant par trois années et demie de participation à la guerre impérialiste. Une nouvelle et pire famine était à prévoir pour l'année suivante. Quand le blocus fut levé et les Soviets reconnus par plusieurs pays, les organisations de secours les plus sincèrement attachées à leur œuvre allèrent porter leur aide aux régions de la Russie soviétique frappées par la famine. Parmi ces organisations se trouvaient le « Comité des Amis », l'organisation Nansen, celle de « l'Union israélite de distribution », les « Amis de la Russie soviétique ». Les protestations populaires contre la politique de Hoover furent violentes. Ce ne fut qu'alors — le 23 juillet 1921, après quatre ans d'efforts pour obliger par la faim les masses soviétiques à capituler — que les organisations de Hoover prêtèrent à regret leur aide pour ravitailler les enfants soviétiques dans les régions où sévissait la famine (2).

Les méthodes « philanthropiques » ne seront pas essentiellement différentes aujourd'hui de ce qu'elles étaient dans la période 1918-22. Lehman reprendra le rôle de Hoover. La seule différence entre la première et la deuxième guerre

(1) von der Goltz était un général allemand envoyé par le Kaiser dans les petits États baltes entre Pologne et Russie soviétique. Son rôle en Finlande a été déjà indiqué. Si grande était la terreur des Alliés devant le bolchévisme que les termes de l'armistice stipulaient que les troupes allemandes sous son commandement resteraient dans cette région comme un rempart contre la révolution socialiste. Le régime soviétique élaboré par les masses lettones fut écrasé par cet impérialiste allemand. Plus tard, il tenta des expéditions diverses contre la Russie soviétique.

(2) À la lumière du fait qu'il a ravitaillé la Pologne tandis qu'elle faisait la guerre à la Russie soviétique, la dernière explication que Hoover donne à son refus d'aider les masses de la Russie soviétique, est de toute évidence contradictoire. Dans son article de « Colliers » du 28 novembre 1922, Hoover dit : « Dans la dernière guerre, la Russie vaincue avec, en gros, 140.000.000 d'hommes fut frappée en certains endroits de famine. Nous fîmes un effort pour l'approvisionner mais la Russie refusa notre secours parce que les Alliés avaient stipulé qu'elle devait cesser le combat avec ses voisins. Ce ne fut qu'à la recrudescence de la famine, en 1922, que nous pûmes la secourir largement. »

Evidemment, une telle condition ne fut pas imposée à la Pologne — ni à la Finlande, à la Roumanie, à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie, ni aux Gardes blancs, comme indispensable pour recevoir du secours. C'était tout le contraire, puisqu'ils combattaient un régime soviétique.

mondiale est, qu'à l'époque du second conflit, le système social est de 25 ans plus vieux et par conséquent plus pourri. Cette pourriture se révèle dans toutes les branches : économiquement, dans le fait que le capitalisme mondial stagne dans les ornières de la crise de l'après-guerre; politiquement, dans l'avènement du fascisme. Pendant la dernière guerre, le ravitaillement était ostensiblement un moyen d'assurer le « salut des nouvelles démocraties ». Bien avant la fin de la guerre actuelle, on a cessé de manifester sérieusement cette prétention. Même capitaliste, la démocratie serait en Europe un système politique trop dangereux pour les impérialistes alliés. Pour l'instant ils ne cessent de soutenir financièrement de leur mieux les réactionnaires, qui sont pour eux des instruments de contrôle politique sur les masses socialistes. Telle est la signification des relations avec les Habsbourg, Darlan, Franco.

Si la première guerre mondiale fut déclarée et menée au cri de « Pendez le Kaiser », la seconde, selon toutes les apparences, l'est pour remettre les Kaisers sur leur trône, comme l'attestent les relations étroites du gouvernement américain et de son ministère de la Guerre avec Otto de Habsbourg, prétendant au trône autrichien.

Dans un éditorial du « New-York Times » du 1<sup>er</sup> décembre, intitulé « Une offre à l'Italie », on lit :

... nous devons dire aux Italiens, du moins dans un sens large, ce que nos conditions de paix doivent être... Les Italiens doivent déposer Mussolini et abandonner son fascisme... Nous devons montrer clairement que la conséquence immédiate de la paix sera la reprise du commerce entre leur pays et les Nations Unies, de telle sorte qu'ils pourraient recevoir du ravitaillement et les autres fournitures nécessaires au relèvement de leur pays... A parler net, les Nations Unies ne peuvent conclure la paix avec le régime fasciste actuel. Ici, toutefois, se posera de nouveau la question suivante : dans quelle mesure est-il sage de vouloir imposer, de l'extérieur, un régime démocratique ou une forme quelconque de gouvernement à l'Italie?

Les Alliés sont tout à fait disposés à traiter avec un gouvernement anti-axiste non démocratique, à l'entretenir et à le soutenir. Ce que les Alliés cherchent, c'est un Habsbourg ou un Darlan italien. Sera-ce le roi d'Italie? Ou le prince royal? Ou le général Badoglio? L'avenir désignera le candidat, mais sa physiologie politique est nettement délimitée : réaction et aptitude à agir sans faiblesse contre les masses soulevées.

Bien des mois de torture s'écouleront avant que la guerre prenne fin. Mais comme la fin du commencement résulte du commencement de

la fin, les capitalistes se préparent politiquement et organisationnellement à opprimer ouvriers et paysans. Parallèlement, les travailleurs doivent se préparer en sorte que le ravitaillement ne soit pas un moyen de soutenir la contre-révolution et d'affamer les masses révolutionnaires. Permettre aux gouvernements capitalistes la distribution des secours peut avoir de terribles conséquences.

Même la belliciste confédération internationale des ouvriers du transport, dans l'article de fond de son bulletin de juin-juillet 1942, avertit que le ravitaillement va servir des buts de politique réactionnaire. L'article se termine par la déclaration que : « seul le mouvement ouvrier peut offrir une garantie » contre l'utilisation du ravitaillement pour des buts de politique réactionnaire. « Si l'on considère les faits depuis la fin de l'année 1918, on est fondé à craindre que, lorsque le combat cessera, la misère générale dominante sera une fois de plus exploitée dans un but politique », fait remarquer l'organe des ouvriers du transport.

Etant donné le pouvoir des travailleurs du transport, avec les associations du transport de 35 pays affiliés, l'article de leur bulletin a une signification que nous accueillons avec plaisir.

Une telle garantie assurée par le mouvement ouvrier ne peut être d'un bon effet que de deux manières. D'une part, par l'établissement de gouvernements ouvriers et paysans en Angleterre, au Canada, aux Etats-Unis et dans tout autre pays producteur de produits alimentaires. Ces gouvernements socialistes tendraient la main, en vertu de la solidarité de classe, aux pays révolutionnaires soumis au blocus.

Cependant, dans les pays où les ouvriers n'ont pas réussi à établir le gouvernement de leur classe, le mot d'ordre du contrôle par les syndicats ouvriers du ravitaillement d'après-guerre peut être un cri de ralliement et une manière de battre en brèche les desseins réactionnaires relativement à la répartition du ravitaillement et des secours.

Les capitalistes américains se préparent à faire du ravitaillement un moyen de rendre le monde sûr pour le capitalisme après la guerre. Ils projettent de s'en servir pour « convaincre » les masses en Europe, en Afrique et en Asie. Leurs calculs se fondent sur l'espoir que les masses américaines se révéleront immunisées contre le socialisme. Cet espoir est-il fondé? Pas le moins du monde. La conscience des ouvriers américains avancés peut créer au contraire la fêlure fatale qui réduira à néant les plans du capitalisme américain et allié.

# TROIS CONCEPTIONS DE LA REVOLUTION (1)

par L. TROTSKY

## II

A Tiflis, les groupements politiques se formèrent sur la même base de principes qu'à Pétersbourg. « Briser la réaction », écrivait le chef des Mencheviki du Caucase Zhordanya. « pour obtenir et consolider la Constitution — cela dépendra de l'unification consciente et des efforts vers un seul but des forces du prolétariat et de la bourgeoisie... Il est vrai que la paysannerie sera entraînée dans le mouvement, auquel elle donnera un caractère élémentaire, mais le rôle décisif sera néanmoins joué par ces deux classes, tandis que le mouvement agraire apportera du grain à leur moulin. »

Lénine se moquait des craintes éprouvées par Zhordanya, qu'une politique irréconciliable envers la bourgeoisie ne condamnerait les ouvriers à l'impuissance. « Zhordanya discute la question d'un isolement possible du prolétariat au cours d'un renversement démocratique et oublie... la paysannerie. »

De tous les alliés possibles du prolétariat il ne connaît et ne flirte qu'avec les propriétaires terriens libéraux. Et il ne connaît pas les paysans ! Et cela au Caucase ! Les réfutations de Lénine, bien que correctes en principe, simplifient le problème sur un point. Zhordanya n'avait pas « oublié » la paysannerie, et comme l'insinuation de Lénine lui-même le laisse deviner, il ne pouvait l'oublier au Caucase où la paysannerie était, en ce temps-là, en train de se soulever avec l'impétuosité d'un ouragan sous la bannière des mencheviki. Zhordanya, cependant, considérait la paysannerie non pas tellement comme un allié politique que comme un bétail historique qui pouvait et devrait être utilisé par la bourgeoisie alliée au prolétariat. Il ne croyait pas que la paysannerie fût capable de devenir une force dirigeante ou même indépendante de la révolution et en cela il n'avait pas tort ; mais il ne croyait pas non plus que le prolétariat fût capable de conduire le soulèvement agraire à la victoire — et c'était là son erreur fatale. La théorie menchevique de l'alliance du prolétariat et de la bourgeoisie signifiait en réalité l'asservissement des ouvriers et des paysans aux libéraux. L'utopisme réac-

tionnaire de ce programme était déterminé par le fait que le démembrement avancé des classes paralysait d'avance la bourgeoisie en tant que facteur révolutionnaire. En cette question fondamentale, c'était les Bolcheviki qui avaient raison sur toute la ligne : après une alliance avec la bourgeoisie libérale, les social-démocrates seraient inévitablement amenés à s'opposer au mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans. En 1905, les mencheviki n'avaient pas encore suffisamment de courage pour tirer toutes les conclusions nécessaires de leur théorie de la révolution « bourgeoise ». En 1917, ils poussèrent leurs idées jusqu'à leur conclusion logique et se cassèrent le nez.

Sur la question de la position envers les libéraux, Staline, pendant les années de la première révolution, était aux côtés de Lénine. On doit dire que, pendant cette période, même la majorité des mencheviki de base était plus proche de Lénine que de Plékhanov sur des questions relatives à la bourgeoisie oppositionaliste. Une attitude méprisante envers les libéraux faisait partie de la tradition littéraire du radicalisme intellectuel. Mais on s'efforçait en vain de trouver une contribution indépendante de Koba (2) sur cette question, une analyse des relations sociales du Caucase, de nouveaux arguments ou même une nouvelle façon de formuler les anciens. Zhordanya, le leader des mencheviki du Caucase, était de beaucoup plus indépendant par rapport à Plékhanov que Staline par rapport à Lénine. « C'est en vain que Messieurs les libéraux cherchent », écrivait Koba après le 9 janvier, « à sauver le trône chancelant du Tsar. C'est en vain qu'ils tendent au Tsar une main secourable !... Les masses populaires qui se sont soulevées se préparent pour la révolution et non pour la réconciliation avec le Tsar... Oui, Messieurs, vos efforts sont vains. La Révolution Russe est inévitable et elle est aussi inévitable que le lever du soleil. Pouvez-vous empêcher le soleil de se lever ? C'est là la question ! » Et ainsi de suite. Koba était incapable d'atteindre un

(1) Voir le N° précédent de la « Quatrième Internationale ».

(2) Pseudonyme de Staline, dans la période tsariste.

niveau plus élevé. Deux ans et demi plus tard, imitant Lénine presque littéralement, il écrivait : « La bourgeoisie libérale russe est contre-révolutionnaire ; elle ne saurait être la force motrice, et encore bien moins le leader de la Révolution. Elle est l'ennemie jurée de la Révolution et une lutte opiniâtre doit être engagée contre elle. » Cependant, c'est précisément sur cette question fondamentale que Staline allait subir une métamorphose complète au cours des dix années suivantes et faire face à la révolution de février 1917 comme partisan d'un bloc avec la bourgeoisie libérale, et par conséquent comme champion de l'union des menchéviks et des bolchéviks en un seul parti. Seule l'arrivée de Lénine de l'étranger mit brusquement fin à la politique indépendante de Staline qu'il qualifiait de dérision du marxisme.

### La Paysannerie et le Socialisme

Les narodniki considéraient les ouvriers et les paysans simplement comme des « travailleurs » et des « exploités » également intéressés au socialisme. Les marxistes considéraient le paysan comme un petit bourgeois capable de devenir un socialiste seulement dans la mesure où il cesse matériellement ou spirituellement d'être un paysan. Avec le sentimentalisme qui leur était propre, les narodniki voyaient dans cette caractérisation sociologique une flétrissure morale de la paysannerie.

C'est sur cette ligne que s'engagea pendant deux générations la lutte principale des tendances révolutionnaires de la Russie. Pour comprendre les divergences futures entre le stalinisme et le trotskysme, il est nécessaire encore une fois de souligner que, conformément à toute la tradition marxiste, Lénine n'a jamais un seul instant considéré la paysannerie comme un allié socialiste du prolétariat. Au contraire, l'impossibilité de la révolution socialiste en Russie était déduite par lui précisément de la prépondérance colossale de la paysannerie. Cette conception se retrouve dans tous ses articles qui, directement ou indirectement, ont trait à la question agraire. « Nous soutenons le mouvement de la paysannerie », écrivait Lénine en septembre 1905, « dans la mesure où c'est un mouvement démocratique révolutionnaire. Nous sommes prêts (maintenant, immédiatement) à entrer en lutte avec lui dans la mesure où il se montrera réactionnaire, anti-prolétarien. La substance tout entière du marxisme est dans cette double tâche... » Lénine voyait l'allié socialiste dans le prolétariat d'Occident et en partie dans les éléments semi-prolétaires du village russe mais jamais dans la paysannerie comme telle. « Nous soutenons du début jusqu'à la fin par tous les moyens, jusqu'à la confiscation », répétait-il avec l'insistance qui lui était particulière, « le paysan en général contre le propriétaire terrien, et plus tard (et pas même plus tard mais en même temps) nous soutenons le prolétariat contre le paysan en général. »

« La paysannerie vaincra au cours de la révolution démocratique bourgeoise », écrivait-

il en mars 1906. « épuisant ainsi complètement son élan révolutionnaire en tant que paysannerie. Le prolétariat vaincra au cours de la révolution démocratique bourgeoise et par là ne fera que démontrer son véritable élan socialiste révolutionnaire. » « Le mouvement de la paysannerie », répétait-il en mai de la même année, « c'est le mouvement d'une classe différente, c'est une lutte non contre les bases du capitalisme, mais pour balayer tous les débris du système féodal. »

Ce point de vue peut être retrouvé chez Lénine d'un article à l'autre, année par année, volume par volume. Le langage et les exemples varient, la pensée fondamentale reste la même. Il ne pouvait en être autrement. Si Lénine avait vu en la paysannerie un allié socialiste, il n'aurait pas eu la moindre raison d'insister sur le caractère bourgeois de la révolution et de circonscrire « la dictature du prolétariat et de la paysannerie » dans les limites étroites de tâches purement démocratiques. Dans les cas où Lénine accusait l'auteur de ces lignes de « sous-estimer » la paysannerie, il avait en vue non pas du tout mon refus de reconnaître les tendances socialistes de la paysannerie, mais, au contraire, ma reconnaissance inadéquate — selon le point de vue de Lénine — de l'indépendance démocratique bourgeoise de la paysannerie, de sa capacité de créer son propre pouvoir et par là d'empêcher l'instauration de la dictature socialiste du prolétariat.

La réévaluation des valeurs sur cette question ne fut remise sur le tapis qu'au cours des années de la réaction thermidorienne, dont le début coïncida approximativement avec la maladie et la mort de Lénine. Désormais l'alliance des ouvriers et des paysans russes était proclamée être en elle-même une garantie suffisante contre les dangers de la restauration et un gage immuable de la réalisation du socialisme dans les limites de l'Union Soviétique. En remplaçant la théorie de la révolution internationale par la théorie du socialisme dans un seul pays, Staline commença à ne plus désigner l'évaluation marxiste du rôle de la paysannerie que du terme de « Trotskysme », et cela non seulement par rapport au présent, mais par rapport au passé tout entier.

Naturellement, il est possible de soulever la question de savoir si, oui ou non, le point de vue marxiste classique sur le rôle de la paysannerie s'est avéré erroné. Ce sujet nous mènerait beaucoup trop loin au delà des limites de la présente étude. Qu'il nous suffise de constater ici que jamais le marxisme n'a donné à son estimation de la paysannerie en tant que classe non socialiste un caractère absolu et statique. Marx lui-même disait que le paysan a non seulement des superstitions, mais aussi la capacité de raisonner. Le régime de la dictature du prolétariat ouvrit de très larges possibilités d'influencer la paysannerie et de la réduire. Les limites de ces possibilités n'ont pas encore été épuisées par l'histoire.

Cependant, il est clair déjà que le rôle croissant de la coercition étatique en U.R.S.S. n'a pas réfuté mais confirmé d'une façon fonda-

mentale la position envers la paysannerie qui distinguait les marxistes russes des narodniki. Cependant, quelle que puisse être aujourd'hui la situation dans ce domaine après vingt années du nouveau régime, il reste indubitable que jusqu'à la Révolution d'Octobre, ou, plus correctement, jusqu'en 1924, personne dans le camp marxiste — Lénine moins que tous les autres — ne voyait en la paysannerie un facteur socialiste de développement. Sans l'aide de la Révolution prolétarienne en Occident, répétait Lénine, la restauration socialiste est inévitable. Il ne se trompait pas : la bureaucratie stalinienne n'est pas autre chose que la première phase de la restauration bourgeoise.

### La conception trotskyste

Nous avons analysé ci-dessus les points de départ des deux fractions fondamentales de la social-démocratie russe. Mais dès l'aurore de la première révolution, une troisième position avait été formulée. Nous sommes obligés de l'exposer ici avec toute l'ampleur nécessaire, non seulement parce qu'elle trouva sa confirmation au cours des événements de 1917, mais surtout parce que sept ans après la Révolution d'Octobre cette conception, après avoir été retournée sens dessus-dessous, commença à jouer un rôle totalement imprévu dans l'évolution politique de Staline et de la bureaucratie russe dans son ensemble.

Au commencement de 1905, une brochure de Trotsky parut à Genève. Cette brochure contenait une analyse de la situation politique telle qu'elle se présentait pendant l'hiver 1904. L'auteur arrivait à la conclusion que la campagne indépendante de pétitions et de banquets des libéraux avait épuisé toutes ses possibilités ; que l'intelligentsia radicale, qui avait mis en eux tous ses espoirs était avec eux parvenue à une impasse ; que le mouvement paysan était en train de créer des conditions propices de victoire, mais qu'il était incapable de l'assurer ; qu'on ne pouvait arriver à une solution décisive que par le soulèvement armé du prolétariat et que la phase suivante dans cette voie serait la grève générale.

La brochure était intitulée « Avant le 9 Janvier », parce qu'elle avait été écrite avant le dimanche sanglant de Pétersbourg. La puissante vague de grèves qui déferla après cette date, avec les conflits armés initiaux qui l'accompagnèrent, était une confirmation indéniable du pronostic stratégique de la brochure.

La préface de mon ouvrage avait été écrite par Parvus, un émigré russe qui avait réussi à devenir, en ce temps-là, un éminent écrivain allemand. Parvus était une personnalité douée d'un don créateur exceptionnel, capable d'être influencée par les idées des autres comme aussi d'enrichir les autres de ses idées. Il manquait d'équilibre interne et d'un amour du travail suffisant pour offrir au mouvement ouvrier une contribution digne de ses talents comme penseur et comme écrivain. Il exerça une influence indubitable sur mon développement personnel, et particulièrement en ce qui concerne la com-

préhension social-révolutionnaire de notre époque. Quelques années avant notre première rencontre, Parvus avait passionnément défendu l'idée d'une grève générale en Allemagne. Mais le pays traversant une crise industrielle prolongée, la social-démocratie s'était adaptée au régime des Hohenzollern ; la propagande révolutionnaire d'un étranger ne rencontrait qu'indifférence ironique. Quand il prit connaissance, deux jours après les événements sanglants de Pétersbourg, de ma brochure alors manuscrite, Parvus fut conquis par l'idée du rôle exceptionnel que le prolétariat de la Russie arriérée était destiné à jouer.

Ces quelques jours que nous passâmes ensemble à Munich furent remplis par des conversations qui servirent à tous les deux à clarifier bien des choses et qui personnellement nous rapprochèrent l'un de l'autre. La préface à ma brochure que Parvus écrivit à cette époque est entrée dans l'histoire de la Révolution Russe. En quelques pages, il mit en lumière ces particularités sociales de la Russie arriérée qui, il est vrai, étaient déjà connues auparavant, mais dont personne n'avait tiré les conclusions nécessaires.

« Le radicalisme politique de l'Europe Occidentale », écrivait Parvus, « était — c'est un fait bien connu — basé à l'origine sur la petite bourgeoisie, c'est-à-dire sur les artisans et, en général, sur cette partie de la bourgeoisie qui avait été atteinte par le développement industriel mais qui en même temps était évincée par la classe capitaliste... »

» En Russie, durant la période pré-capitaliste, les villes se développèrent bien plus d'après les modèles chinois que d'après les modèles européens. Elles étaient des centres de fonctionnaires d'un caractère purement administratif, sans la moindre signification politique, et en ce qui concerne les relations économiques elles servaient de centres de transactions, de bazars, pour le milieu environnant de propriétaires terriens et de paysans. Leur développement était encore fort insignifiant quand il fut arrêté par le processus capitaliste qui commença à créer des grandes villes à sa propre image, c'est-à-dire des villes industrielles et des centres du trafic mondial... »

» La même raison exactement qui a enrayé le développement de la démocratie petite bourgeoise servit à accroître la conscience de classe du prolétariat en Russie, à savoir : le faible développement de la forme artisanale de la production. Le prolétariat fut immédiatement concentré dans les usines... »

» Les masses paysannes seront entraînées dans le mouvement dans des proportions toujours croissantes. Mais elles sont uniquement capables d'augmenter l'anarchie politique du pays et de cette façon d'affaiblir le gouvernement ; elles ne sauraient constituer une armée révolutionnaire solidement soudée. Par conséquent, avec le développement de la révolution, une part toujours plus grande du travail politique incombera au prolétariat. Et en même temps, sa conscience politique ira en s'amplifiant, son énergie politique s'accroîtra... »

» La social-démocratie sera mise en face du dilemme : ou bien assumer la responsabilité du Gouvernement Provisoire ou bien se tenir à l'écart du mouvement ouvrier. Les travailleurs considéreront ce gouvernement comme leur gouvernement, indépendamment de la façon dont la social-démocratie se conduira... Le renversement révolutionnaire ne peut être, en Russie, que l'œuvre du prolétariat. Le Gouvernement Provisoire Révolutionnaire en Russie sera le gouvernement d'une *démocratie ouvrière*. Si la social-démocratie prend la tête du mouvement révolutionnaire du prolétariat russe, alors ce gouvernement sera social-démocrate...

» Le Gouvernement Provisoire social-démocrate ne sera pas capable d'accomplir un renversement socialiste en Russie, mais le processus même de la liquidation de l'autocratie et l'instauration d'une république démocratique lui fournira un terrain favorable de travail politique. »

Dans le feu des événements révolutionnaires de l'automne 1905, je rencontrai encore Parvus, cette fois à Pétersbourg. Tout en gardant une indépendance organisationnelle vis-à-vis des deux fractions, nous publiâmes ensemble un journal ouvrier de masse, le « *Russkoye Slovo* », et, en coalition avec les menchéviks, un grand journal politique, le « *Natchalo* ». La théorie de la Révolution Permanente a été habituellement associée aux noms de « Parvus et Trotsky ». Ceci n'est que partiellement correct. La période de l'apogée révolutionnaire de Parvus appartient à la fin du siècle dernier, quand il se trouvait à la tête de la lutte contre le « révisionnisme », c'est-à-dire contre la déviation opportuniste de la théorie de Marx.

L'échec des tentatives en vue de pousser la social-démocratie allemande dans la voie d'une politique plus résolue mina son optimisme. Devant la perspective de la révolution socialiste en Occident, Parvus commença à réagir en faisant de plus en plus des réserves. Il considérait, à cette époque, que « le Gouvernement Provisoire social-démocrate ne sera pas capable d'accomplir un renversement socialiste en Russie ». Ses pronostics indiquaient par conséquent, non pas la transformation de la révolution démocratique en une révolution socialiste, mais seulement l'instauration en Russie d'un régime de démocratie ouvrière du type australien, où sur la base d'un système d'économie agricole s'était établi pour la première fois un gouvernement ouvrier qui ne dépassait pas les cadres d'un régime bourgeois.

Je ne partageais pas ses opinions quant à cette conclusion. La démocratie australienne, qui s'était développée organiquement sur le sol vierge d'un nouveau continent, prit tout de suite un caractère conservateur et se subordonna un prolétariat jeune mais tout à fait privilégié. La démocratie russe, au contraire, ne pouvait s'épanouir qu'à la suite d'un grandiose bouleversement révolutionnaire, dont la dynamique ne permettrait en aucun cas au gouver-

nement ouvrier de rester dans les cadres de la démocratie bourgeoise. Nos divergences, qui commencèrent peu après la révolution de 1905, aboutirent à une rupture complète entre nous au début de la guerre, lorsque Parvus, chez qui le sceptique avait complètement tué le révolutionnaire, se plaça aux côtés de l'impérialisme allemand et devint plus tard le conseiller et l'inspirateur du premier président de la République allemande, Ebert.

### La théorie de la Révolution permanente

Ayant débuté avec la brochure « *Avant le 9 Janvier* », je suis plus d'une fois revenu sur ce sujet, développant et justifiant la théorie de la Révolution Permanente. Etant donné l'importance que cette théorie a acquise plus tard pour l'évolution idéologique du héros de cette biographie (1), il est nécessaire de l'exposer ici sous forme de citations exactes de mes œuvres de 1905-1906.

« Le centre de la population d'une ville moderne, du moins dans les villes ayant une importance économique et politique, est constitué par la classe essentiellement différenciée des travailleurs salariés. C'est précisément cette classe essentiellement inconnue pendant la Grande Révolution Française qui est destinée à jouer le rôle décisif dans notre révolution... Dans un pays économiquement plus arriéré, le prolétariat peut prendre le pouvoir plus tôt que dans un pays capitaliste avancé. Vouloir établir une espèce de dépendance automatique de la dictature prolétarienne à l'égard des forces techniques et des ressources d'un pays, c'est un préjugé qui dérive d'un matérialisme « économique » simplifié à l'extrême. Un tel point de vue n'a rien de commun avec le marxisme. Bien que les forces de production industrielles fussent dix fois plus développées aux Etats-Unis que chez nous, le rôle politique du prolétariat russe, son influence sur la politique du pays et la possibilité de son influence à venir sur la politique mondiale sont incomparablement plus grandes que le rôle et l'importance du prolétariat américain... »

» La Révolution russe va, selon nous, créer les conditions dans lesquelles le pouvoir pourra (et avec la victoire de la Révolution *devra*) passer aux mains du prolétariat avant que les politiciens du libéralisme bourgeois aient l'occasion de développer pleinement leur génie d'hommes d'Etat... La bourgeoisie russe est en train de céder au prolétariat toutes les positions révolutionnaires. Elle aura de même à céder la direction révolutionnaire de la paysannerie. Le prolétariat en possession du pouvoir apparaîtra à la paysannerie comme une classe émancipatrice... Le prolétariat, en se basant sur la paysannerie, s'efforcera par tous les moyens dont il dispose d'élever le niveau culturel du village et de développer la conscience politique de la paysannerie... Mais peut-être la paysannerie elle-

(1) Rappelons que cette étude devait constituer un chapitre de la biographie de Lénine.

même submergera-t-elle le prolétariat et occupera-t-elle sa place? Cela est impossible. L'expérience historique tout entière proteste contre une telle supposition. Elle montre que la paysannerie est complètement incapable de jouer un rôle politique *indépendant*... D'après ce qui vient d'être dit, notre façon d'envisager l'idée de la « dictature du prolétariat et de la paysannerie » est claire. L'essence de la question n'est pas de savoir si nous la considérons comme admissible en principe, si nous trouvons cette forme de coopération désirable ou indésirable. Nous la considérons comme irréalisable — du moins dans un sens direct et immédiat. »

Ce passage démontre déjà combien erronée est l'assertion, répétée plus tard à satiété, d'après laquelle la conception présentée ici « saute par-dessus la révolution bourgeoise ». « La lutte pour la rénovation démocratique de la Russie, écrivais-je à cette époque, a atteint son plein développement et est conduite par des forces qui se déroulent sur la base du capitalisme. Elle est dirigée *directement et avant tout* contre les obstacles féodaux qui obstruent la voie de développement de la société capitaliste ».

Cependant la question était : Quelles forces et quelles méthodes sont justement capables d'éliminer ces obstacles? Nous pouvons répondre à toutes les questions de la révolution en affirmant que notre révolution est *bourgeoise* dans ses fins objectives, et par conséquent dans ses résultats inévitables, et nous pouvons ainsi fermer les yeux devant le fait que l'agent principal de cette révolution bourgeoise est le prolétariat, et que le prolétariat sera porté au pouvoir par le processus tout entier de la révolution... Vous pouvez vous bercer de l'illusion que les conditions en Russie ne sont pas encore mûres pour une économie socialiste — et par conséquent vous pouvez négliger de prendre en considération le fait que le prolétariat, quand il aura conquis le pouvoir, va être inévitablement contraint par la logique même de sa situation d'introduire une économie étatisée...

En entrant dans le gouvernement, non pas en tant qu'otages impuissants, mais comme force dirigeante, les représentants du prolétariat vont par cet acte même faire disparaître la distinction entre le programme minimum et le programme maximum, c'est-à-dire *mettre le collectivisme à l'ordre du jour*. C'est du rapport des forces que dépendra le point où le prolétariat sera arrêté dans cette direction et non pas du tout des intentions initiales du parti du prolétariat...

« Mais il n'est pas trop tôt pour poser la question : Cette dictature du prolétariat doit-elle inévitablement se briser contre le cadre de la révolution bourgeoise? Ou bien ne pourrait-elle pas, sur des bases *mondiales historiques* données, voir s'ouvrir devant elle la perspective de la victoire qui sera remportée en brisant ce cadre étroit? Une chose peut être déclarée avec certitude : sans l'aide directe du prolétariat européen, la classe ouvrière russe ne

saurait garder le pouvoir, ni convertir son gouvernement temporaire en une dictature socialiste de longue haleine... » De ceci, cependant, ne découle pas du tout un pronostic pessimiste. « L'émancipation politique de la classe ouvrière russe l'élève au rang de guide tout-puissant et en fait l'initiatrice de la liquidation mondiale du capitalisme, pour laquelle l'histoire a créé toutes les conditions objectives nécessaires... »

En ce qui concerne la mesure dans laquelle la social-démocratie internationale se montrera capable de remplir sa tâche révolutionnaire, j'écrivais en 1906 :

« Les partis socialistes européens — et avant tout le plus puissant d'entre eux, le parti allemand — sont tous atteints de conservatisme. A mesure que des masses toujours plus grandes se rallient au socialisme et que l'organisation et la discipline de ces masses s'accroît, ce conservatisme s'accroît également.

C'est pour cette raison que la social-démocratie, en tant qu'organisation incarnant l'expérience politique, peut devenir, à un certain moment, un obstacle direct dans la voie du conflit ouvert entre les ouvriers et la réaction bourgeoise... » Dans la conclusion de mon analyse cependant j'exprimais l'assurance que « La Révolution à l'Est de l'Europe va doter le prolétariat d'Occident d'idéalisme révolutionnaire et engendrer en lui le désir de parler « russe » à son ennemi... »

\*\*\*

Résumons-nous. Le narodnikisme, suivant la trace des slavophiles, naquit d'illusions concernant les voies absolument originales du développement de la Russie, et exerça son action en marge du capitalisme et de la république bourgeoise. Le marxisme de Plekhanov consacra ses efforts à prouver l'identité de principe des voies historiques de la Russie et de l'Occident. Le programme qui en dérive ignore les particularités parfaitement réelles et nullement mystiques de la structure sociale de la Russie et de son développement révolutionnaire. L'attitude des menchéviks vis-à-vis de la révolution, dépourvue des incrustations épisodiques et des déviations individuelles peut être résumée ainsi : La victoire de la révolution bourgeoise russe est uniquement concevable sous la direction de la bourgeoisie libérale et doit remettre le pouvoir entre les mains de celle-ci. Le régime démocratique va alors permettre au prolétariat russe de rattraper ses frères plus âgés d'Occident sur la voie de la lutte pour le socialisme avec des chances de succès incomparablement plus grandes qu'auparavant.

La perspective de Lénine peut être brièvement exposée comme suit : La bourgeoisie retardataire de la Russie est incapable de parachever sa propre révolution. La victoire complète de la révolution au moyen de la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » purgera le pays des restes médiévaux, imprimera au développement du capitalisme russe le rythme du capitalisme améri-

cain, renforcera le prolétariat des villes et des campagnes, et ouvrira de larges possibilités à la lutte pour le socialisme. D'autre part, la victoire de la Révolution russe donnera une impulsion puissante à la révolution socialiste de l'Occident, et cette dernière ne protégera pas seulement la Russie des dangers d'une restauration, mais permettra également au prolétariat russe de parvenir à la conquête du pouvoir dans un délai historique relativement court.

La perspective de la révolution permanente peut être résumée de la façon suivante : La victoire complète de la révolution démocratique en Russie est inconcevable autrement que sous forme d'une dictature du prolétariat basée sur la paysannerie. La dictature du prolétariat qui mettra inévitablement à l'ordre du jour, non seulement des tâches démocratiques mais aussi des tâches socialistes, va en même temps donner une puissante impulsion à la révolution socialiste internationale. Seule la victoire du prolétariat en Occident garantira la Russie d'une restauration bourgeoise et lui assurera la possibilité de mener à bonne fin l'édification socialiste.

Ces formules concises révèlent avec une clarté égale et l'homogénéité des deux dernières conceptions dans leur contradiction irréconciliable avec la perspective libérale — menchévik — et la différence tout à fait essentielle entre elles sur la question du caractère social et des tâches de la « dictature » qui naîtra de la révolution. L'objection maintes fois répétée par les théoriciens actuels de Moscou, à savoir que le programme de la dictature du prolétariat était « prématuré » en 1905, est entièrement dénuée de fondement. Dans un sens empirique, le programme de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie s'avéra également « prématuré ». Le rapport des forces défavorable à l'époque de la première révolution rendait impossible, non pas la dictature du prolétariat comme telle, mais d'une façon générale la victoire même de la révolution. Cepen-

dant toutes les tendances révolutionnaires procédaient de l'espoir d'une victoire complète ; sans un tel espoir, la lutte révolutionnaire eût été impossible. Les différences se rapportaient aux perspectives générales de la révolution et à la stratégie qui en découlait. La perspective des menchéviks était erronée du tout au tout. Elle dirigeait le prolétariat dans une voie entièrement différente. La perspective des bolchéviks était incomplète : elle indiquait correctement la direction générale de la lutte, mais caractérisait incorrectement ses stades. L'insuffisance de la perspective des bolchéviks ne se révéla pas dès 1905, uniquement parce que la révolution elle-même ne connut pas un plus ample développement. Mais au début de 1917, Lénine, en lutte directe avec les plus anciens cadres du parti, fut obligé de changer la perspective.

Un pronostic politique ne saurait prétendre à la même exactitude qu'un pronostic astronomique. Il est satisfaisant s'il donne une indication correcte de la ligne générale de développement et s'il permet l'orientation vers le processus réel des événements dont la ligne fondamentale est portée inévitablement à dévier vers la gauche ou vers la droite. En ce sens, il est impossible de ne pas reconnaître que la conception de la révolution permanente a subi victorieusement l'épreuve de l'histoire. Au cours des premières années du régime soviétique, nul ne le contestait. Bien au contraire, ce fait était reconnu dans bon nombre de publications officielles. Mais lorsque dans les sommets paisibles et fossilisés de la société soviétique la réaction bureaucratique contre Octobre éclata, elle fut dès le début dirigée contre cette théorie qui, plus complètement qu'aucune autre, reflétait la première révolution prolétarienne de l'histoire et en même temps révélait clairement son caractère partiel, incomplet et limité. C'est ainsi que, par réaction, la théorie du socialisme dans un seul pays, le dogme fondamental du stalinisme, a pris naissance.

# Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

## GRÈCE

### L'OFFENSIVE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

Au lendemain de l'accord de Varkiza (janvier 1945) qui a livré, grâce à la trahison des chefs staliniens de l'E.A.M. et de l'E.L.A.S., les masses populaires grecques au retour offensif de la réaction, Plastiras a instauré un régime de terreur. Les arrestations à Athènes s'effectuaient à la cadence de 1.500 par jour.

A la fin mars, on estimait à 100.000 le nombre des personnes arrêtées, dont 35.000 environ ont été envoyées dans des camps de concentration en Grèce et en Egypte.

Malgré les services rendus à la bourgeoisie grecque et à l'impérialisme britannique, Plastiras, personnage compromis par son passé aux yeux des royalistes, fut remplacé par l'amiral Voulgaris qui déjà en avril 1944 s'était chargé de noyer dans le sang la révolte des marins et des soldats grecs de l'armée d'Egypte.

Un climat de contre-révolution règne particulièrement à Athènes.

Les bandes fascistes et royalistes, dont le noyau est constitué par les éléments des « bataillons de sécurité » utilisés jadis par les nazis contre la résistance populaire, se livrent fréquemment à des actes de violence contre les organisations ouvrières et à des assassinats systématiques des militants ouvriers.

Les chefs staliniens responsables du désarmement des masses et de leur confusion idéologique se contentent maintenant de dénoncer les agissements « anti-démocratiques » du gouvernement et d'implorer du régent Damaskinos et des autorités anglaises leur intervention pour faire respecter « l'accord de Varkiza ».

Cependant, d'après la radio turque (14 mars 1945) et les correspondants des journaux étrangers, plusieurs groupements de partisans n'ayant pas livré leurs armes ou s'étant reconstitués, continuent à se battre en de nombreux endroits de la Grèce contre les forces de la réaction.

Des chefs staliniens « gauchistes » d'autre part, tels que Velioukiotis (ou Klaras) semblent être en désaccord profond avec la direction du parti stalinien à laquelle ils reprochent sa « trahison » (1).

### LA TERREUR STALINIENNE

Des nouvelles sommaires parvenues de notre organisation grecque font état d'assassinats en masse de ses militants et d'autres éléments révo-

lutionnaires, perpétrés par les staliniens pendant l'occupation allemande, après la « libération » et pendant le mouvement de décembre 1945. Environ 100 militants trotskystes, pour la plupart rescapés des bagnes de Metaxas, révolutionnaires de longue date, ont été victimes de la terreur stalinienne.

Plusieurs camarades archi-marxistes et autres militants ouvriers ont subi le même sort.

Nos camarades grecs sont en train de préparer un rapport détaillé sur ce que fut le régime instauré par les staliniens dans les régions de la Grèce contrôlées par eux pendant l'occupation allemande et pendant le mouvement de décembre. La plus grande publicité doit être donnée à ces informations qui, après l'expérience en Russie et en Espagne, confirment une fois de plus le caractère contre-révolutionnaire conscient des directions staliniennes ayant pour but de décapiter le mouvement ouvrier de tout élément révolutionnaire non soumis à leur contrôle.

Notre organisation grecque publie deux journaux et une revue mensuelle et dispose toujours d'une influence solide parmi les milieux avancés du prolétariat grec.

## FRANCE

### LES ELECTIONS MUNICIPALES ET LE MOUVEMENT GREVISTE

L'orientation générale des élections municipales, qui ont eu lieu en France le 13 et le 29 mai (deuxième tour) accuse une forte poussée des masses vers la gauche.

Les listes présentées par les partis communiste et socialiste (communes ou séparées) et par les autres groupements « anti-fascistes » de la Résistance ont obtenu la majorité absolue (52 %).

Les partis de l'ancien centre (radicaux, radicaux-socialistes, radicaux indépendants, socialistes indépendants, républicains socialistes) ont réuni un pourcentage de 22 % environ.

Le nouveau groupement du centre, le Mouvement Républicain Populaire (catholique) obtient 2 % et les « indéterminés » 15 %.

Enfin, les partis de la droite obtiennent 9 %.

Le parti communiste a obtenu, à lui seul, 19 % des municipalités.

La radicalisation des masses se révèle encore plus clairement par l'élargissement du mouvement gréviste.

(1) La presse mondiale a annoncé depuis que Velioukiotis (Klaras) a été assassiné par des partisans staliniens. Cinq de ses lieutenants ont péri avec lui. Klaras était l'une des figures les plus populaires du mouvement ouvrier grec. Il dirigeait les troupes de l'Elas qui combattirent héroïquement l'impérialisme britannique à Athènes il y a quelques mois.

Après la grève des ouvriers du spectacle, du livre, des employés de la Bourse et de certains services publics, on a assisté depuis le commencement du mois de mai au « démarrage » des ouvriers métallurgistes et des mineurs. (Grèves dans la région parisienne, grève des mineurs du bassin du Nord, grève générale à Lyon et dans plusieurs autres villes de province.)

Les ouvriers réclament l'augmentation des salaires et l'application du programme social de la Résistance.

Les chefs staliniens et réformistes, qui ont fait jusqu'ici l'impossible pour freiner la mobilisation des masses, se trouvent aujourd'hui devant une situation délicate : les masses, persuadées qu'ils représentent un programme et une volonté réelle de lutte, leur font confiance et, d'autre part, passent d'elles-mêmes à l'action sans tenir compte de leurs recommandations de « prudence ».

## FINLANDE

### LES ELECTIONS PARLEMENTAIRES

Les résultats des élections parlementaires, qui ont eu lieu au mois de mars, sont significatifs : les partis de droite conservent encore une influence supérieure à celle des social-démocrates et des communistes (732.000 voix contre 711.000).

Le parti social-démocrate, qui était au pouvoir depuis 1939 et qui a collaboré avec les nazis contre l'U.R.S.S., a perdu 31 sièges (52 contre 83 en 1939).

Le succès des staliniens n'est que relatif. Malgré la défaite du pays et malgré son occupation par l'Armée Rouge, les masses paysannes et ouvrières restent méfiantes envers l'U.R.S.S. et le parti communiste finlandais, en raison du caractère nationaliste de la politique de la bureaucratie soviétique et de ses procédés incompatibles avec les méthodes prolétariennes.

## CEYLAN

### LA VIE DU CAMARADE GUNAWARDENE EN DANGER

Selon les nouvelles reçues par nos camarades anglais, Philipp Gunawardene, un des leaders de l'organisation trotskyste de Ceylan, le « Lanka Sama Samaya Party », emprisonné pour son activité révolutionnaire par l'impérialisme anglais, est gravement malade.

Nous avons publié dans le numéro précédent de « Quatrième Internationale » des informations concernant le développement du mouvement trotskyste à Ceylan et aux Indes, et plus

particulièrement concernant l'activité du camarade Gunawardene et de son compagnon Perera.

Nos camarades anglais demandent que des protestations énergiques soient envoyées au British Colonial Office, pour demander la libération immédiate de Gunawardene.

Nous publierons dans le prochain numéro de « Quatrième Internationale », qui sera consacré à la question coloniale, des informations sur les travaux de la première conférence pan-hindoue du parti bolchevik-léniniste des Indes et de Ceylan, qui s'est tenue « quelque part aux Indes » du 20 au 25 septembre 1944.

## ESPAGNE

### LA CRISE DU P.O.U.M.

La crise du P.O.U.M., signalée dans l'article sur l'Espagne qui a paru dans le numéro précédent de « Quatrième Internationale », s'est aggravée.

Les dirigeants de la gauche des émigrés poumistes en France, sous la pression de leur base, se sont vus obligés de rompre avec la direction réactionnaire de Rovira et ont constitué un « Comité des relations du P.O.U.M. en France ». Ils projettent la convocation d'une conférence et envisagent la reconstruction du P.O.U.M.

Cependant l'étude des documents qu'ils ont publiés jusqu'à maintenant, et en particulier l'importance qu'ils accordent à un soi-disant « Comité Socialiste International », constitué en Amérique Latine par Pivert, Serge et d'autres représentants de groupes plus ou moins inexistantes (et en tout cas centristes incurables) ne promettent aucune progression réelle.

La section espagnole de la IV\* Internationale a adressé une lettre ouverte aux membres du P.O.U.M., analysant les causes de sa crise et les appelant (particulièrement les membres de la gauche) à une discussion politique ayant pour but de définir les bases idéologiques et le programme sur lesquels peut se construire le parti révolutionnaire espagnol.

\*\*\*

La première conférence nationale tenue par notre organisation espagnole de l'émigration a eu lieu au mois de mai 1945. Elle marque un pas important dans la voie du regroupement des forces révolutionnaires espagnoles. Elle a adopté à l'unanimité une importante résolution politique sur « L'Espagne devant la crise révolutionnaire », ainsi qu'un programme d'action.

Une nouvelle direction élargie a été élue. Des mesures précises ont été adoptées tant pour le travail dans l'émigration espagnole que pour le travail en Espagne même.

## BELGIQUE

La crise royale qui ébranle actuellement la Belgique est une véritable crise de régime. Le P.C.R., section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale, attache la plus grande importance à cette question. Il est intervenu activement dans le cours des événements par l'édition de plusieurs tracts, de papillons, d'appels à des manifestations, etc. Nous ferons paraître, dans le numéro suivant de Quatrième Internationale, une étude très détaillée de cette question.

## PAYS-BAS

Nous publions ici un article du Cde M. Perthus, un des dirigeants du Comité des Marxistes Révolutionnaires (C.R.M.), section néerlandaise de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui donne des informations extrêmement intéressantes sur la situation politique aux Pays-Bas et l'évolution du mouvement ouvrier hollandais.

### LA SITUATION POLITIQUE AUX PAYS-BAS

Les organisations nationalistes ont pu se renforcer énormément pendant l'occupation du pays par l'impérialisme allemand. La terreur, la famine et la déportation de centaines de milliers de travailleurs hollandais vers l'Allemagne poussaient les masses, dans l'absence d'une résistance révolutionnaire ouverte de la part des ouvriers allemands, vers les nationalistes. Tout leur espoir se fondait sur la « libération » par les armées alliées. C'est surtout dans les provinces occidentales du pays, où les travailleurs mouraient par milliers dans les grandes villes (1) et où la terreur nazie atteignait son point culminant, que les masses ne voyaient pas d'autre issue qu'une avance des troupes alliées. Les grandes rafles, les fusillades massives, une famine épouvantable, toute cette misère a été exploitée par les propagandistes de la bourgeoisie néerlandaise pour représenter la victoire des Alliés comme l'unique voie de salut.

#### Le mouvement ouvrier

Les partis ouvriers traditionnels, la S.D.A.P. (réformistes) et le C.P.N. (staliniens) faisaient tout leur possible pour renforcer le bloc de la bourgeoisie néerlandaise. Les réformistes ne travaillaient même pas comme organisation indépendante pendant la guerre et entraînaient une grande partie de leurs membres vers des orga-

nisations nationalistes. La presse illégale réformiste parut seulement à partir de septembre 1944.

Les staliniens travaillaient dans l'illégalité comme une organisation indépendante, qui déployait une grande activité depuis la guerre germano-soviétique. Sa propagande ne se distinguait presque pas de celle des bourgeois. Les mensonges pour cacher le véritable caractère de la guerre, la campagne diffamatoire dirigée contre les travailleurs allemands, les louanges pour la maison royale, tel était l'axe de leur agitation. Dans le mouvement de résistance hollandais, un puissant courant de gauche, pareil à celui de plusieurs pays européens, n'a jamais existé.

Il n'y avait que des groupements révolutionnaires extrêmement faibles qui osaient s'opposer à ce « front national » des partis bourgeois et « ouvriers ». Ces groupements se plaçaient sur une position internationaliste, appelaient les ouvriers à la fraternisation avec les travailleurs allemands et à la lutte révolutionnaire contre la guerre. Au commencement, tous les révolutionnaires actifs étaient unis dans l'organisation illégale de l'ancien R.S.A.P. Plus tard, en 1942, ce mouvement se scinda en deux : une aile, « Spartacus », évolua de plus en plus vers l'ultra-gauchisme (le « Radencommunisme » de Gorter, de la K.A.P.D., etc.), une autre, le C.R.M., se prononçait pour une affiliation à la Quatrième Internationale et éditait l'organe *De Rode October*, dont 46 numéros ont paru.

#### La lutte de classe reprend

Peu de temps après la « libération » des provinces du Brabant et du Limbourg par les armées alliées, de grandes grèves furent déclenchées dans les usines Philips à Eindhoven et dans les mines du Limbourg. Les objectifs étaient les suivants : lutte contre le mauvais ravitaillement ; contre le système inhumain des « tarifs sur accord » dans les mines ; contre le maintien des grands « collaborateurs » et des surveillants fascistes dans les mines. Même dans cette partie la plus réactionnaire du pays, un puissant courant vers la gauche se manifestait et s'exprimait par un renforcement notable des réformistes et staliniens. Ce même courant se manifestait également dans le reste du pays, malgré la famine et la terreur, par une méfiance croissante des masses envers les organisations nationalistes et un renforcement des staliniens.

La capitulation de l'armée allemande fut très rapidement suivie, dans les provinces occidentales, par une série de conflits de classe. A Amsterdam, 30.000 ouvriers arrêtaient le travail et exigeaient une augmentation de salaire et une amélioration des conditions de vie. Les grandes organisations syndicales réformistes, catholiques et protestantes, se sont regroupées. Les staliniens ont créé une nouvelle organisa-

(1) Pendant 7 mois, les rations hebdomadaires furent : 400 gr. de pain, 1 kg. de pommes de terre, 4 kg. de betteraves, 100 gr. de fromage. Souvent ces rations ne furent même pas distribuées.

tion qui s'appelle « *Eenheidsvakbeweging* », mouvement des syndicats uniques. Elle joue déjà un rôle important à Amsterdam, mais reste sans importance là où l'influence stalinienne est moindre, par exemple à Rotterdam (2). C'est dans cette organisation que se sont groupés les éléments les plus radicalisés du prolétariat.

### La dissolution du parti communiste des Pays-Bas

Dans le P.C., les éléments petit-bourgeois se sont renforcés depuis la guerre. Mais il groupe également toute une série d'ouvriers révolutionnaires attirés par les traditions et la puissance de l'U.R.S.S., et qui ne comprennent pas encore le caractère traître de la politique stalinienne.

Un mois après la capitulation allemande, la direction illégale du P.C. décida de dissoudre le parti et d'arriver au rassemblement de tous les éléments « démocratiques » au sein d'un « parti populaire ». Ce mouvement s'appelle « *Les Amis de la Vérité* » (La Vérité est le titre de l'organe central stalinien en Hollande). Beaucoup d'ouvriers se sentent trahis par cette décision. Et elle aura sans doute pour effet d'attirer encore plus d'éléments petit-bourgeois, tout en repoussant les ouvriers conscients.

### Les perspectives immédiates

Le parti réformiste s'est reformé sous la direction des « droitiers » qui préconisaient pendant la guerre la suppression d'un parti ouvrier indépendant. Mais il y a un profond mécontentement chez une grande partie des membres de base, qui ne partagent pas du tout les opinions politiques de leurs dirigeants. On peut prévoir qu'une aile gauche importante se formera au sein du S.D.A.P.

Ainsi, nous constatons en Hollande le même courant vers la gauche qui se dessine dans les autres pays. Mais il faudra encore de grands coups pour que les masses soient définitivement affranchies de leurs illusions réformistes et stalinienne qui sont encore énormes. La guerre continue. Une amélioration rapide et sérieuse du niveau de vie des masses est improbable. Les capitalistes hollandais essaient, avec l'aide

des réformistes et staliniens, de déclencher une grande campagne de propagande pour la « libération » des Indes Néerlandaises. Mais chez les ouvriers, il règne une répulsion générale envers la guerre d'Extrême-Orient. L'entrêtement des volontaires a donné des résultats peu satisfaisants. Il faut 500.000 soldats à la bourgeoisie, et celle-ci se verra forcée de passer à la mobilisation, illégale sans l'assentiment des Chambres.

Le gouvernement a annoncé qu'il ne sera pas possible de tenir des élections avant fin 1946 (sic). Une Assemblée Consultative est en voie de constitution, les membres en seront nommés par le gouvernement après consultation du mouvement de résistance. Les membres des nouveaux conseils municipaux sont également nommés par en haut. Voilà la « démocratie » pour laquelle les nationalistes se sont battus (3)...

La situation reste très confuse dans la partie occidentale du pays, où des troupes allemandes continuent à se cacher. La presse reste locale, les communications sont extrêmement mauvaises, le ravitaillement reste très bas, la plupart des ouvriers ne sont pas encore rentrés d'Allemagne, le reste est trop affaibli pour travailler. Voilà ce qu'il faut comprendre pour saisir que le mouvement ouvrier hollandais se trouve en plein regroupement, en pleine fermentation.

Les contradictions de classe s'accroîtront rapidement par la poursuite de la guerre de la part de la bourgeoisie hollandaise. Celle-ci parle cyniquement de la « libération » des Indes Néerlandaises, où elle faisait régner la peine de mort, où elle supprimait les organisations révolutionnaires, même nationalistes, où elle instituait le camp de Digoul, véritable camp d'extermination à la manière de Belsen. La voie du prolétariat néerlandais, comme celle du prolétariat belge, français, italien, ira vers la gauche. Pour nous, révolutionnaires, la situation est la plus favorable que nous ayons jamais connue aux Pays-Bas. C'est la question de la direction révolutionnaire qui se pose de la façon la plus aiguë. Puissent les révolutionnaires hollandais résoudre bientôt ce problème et construire avec des forces unies le grand parti révolutionnaire du prolétariat néerlandais !

20 juin 1945.

M. PERTHUS.

(2) Depuis lors, une nouvelle grève importante a éclaté à Rotterdam, où 40.000 ouvriers du port ont complètement paralysé le travail, s'opposant à la participation de la bourgeoisie hollandaise à la guerre imperialiste en Extrême-Orient. (Note de la Rédaction.)

(3) Nos camarades hollandais du C.R.M. lancent dans leur presse et leurs tracts les mots d'ordre : « Nous exigeons que des élections générales élisent aussi vite que possible un nouveau parlement, de nouveaux conseils municipaux. » — « Nous exigeons la liberté complète de la presse, de réunion et d'organisation. »

## NOS MORTS

Il est encore trop tôt pour dresser le bilan définitif des pertes que notre Internationale a subies au cours de cette guerre en Europe.

Mais déjà les nouvelles qui nous parviennent des différents pays européens donnent une idée du prix que nos jeunes organisations ont eu à payer pour leur fidélité aux principes du marxisme révolutionnaire.

Des centaines de militants trotskystes sont tombés pour la Révolution prolétarienne devant les pelotons d'exécution et dans les camps de concentration nazis en Allemagne, en France, en Belgique, en Pologne, en Grèce et ailleurs.

Parmi eux, signalons les militants dirigeants, dont la perte est pour nous irréparable, et dont la mémoire restera impérissable dans notre mouvement et dans l'ensemble du mouvement ouvrier, qui reconnaîtra bientôt en eux ses meilleurs défenseurs pendant la deuxième guerre impérialiste.

**MARCEL HIC**, secrétaire de notre section française, arrêté par la Gestapo en juillet 1943, mort au camp de concentration de Dora en Allemagne.

**LEON LESOIL**, ancien dirigeant de notre section belge, arrêté par la Gestapo en 1941, mort en 1942 dans le camp de concentration de Hambourg-Neuergamme.

**PANTELIS POULIOPOULOS**, ancien secrétaire du parti communiste grec, secrétaire de notre organisation grecque, exécuté par les autorités fascistes italiennes en juin 1943, avec trois autres dirigeants trotskystes grecs.

